

# **Recueil des Actes Administratifs**

## **TOME 2/6**

### **Novembre 2017**

**Séance ordinaire du  
vendredi 3 novembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme et Aménagement  
durable**

**Présents :**

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Alex LARUE, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES.

**FONCIER  
PORT MARIANNE  
Mandat d'acquisitions foncières Ville/SERM  
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Depuis son origine, l'opération Port Marianne a pour objectif de permettre le rééquilibrage de l'urbanisation de la Ville vers l'Est et vers la mer par l'aménagement de plusieurs quartiers, possédant chacun son caractère propre, organisés autour du bassin Jacques Cœur et du grand parc public Georges Charpak. Port Marianne est délimité à l'Ouest et au Nord par l'urbanisation existante et à l'Est et au Sud par l'autoroute A9.

Par plusieurs conventions de mandat passées entre 1986 et 1989, la Ville a chargé la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) de réaliser les acquisitions foncières sur plusieurs secteurs de Port Marianne.

Dans un objectif de cohérence et d'homogénéité, le Conseil municipal a approuvé le 21 mai 1990 une convention confiant à la SERM les acquisitions foncières sur l'ensemble du périmètre de Port Marianne et succédant ainsi à l'ensemble des conventions particulières passées antérieurement.

Douze avenants à cette convention ont été approuvés depuis par délibérations du Conseil municipal du 20 juin 1991, du 27 février 1992, du 29 mars 1996, du 28 novembre 1997, du 25 juillet 2001, du 29 juillet 2004, du 25 juillet 2006, du 26 juillet 2007, du 24 juillet 2008, du 25 juillet 2011, du 23 juillet 2012 et du 5 novembre 2015.

Le coût de ces acquisitions est destiné à être intégré dans le bilan financier de chacune des futures zones d'aménagement concerté de Port Marianne. Ainsi, l'ensemble des coûts d'acquisitions, frais sur acquisitions, frais de société, quote-part des frais financiers afférents aux secteurs opérationnels ont fait l'objet d'une prise en charge financière définitive dans le cadre des opérations concédées correspondantes, soit 4 794 000 € au 31 décembre 2016.

Le solde des terrains acquis et non-intégrés dans les secteurs opérationnels constitue des réserves foncières que la Ville a décidé de reprendre à sa charge par délibération du Conseil municipal du 28 juillet 1993.

La Ville de Montpellier a ainsi régi le portage financier des terrains acquis dans les secteurs non-opérationnels en 1993.

Lors de l'ouverture de ces secteurs à l'urbanisation dans le cadre de ZAC, les terrains destinés à être aménagés ont été vendus par la Ville à l'aménageur. La valeur cumulée de ces terrains au 31 décembre 2015 représentait 19 356 000 €.

Au 31 décembre 2016, le montant total des charges prévisionnelles du mandat s'élevait à 24 070 000 € TTC. A la même date, le montant de dépenses réalisé était de 23 850 000 € TTC.

Ce nouveau bilan prend en compte le développement du quartier Port Marianne sur des secteurs encore non opérationnels et permet de donner suite aux opportunités constituées par les acquisitions foncières les plus récentes.

Dans le cadre de l'exercice de ses missions durant l'année 2016, la SERM n'a exercé aucune prérogative de puissance publique (application du droit de préemption, procédure d'expropriation ...).

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de la convention de mandat d'acquisitions foncières de Port Marianne au 31 décembre 2016, qui a été établi par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), mandataire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine à la date du 31 décembre 2016 ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions de la délibération

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CRAC

- Bilan prévisionnel

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
vendredi 3 novembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme et Aménagement  
durable**

**Présents :**

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Alex LARUE, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES.

**ZAC MALBOSC  
Concession d'aménagement Ville/SERM  
Compte rendu annuel à la collectivité  
Exercice 2016**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs desservis par la ligne de tramway n°1, le Conseil municipal a confié un mandat d'étude à la société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) par délibération du 2 juin 1998, concernant le secteur de Malbosc situé à l'ouest de la route de Grabels.

Par délibération du 26 février 1999, le Conseil municipal a lancé la zone d'aménagement concerté (ZAC) Malbosc. Cette opération, d'une superficie de 38 hectares, a pour principaux objectifs :

- de répondre aux besoins en logements dans le secteur nord-ouest de la ville. A ce titre, le programme de la ZAC de Malbosc prévoit environ 2100 logements répartis en différents types : collectifs, intermédiaires et de façon plus marginale, individuels ;

- de constituer un quartier équilibré et animé : outre les logements, ce quartier comprend des commerces, des activités et services, deux groupes scolaires. Il est desservi par une station de tramway, autour de laquelle est organisé un vaste espace public sur lequel a ouvert en 2009 la maison pour tous Rosa Parks;
- de poursuivre l'intégration du quartier Mosson à la ville : la ZAC de Malbosc est très bien reliée aux nombreux équipements publics du quartier Mosson (maisons pour tous Léo Lagrange et Georges Brassens, centre nautique, théâtre J.Vilar, médiathèque J.J.Rousseau, stade et piscine de la Mosson...). De plus, ce nouveau quartier s'ouvre sur le parc de Malbosc qui, à terme, couvrira 30 hectares et offrira de multiples activités de plein air ;
- de mettre en valeur un site exceptionnel : la proximité du parc public, du château d'Ô, des boisements de l'aqueduc Saint Clément ou des mas proches de la rue Henri Lagatu, la topographie remarquable offrant des vues panoramiques proches et lointaines, sont autant d'éléments mis en valeur dans l'aménagement du nouveau quartier.

Le plan de composition de ce nouveau quartier prévoit un pourcentage important d'espaces verts publics et privés (56% de la surface de l'opération), avec notamment une coulée verte au centre, permettant de relier le parc public de Malbosc à la place centrale s'ouvrant sur la station du tramway.

Par délibération du 30 septembre 1999, le Conseil municipal a approuvé le dossier de création de la ZAC de Malbosc et le traité de concession Ville-SERM concernant les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de l'opération.

Par délibération du 29 septembre 2000, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC de Malbosc valant déclaration d'utilité publique et notamment le programme des équipements publics à réaliser dans la zone, le plan d'aménagement de zone et les modalités prévisionnelles de financement de l'opération.

En application de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain, un avenant n°1 a été signé le 6 septembre 2001. Il avait pour objet de transformer le traité et le cahier des charges de convention en convention publique d'aménagement et de définir les modalités d'association de l'aménageur aux études d'évolution du plan local d'urbanisme.

Par délibération du 24 septembre 2002, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n° 2 à la convention publique d'aménagement qui intégrait une participation de la Ville au bilan de l'opération en vue de réaliser une part des ouvrages de rétention hydraulique nécessités par l'imperméabilisation des terrains du nouveau quartier.

Suite à la loi n°2005-809 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Par délibération du 25 juillet 2005, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n° 3 à la concession d'aménagement qui permettait d'ajuster la rémunération de la SERM, afin de tenir compte des évolutions des coûts du foncier.

La mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) étant supprimée de la concession Ville-SERM, le Conseil municipal a approuvé le 26 juillet 2007 l'avenant n°4 autorisant la SERM à confier cette mission à

un prestataire extérieur, après mise en concurrence et prolongeant la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2015.

Par ailleurs, le 4 février 2008, le Conseil municipal a approuvé la modification du programme des équipements publics, permettant d'intégrer la réalisation de trois nouveaux équipements : la Maison pour tous « Rosa Lee Parks », la crèche « La Petite Sirène » et le groupe scolaire modulaire provisoire « François Rabelais ».

Par délibération du 23 juillet 2012, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n°5 à la concession d'aménagement qui permettait d'inscrire une augmentation de la participation pour un montant de 180 000 € HT correspondant à des travaux de reprises complémentaires à réaliser sur les voiries et réseaux de la ZAC.

Par délibération du 5 novembre 2015, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n°6 pour proroger la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2017, afin de poursuivre la remise des ouvrages publics à la collectivité.

Par délibération du 20 octobre 2016, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n°7 pour proroger la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2019 et achever les dernières opérations en cours et procéder à la remise des ouvrages publics à la collectivité.

Le nouveau bureau de poste de Malbosc, situé place Pierre Waldeck Rousseau, est en service depuis le 4 avril 2016 et la place aménagée a été inaugurée en juin 2017. Le dernier programme de logements privés a été livré le long de la rue de Malbosc.

Le bilan qui est présenté s'établit à 54 253 000 € en dépenses et 54 253 000 € en recettes, dont 53 383 000 € réalisés en dépenses et 54 246 000 € réalisés en recettes au 31 décembre 2016.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité, de la zone d'aménagement concerté Malbosc qui a été établi au 31 décembre 2016 par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), concessionnaire de la Ville, joint à la présente délibération ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2016, joint à la présente délibération ;
- de prendre acte du document identifiant les acquisitions et cessions effectuées par la SERM entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2016, joint à la présente délibération ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions de la délibération

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Bilan prévisionnel
- CRAC
- Bilan cession

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du vendredi 3 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Urbanisme et Aménagement durable

#### Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Alex LARUE, Patricia MIRALLES.

## Zone d'Aménagement Concerté Nouveau Saint Roch Concession d'aménagement Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016) Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2016)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Lors du Conseil municipal du 4 février 2008, la Ville a adopté le principe de réalisation du futur quartier Nouveau Saint-Roch sous forme de zone d'aménagement concerté (ZAC) et a défini les objectifs d'aménagement de l'opération ainsi que les modalités relatives à la concertation du public.

Son périmètre, de plus de 15 ha, est délimité approximativement par le pont de Lattes au Nord, la rue Colin à l'Est, le boulevard Vieussens au Sud et l'avenue de Maurin à l'Ouest. Il comprend notamment les emprises libérées par la SNCF et RFF, aujourd'hui en friches ou sous-utilisées compte tenu de leur situation.

L'aménagement de ces terrains permettra la naissance d'un nouveau quartier constituant un atout pour le centre-ville, avec la construction d'environ 1300 à 1 500 logements, de commerces et de bureaux, s'articulant autour d'un parc d'environ 1,2 hectare, dénommé René Dumont.

Ce quartier est de plus extrêmement accessible en particulier par les transports collectifs : il comprend le projet d'extension et de modernisation de la gare Saint-Roch, livrée mi-octobre 2014 et les quatre lignes de tramways le desservent.

Le Conseil municipal du 24 juillet 2008 a approuvé, à la vue du bilan de la concertation alors réalisée, le dossier de création de la ZAC Nouveau Saint-Roch.

Par ailleurs et à l'issue d'une procédure de mise en concurrence pour la désignation d'un concessionnaire chargé de la réalisation des aménagements de la ZAC, conformément aux dispositions des articles L.300-4 et L.300-5 du code de l'urbanisme, le Conseil municipal a approuvé le 4 mai 2009 les termes d'une concession d'aménagement qui a dès lors été signée avec la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM).

Une nouvelle phase de concertation a ensuite été organisée durant l'élaboration du dossier de réalisation de la ZAC Nouveau Saint-Roch. Le Conseil municipal, par délibération du 26 juillet 2010, a établi le bilan définitif de la concertation et arrêté le dossier de réalisation. En conséquence, par délibération du 4 octobre 2010, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC ainsi que son programme des équipements publics.

Au printemps 2016, l'architecte lauréat du projet d'immeuble signal de l'ensemble immobilier plus vaste (lots 3 et 4) situé entre la rue du Grand Saint-Jean et la ligne 2 du tramway a été retenu et le projet présenté aux habitants. Les lots 3 et 4 ont depuis été affinés dans le cadre d'ateliers regroupant concepteurs, promoteurs, investisseur, aménageur et collectivité en vue d'un démarrage des chantiers en 2018.

La construction de commerces et d'une résidence étudiante (lot 12), à l'intersection du boulevard Vieussens et de l'avenue de Maurin vient d'être livrée à l'automne 2017.

La recette de cession correspondant au projet de complexe hôtelier (lot 1) dont les travaux ont débutés en 2017 a été perçue.

Début 2017, la voie principale d'accès au parking a été livrée afin d'en assurer un accès plus fluide et permettre la libération de l'emprise du parc, dont les travaux débutent à l'automne 2017.

Le bilan de la ZAC s'équilibre en recettes et dépenses à 63 375 000 €, montant inchangé par rapport au précédent CRAC.

Au 31 décembre 2016, les dépenses engagées par la ZAC s'élevaient à 39 947 000 € pour un montant total de recettes perçues de 33 289 000 €.

En application des dispositions de l'article L.1524-3 du code général des collectivités territoriales, la SERM a établi un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2016, qui est présenté en annexe de cette délibération, ainsi qu'un document identifiant les cessions effectuées par la SERM entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2016.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2016 de la zone d'aménagement concerté Nouveau Saint Roch, établi par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2016 ;

- de prendre acte des documents joints identifiant les acquisitions et cessions effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC Nouveau Saint Roch du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2016 ;
- de prendre acte du rapport spécial établi par la SERM sur l'exercice de ces prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2016, joint à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire

À l'issue d'un vote à main levée, le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions de la délibération

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CRAC
- Bilan prévisionnel
- Rapport spécial
- Bilan acquisitions
- Bilan cessions

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
vendredi 3 novembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme et Aménagement  
durable**

**Présents :**

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Alex LARUE, Patricia MIRALLES.

**PETIT BARD - Concession d'aménagement Ville/SERM  
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)**

**Avenant n°10 à la concession**

**Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance  
publique (année 2016)**

**Avenant n°7 à la convention d'avance de trésorerie**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Afin de poursuivre la restructuration des quartiers dits « sensibles » et dans le cadre du Programme National de Rénovation Urbaine lancé en 2004, la Ville de Montpellier a élaboré en partenariat avec l'Etat - ANRU, les Collectivités locales et la Caisse des dépôts et consignation, un projet de rénovation urbaine portant sur trois quartiers prioritaires au titre de la politique de la ville : la Mosson, le Centre et les Cévennes (Petit Bard - Pergola).

La Convention Territoriale de Rénovation Urbaine pour le quartier des Cévennes a été signée le 25 novembre 2005.



Il s'agit d'un ambitieux projet de rénovation urbaine du quartier des Cévennes (Petit Bard - Pergola), qui doit permettre :

- d'améliorer les conditions de vie des habitants,
- de réaliser une mixité résidentielle et fonctionnelle comme support de la mixité sociale,
- de restructurer le quartier (création de nouvelles voiries et de nouveaux équipements, réaménagement des voiries existantes, création d'une centralité commerciale, ...) et de l'ouvrir sur la ville,
- de rénover complètement l'habitat dans le secteur du Petit Bard (scission de l'ensemble privé dégradé du Petit Bard en plusieurs copropriétés pour en faciliter la gestion, réhabilitation de 390 logements privés répartis sur 8 copropriétés, démolition de 462 logements privés dégradés, reconstruction sur site de 247 logements sociaux et d'environ 250 logements privés)
- et d'offrir aux habitants du quartier un parcours résidentiel.

Par délibération en date du 25 juillet 2005, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé les termes d'une concession d'aménagement, notifiée le 8 septembre 2005, confiant au Groupement d'Intérêt Economique Sud Habitat (GIE) la réalisation du projet de rénovation urbaine quartier du Petit Bard – Pergola.

Par arrêté préfectoral n°2006-01-2633 du 5 octobre 2006 de Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, ont été ouvertes les enquêtes publiques conjointes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire dans le cadre de l'opération de rénovation urbaine des Cévennes (Petit Bard – Pergola) – 1<sup>o</sup> phase.

Les enquêtes publiques conjointes préalables à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) et parcellaire se sont tenues du 14 novembre 2006 au 14 décembre 2006.

Par délibération en date du 26 mars 2007, et faisant suite à la décision de l'assemblée générale du GIE Sud Habitat de dissoudre le groupement, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la résiliation amiable de la concession d'aménagement relative à la rénovation urbaine du Petit Bard – Quartier Cévennes, notifiée le 8 septembre 2005 au GIE.

Par délibération en date du 26 mars 2007, le Conseil municipal a confié une concession d'aménagement à la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), pour la réalisation d'une opération d'aménagement s'inscrivant dans le cadre du projet de rénovation urbaine pour le quartier Cévennes (Petit Bard - Pergola).

Par arrêté préfectoral n°2007-01-939 du 14 mai 2007, Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, a déclaré d'utilité publique la rénovation du quartier du Petit Bard – 1<sup>o</sup> phase, et cessibles en urgence les immeubles bâtis et non bâtis nécessaires à ladite opération au profit de la ville de Montpellier et de son concessionnaire, la SERM.

Par arrêté préfectoral n°2011-I-1538 du 11 juillet 2011, Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, a déclaré d'utilité publique le projet de rénovation urbaine du quartier Cévennes (Petit Bard - Pergola) – 2<sup>o</sup> phase. Par arrêté préfectoral n°2011-I-1988 du 13 septembre 2011, Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, a déclaré cessibles en urgence les biens et droits immobiliers bâtis ou non bâtis nécessaires à la réalisation de ce projet au profit de la ville de Montpellier ou de son concessionnaire, la SERM.

Par arrêté préfectoral n°2012-I-524 du 5 mars 2012, Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, a prorogé pour une durée de cinq ans, soit jusqu'au 12 mai 2017, la déclaration d'utilité publique du projet de rénovation urbaine du quartier Cévennes (Petit Bard - Pergola) – 1° phase du 14 mai 2007.

En 2008, l'avenant n°1 à la concession d'aménagement entre la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) et la ville de Montpellier a acté d'une réfaction de la participation de la Ville de Montpellier de 872 775 € au bilan de l'opération.

En 2009, l'avenant n°2 prévoyait une prorogation de deux ans de la durée de la concession jusqu'au 31 mai 2014 et par conséquent une augmentation de la participation d'équilibre de la Ville de Montpellier de 2 376 000 €.

En 2010, l'avenant n°3 intégrait une participation complémentaire de la Ville de 273 000 € pour compenser le déficit de gestion locative.

En 2011, l'avenant n°4 intégrait l'évaluation objective du coût des travaux d'aménagement des espaces publics et la réalisation d'un dispositif de rétention des eaux pluviales dimensionné en fonction de débordements constatés plus en aval dans le bassin versant, conduisant à une participation supplémentaire de la Ville de 5,498 millions d'euros TTC.

En 2012, l'avenant n°5 intégrait l'acquisition de commerces en pied d'immeubles (résidence Guillaume Apollinaire et îlot M) en vue de la restructuration et de la revalorisation du tissu commercial de proximité et leur revente en fin d'opération. Il prévoyait par ailleurs un allongement de deux ans de la durée de la concession jusqu'au 31 mai 2016.

En 2013, l'avenant n°6 intégrait des ajustements des prix d'acquisition et des prix de cession des commerces et des logements réhabilités, ainsi que l'évolution des contreparties cédées à la Foncière Logement.

En 2014, l'avenant n°7 intégrait une réévaluation du coût des démolitions liée à l'évolution de la réglementation en vigueur, un ajustement du programme des espaces publics, des travaux complémentaires liés à la complexité d'une intervention en site habité, ainsi qu'un allongement de la durée de portage. Il prévoyait également une prorogation de la concession de deux ans et demi jusqu'au 31 décembre 2018.

En 2015, l'avenant n°8 intégrait une augmentation des dépenses due à l'allongement de la durée de portage des logements restant à démolir et une prorogation de la concession de six mois jusqu'au 30 juin 2019 en cohérence avec l'avenant n°10 de clôture de la Convention Territoriale de Rénovation Urbaine du quartier des Cévennes.

En 2016, l'avenant n°9 à la concession d'aménagement intégrait un ajustement des coûts et recettes liés aux contraintes opérationnelles.

Le bilan qui est présenté ici intègre en particulier la prolongation de la durée de la concession d'aménagement de 2,5 ans jusqu'au 31 décembre 2021, l'augmentation des coûts de travaux et honoraires, l'allongement de la durée du portage des logements restant à démolir, ainsi qu'une baisse des recettes de cessions.

Ainsi, le bilan est augmenté en dépenses et recettes de 1 850 000 € : il s'établit, au 31 décembre 2016, à 70 982 000 € en dépenses et 70 982 000 € en recettes, dont 59 087 000 € réalisés en dépenses et 46 299 000 € réalisés en recettes. Pour combler le déficit d'opération, la participation de la ville est augmentée de 3 095 166 € pour s'établir à 27 019 925 €.

Il est proposé un avenant n°10 à la concession d'aménagement pour acter cette augmentation.

Par délibération en date du 26 juillet 2007, le Conseil municipal a approuvé la convention d'avance de trésorerie prévue à l'article 16.5 du traité de concession d'aménagement. Dans ce cadre, la ville verse une avance de trésorerie destinée à couvrir les besoins de l'opération, conformément aux dispositions de l'article L.1523-2,4° du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par délibération en date du 27 juillet 2009, un avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie avait permis d'ajuster le montant et les modalités de versement des avances financières jusqu'au 31 décembre 2012.

Par délibération en date du 25 juillet 2011, l'avenant n°2 à la convention d'avance de trésorerie avait permis d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 31 décembre 2013.

Par délibération en date du 25 novembre 2013, l'avenant n°3 à la convention d'avance de trésorerie avait permis d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 31 mai 2016.

Par délibération en date du 6 novembre 2014, l'avenant n°4 à la convention d'avance de trésorerie avait permis d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 31 décembre 2018.

Par délibération en date du 5 novembre 2015, l'avenant n°5 à la convention d'avance de trésorerie a permis d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 30 juin 2019.

Par délibération en date du 20 octobre 2016, l'avenant n°6 à la convention d'avance de trésorerie a permis d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 30 juin 2019.

Afin de répondre au nouveau plan de trésorerie, l'avenant n°7 permet d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances, qui sont prolongées jusqu'au 31 décembre 2021 et augmentées de 14 millions d'euros pour être portées à un total de 47 millions d'euros.

En application des dispositions de l'article L.1524-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, la SERM a établi un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2016 qui est présenté en annexe de cette délibération, ainsi qu'un document identifiant les acquisitions et cessions effectuées par la SERM entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2016.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- de prendre acte du compte-rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2016 établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), concessionnaire de la Ville, joint à la présente délibération ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2016, joint à la présente délibération ;
- de prendre acte du rapport spécial établi par la SERM sur l'exercice des prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2016, joint à la présente délibération ;
- de prendre acte des documents identifiant les acquisitions et cessions effectuées par la SERM entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2016, joints à la présente délibération ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°10 à la concession d'aménagement, joint à la présente délibération ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°7 à la convention d'avance de trésorerie, joint à la présente délibération ;

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions de la délibération

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant n°7
- Bilan prévisionnel
- Rapport spécial
- Avenant n°10
- CRAC
- Bilan acquisitions/cessions

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
vendredi 3 novembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme et Aménagement  
durable**

**Présents :**

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Alex LARUE, Patricia MIRALLES.

**Zone d'Aménagement Concerté des Grisettes  
Concession d'aménagement Ville/SERM  
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du 25 juillet 2003, le Conseil municipal a lancé la procédure de la zone d'aménagement concerté (ZAC) des Grisettes, située au sud-ouest de Montpellier, entre l'avenue du Colonel Pavelet et le futur parc public du Mas Nouguier.

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a approuvé la création de la ZAC des Grisettes par délibération du 20 décembre 2005.

D'une superficie de 20 ha environ, cette opération prévoit, dans un objectif de mixité urbaine, la construction d'environ 1 900 logements sous forme d'immeubles d'habitat collectif diversifiés, accompagnés de commerces et de bureaux. Cette opération contribue également au développement des équipements dans le quartier, avec la reconstruction en septembre 2013 d'un groupe scolaire, à proximité et la création d'un parc

public, l'agriparc du Mas Nouguier. Le programme global des constructions est de 140 000 m<sup>2</sup> de SDP dont 15 000 m<sup>2</sup> de bureaux et de commerces. Le quartier s'organise autour de deux axes structurants : la grande Rambla et la petite Rambla, espaces publics majeurs du quartier.

Par délibération du 6 novembre 2006, le Conseil municipal a, par ailleurs, approuvé le contrat de concession d'aménagement confiant à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) la réalisation de la ZAC des Grisettes.

Par délibération du 24 avril 2008, le Conseil Municipal a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC, et le programme des équipements publics de la ZAC a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 4 juin 2008.

Par la suite, le Conseil municipal a prononcé l'intérêt général de cette opération et a adopté la déclaration de projet relative à cette ZAC par délibération du 9 février 2009. Le projet a fait l'objet d'une autorisation au titre de la loi sur l'eau par arrêté préfectoral du 10 Septembre 2009.

Le foncier de la ZAC est totalement maîtrisé depuis 2013.

Les 5 premières tranches de la ZAC, ainsi que la clinique Saint Roch sont aujourd'hui livrées. L'année 2016 a été marquée par les travaux VRD et les travaux d'aménagement de la tranche 4, 5, 6 et 7. 2016 a vu également l'avancement de 3 actions innovantes dans le secteur des Grisettes : la livraison du projet d'habitat participatif porté par le groupe d'habitants Mascobado, la mise au point du projet de 40 « logements abordables » sur le lot 5D et le tout début des travaux du lot 1A1 qui regroupe 100 logements et un rez de chaussée commercial accueillant en 2017 une halle « gourmande » privée et une brasserie. La réflexion sur un pôle de bureaux et la construction d'un parking silo en lieu et place du parking relais sont en cours d'étude avec Montpellier Méditerranée Métropole.

Au 31 décembre 2016, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 40 602 000 € et les recettes perçues à 43 676 000 €. A la même date, le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à 46 369 000 €.

La hausse des dépenses est de 83 000 € due à une augmentation des provisions pour les impôts fonciers et une révision des prix des travaux notamment pour les frais spécifiques des concessionnaires de réseaux. Le montant du fonds de concours de 7 048 000 € reste inchangé.

Le montant des recettes est en hausse grâce à la bonne commercialisation des droits à bâtir.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de la ZAC des Grisettes, qui a été établi au 31 décembre 2016 par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), concessionnaire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2016 ;

- de prendre acte des documents identifiant les cessions foncières effectuées par la SERM entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2016 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions de la délibération

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CRAC
- Bilan prévisionnel
- Bilan cessions

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du vendredi 3 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Urbanisme et Aménagement durable

#### Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Alex LARUE, Patricia MIRALLES.

## Zone d'aménagement concerté Blaise Pascal Concession d'aménagement Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Blaise Pascal est bordée par la rue de la Vieille Poste au nord, par l'avenue Pierre Mendès France au sud, par la rue Henri Becquerel à l'est et par les premières maisons du quartier de la Pompignane à l'ouest.

Il s'agit d'une opération publique d'initiative communale, concédée à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) par convention en date du 27 mars 1988 approuvée par délibération du Conseil municipal le 29 février 1988.

Le quartier a été conçu par l'architecte Claude VASCONI. La ZAC s'étend sur environ 31 ha et a permis la réalisation d'environ 1 400 logements, dont plusieurs ensembles de logements sociaux, de bureaux, de commerces ainsi que d'un important programme d'équipements publics, comprenant notamment le gymnase Mireille Bessière et le groupe scolaire Blaise Pascal/Sarah Bernhardt.



La ZAC a été créée par délibération du Conseil municipal du 26 juin 1987 et son dossier de réalisation a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 29 février 1988. Une procédure d'extension-modification de cette ZAC a fait suite à cette décision, initiée par délibération du Conseil municipal en date du 30 janvier 1990.

Cette délibération approuvait en outre les termes de l'avenant n°1 au traité de concession Ville-SERM permettant de renforcer le potentiel constructible de la ZAC et de mieux prendre en compte l'aménagement de ses abords, notamment le long de l'avenue Pierre Mendès France. Par délibération du 23 novembre 1990, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation de cette extension-modification.

Un avenant n°2 au traité de concession a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 28 juillet 1992 supprimant, notamment, en cohérence avec les résultats d'une étude prospective sur l'immobilier d'entreprise, une partie des recettes de cession et des dépenses d'aménagement correspondantes.

Par ailleurs, un avenant n°3 visant notamment à proroger la durée du traité de concession a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 24 juillet 1995.

Un avenant n°4 a été ensuite approuvé par délibération du Conseil municipal du 31 juillet 1998 prenant notamment en compte les dispositions de la loi n° 95-127 du 8 février 1995 précisant les modalités de contrôle des sociétés d'économie mixte par les collectivités dans la cadre des marchés publics et des délégations de service public.

En application de la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains (SRU), le Conseil municipal a approuvé par délibération du 25 juillet 2001 un avenant n°5 visant à transformer le traité et le cahier des charges de concession en convention publique d'aménagement.

Par délibération du 25 juillet 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°6 à la convention publique d'aménagement prorogeant ladite convention jusqu'au 31 décembre 2006 afin de permettre à la SERM d'achever sa mission.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

L'achèvement de la ZAC nécessitant encore la réalisation de travaux d'aménagement sur la rue Hippolyte Fizeau et sur l'avenue Albert Einstein, un avenant n°7 à la concession d'aménagement prorogeant la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2009 a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 25 juillet 2006.

La mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) étant retirée de la concession d'aménagement, un avenant n°8 a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2007 en vue d'autoriser la SERM à confier cette mission à un prestataire extérieur, après mise en concurrence.

Par délibération du 27 juillet 2009, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°9 à la concession d'aménagement visant à proroger la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2011 pour permettre l'achèvement des derniers aménagements de voirie et de réseaux aux abords de l'avenue Albert Einstein et de la rue Robert Baden-Powell.

Par délibération du 26 juillet 2010, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°10 à la concession prorogeant la mission de la SERM jusqu'en 2015 pour permettre l'aménagement du dernier lot de la ZAC, en bordure de la place Tycho Brahé. Les acquisitions foncières liées à la réalisation de ce lot n'ayant toutefois pu se concrétiser que tardivement, une nouvelle prorogation de la mission de la SERM a dû être actée jusqu'en 2017 par un avenant n°11, approuvé par délibération du Conseil municipal le 23 juillet 2012.

Par délibération du 20 octobre 2016, le conseil municipal a approuvé un nouvel avenant (n°12) à la concession pour proroger les missions de la SERM jusqu'au 31 décembre 2018 et permettre de lisser dans le temps la rémunération des opérations de liquidation de la SERM pour les adapter au travail réellement effectué par la société.

Au 31 décembre 2016, le bilan de l'opération s'établit à 19 341 000 € en dépenses et à 20 096 000 € en recettes. Le bilan prévisionnel de l'opération présente un montant de 19 640 000 € de dépenses et de 20 141 000 € en recettes, ce qui génère un résultat d'exploitation positif de 501 000 € qu'il est proposé de reverser à la Ville lors de la clôture de l'opération en 2018 dans le cadre d'un boni d'opération.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2016 de la zone d'aménagement concerté Blaise Pascal, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement,
- d'approuver le bilan prévisionnel tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2016,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions de la délibération

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Bilan prévisionnel au 31 12 2016

- CRAC

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du vendredi 3 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Urbanisme et Aménagement durable

#### Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Alex LARUE, Patricia MIRALLES.

## ZAC OVALIE

### Concession d'aménagement Ville/SERM

### Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003 de lancer la procédure de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Ovalie.

Par délibération du 3 juin 2004, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Par délibération du 28 février 2005, le Conseil municipal a approuvé, d'une part, le dossier de réalisation de la ZAC, d'autre part, le programme des équipements publics.

Par arrêté préfectoral en date du 13 avril 2005, les travaux et acquisitions foncières nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie ont été déclarés d'utilité publique.

Suite à la loi n°2005-809 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Cette opération, d'une superficie de 32 hectares, est bordée par l'avenue de Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le ruisseau du Rieucoulon à l'ouest. Elle a pour objectif d'offrir une offre de logements diversifiée, dans un cadre paysagé de qualité. Doté de commerces et services de proximité, et de nombreux équipements publics (crèche, groupe scolaire, EHPAD, parcs), ce nouveau quartier de 3300 logements à terme marquera l'entrée sud-ouest de la ville et la transition entre les espaces naturels et agricoles de la vallée du Rieucoulon et les tissus urbains constitués de Montpellier.

La proximité du complexe de rugby « Yves du Manoir », équipement métropolitain, participe de la valorisation de ce secteur de la ville. Le prolongement de la rue de Bugarel jusqu'à la rue du Pas du Loup permet quant à lui d'assurer une liaison forte avec le quartier de Bagatelle.

Par délibérations du 29 septembre 2005 et du 26 juillet 2007, le Conseil municipal a respectivement approuvé un avenant n°1 à la concession d'aménagement fixant les conditions économiques et administratives propres aux acquisitions foncières et conduisant à adapter les rémunérations de la SERM, et un avenant n° 2 autorisant la SERM à confier la mission "Sécurité et Protection de la Santé" à un prestataire extérieur après mise en concurrence.

Par délibération en date du 20 octobre 2016, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°3 à la concession d'aménagement prolongeant sa durée de 3 ans jusqu'au 31 décembre 2024, sans participation supplémentaire du concédant et sans modification de la Convention d'avance de trésorerie (avances infra-annuelles consenties par la ville conformément à l'article L.1523-2, 4° du Code Général des Collectivités Territoriales).

Le bilan qui est présenté s'établit, au 31 décembre 2016, à 83 882 000 € en dépenses et 83 882 000 € en recettes, dont 69 467 000 € réalisés en dépenses et 62 261 000 € réalisés en recettes.

Le bilan est augmenté de 692 000 € en dépenses en raison notamment de travaux supplémentaires pour l'aménagement des abords du secteur Carrefour/Providence. Cette hausse des dépenses est compensée par une augmentation des recettes de convention de participation et une baisse du montant des acquisitions.

La participation d'équilibre de la Ville reste inchangée : elle s'établit toujours à 3,6 millions d'euros. Elle est soldée depuis 2013.

La Convention d'avance de trésorerie, qui court jusqu'au 31 décembre 2019, reste inchangée.

Un document identifiant les cessions effectuées par la SERM entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2016 est présenté en annexe de cette délibération.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- de prendre acte du compte-rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2016 établi par la SERM, titulaire de la concession d'aménagement, joint à la présente délibération ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2016, joint à la présente délibération ;
- de prendre acte du document identifiant les cessions effectuées par la SERM entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2016, joint à la présente délibération ;

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions de la délibération

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Bilan prévisionnel
- Tableau cessions
- CRAC

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
vendredi 3 novembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme et Aménagement  
durable**

**Présents :**

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÉCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASILVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Alex LARUE, Patricia MIRALLES.

**Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque  
Concession d'aménagement Ville/SA3M  
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)**

Monsieur Max LEVITA rapporte :

La Ville de Montpellier a décidé d'engager la transformation de la zone industrielle des Prés d'Arènes, par une opération de renouvellement urbain de grande envergure, pour créer le quartier de la Restanque, contigu aux quartiers existants de Saint Martin, et de Tournezy.

En effet compte tenu de sa position stratégique à proximité du centre-ville, proche de la 2<sup>ème</sup> et desservi par la 4<sup>ème</sup> ligne de tramways, la Ville vise sur ce site la réalisation d'un quartier de 125 ha regroupant de l'habitat diversifié (collectifs, maisons de ville ...), des bureaux, des commerces, des activités, et des équipements publics. Ce programme nécessite un ensemble de travaux de réseaux, de voiries, d'espaces libres et d'installations diverses à réaliser, pour répondre aux besoins des habitants ou usagers des constructions existantes ou à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération.

Par délibération du conseil municipal du 24 avril 2008, la Ville a adopté le principe de réalisation de ce nouveau quartier sous forme de zone d'aménagement concerté (ZAC) et a défini les objectifs d'aménagement de l'opération, ainsi que les modalités relatives à la concertation du public. Le bilan de la concertation et la création de la ZAC ont été approuvés par délibération du conseil municipal en date du 30 mars 2009.

Les particularités de cette opération, notamment sa durée de 30 ans et une économie de projet fortement impactée du fait de l'occupation du site par des sociétés en activité, ont conduit la Collectivité à désigner la SPLA SAAM en qualité de concessionnaire d'aménagement, en application des dispositions des articles L.300-4 et L.300-5-2 du code de l'urbanisme.

Le 24 mai 2016, l'Assemblée générale extraordinaire de la SAAM a adopté une modification des statuts de la société, portant sur la forme de la société, son objet social ainsi que sa dénomination sociale. La SPLA SAAM est donc devenue une Société Publique Locale (SPL) dénommée Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M).

Par délibération du Conseil Municipal en date du 25 juin 2012, la Ville de Montpellier a approuvé les termes du traité de concession d'aménagement de la ZAC de la Restanque et a désigné la SAAM comme titulaire de cette concession.

Courant 2013, la décision a été prise de temporiser le démarrage opérationnel de la ZAC de la Restanque. En effet, les enjeux et la complexité de l'opération qui a débuté dans un contexte économique tendu nécessite un suivi particulier en termes de gestion et d'équilibre financier. Dans ce contexte, la Ville a adopté par délibération du 17 février 2014 l'avenant n°1 à la concession d'aménagement, actant la nouvelle répartition de l'échéancier forfaitaire de la SAAM (devenue depuis SA3M) et une modification du phasage des participations financières de la Ville à cette opération.

En effet, pour commencer, la Ville a souhaité répondre prioritairement aux deux objectifs suivants pour la période 2014-2016 :

- mettre en place une méthode et une stratégie qui permettront, sur la base d'un îlot test opérationnel d'accompagner les mutations et de réaliser le programme de constructions en veillant au respect des équilibres financiers et des activités présentes sur le site;
- réaliser les études nécessaires à l'obtention des autorisations administratives, et notamment du dossier de réalisation de ZAC comprenant le programme des équipements publics ;
- et, en 2016, de saisir les opportunités d'achat de fonciers stratégiques et permettre la réalisation d'équipements publics tels qu'une école.

A ce titre, le bilan de l'année 2016 fait apparaître une dépense de 6 220 000 € HT correspondant, à hauteur de 5 849 000 € aux acquisitions foncières, le reste concernant principalement la rémunération de la SA3M et des études d'urbanisme. Depuis le début de l'opération, les dépenses de la concession s'élèvent à 6 742 000 € HT.

Les études menées ces dernières années et le travail engagé avec les acteurs de terrain (propriétaires, promoteurs, ...) permettent d'envisager la réalisation des premières opérations de construction sur 2017-2018 (premiers permis de construire d'ores et déjà accordés), avec des programmes mixtes contenant logements et une part significative d'activités sur l'îlot test, à l'angle de la rue de l'industrie et de la rue du Lantissargues.

En outre, au 31 décembre 2016, le bilan financier prévisionnel global de l'opération, défini sur la base des études préalables, s'établit à 266 200 000 € H.T. en dépenses et recettes, montant inchangé par rapport au CRAC de l'année précédente.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de la ZAC de la Restanque, qui a été établi au 31 décembre 2016 par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), concessionnaire de la Ville,
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2016 ;
- de prendre acte du document identifiant les acquisitions foncières effectuées par la SA3M en 2016 ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions de la délibération

Pour : 60 voix

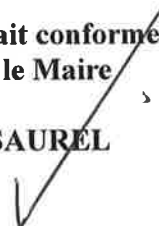
Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CRAC
- Bilan prévisionnel
- Bilan acquisitions

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
vendredi 3 novembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme et Aménagement  
durable**

**Présents :**

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÉCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASILVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Alex LARUE, Patricia MIRALLES.

**Quartier Croix d'Argent  
Secteur des Hauts de la Croix d'Argent  
Mandat Ville/SA3M  
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)  
Avenant n°1**

Monsieur Max LEVITA rapporte :

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, la Ville de Montpellier a décidé de lancer le réaménagement d'un périmètre situé dans le quartier Croix d'Argent, principalement entre la route de Toulouse, l'avenue Villeneuve d'Angoulême, la rue Jacques Bounin et la rue François Mireur-boulevard Pedro de Luna.

Ce secteur présente une forme urbaine héritée des années 60-70 qui se caractérise par une urbanisation résidentielle, sous forme d'immeubles collectifs notamment sociaux, accompagnés de lotissements développés au coup par coup. On note la présence d'équipements publics de quartier (groupes scolaires, médiathèque ...) et le passage de la 2ème ligne du tramway le long de l'avenue Villeneuve d'Angoulême. Dans ce secteur de la ville, des projets d'envergure comme par exemple l'opération d'aménagement de l'EAI (logements, activités et commerces, grand parc public Montcalm de 20 ha) vont créer un contexte favorable à l'amélioration du cadre de vie et à la réhabilitation de certains immeubles collectifs dont les normes de confort sont aujourd'hui en dessous des exigences sociétales.

Dans ce contexte, la Ville a souhaité saisir l'opportunité de repenser l'organisation du secteur en termes de perméabilités, de liaisons avec les équipements publics, des possibilités de requalification d'espaces publics, tout en encadrant la forme et la mixité urbaines. Ce secteur présente donc aujourd'hui les signes tangibles d'une mutation urbaine qu'il est nécessaire d'encadrer pour préserver l'équilibre d'un quartier existant.

L'objectif recherché par la Ville de Montpellier vise à :

- renouveler le quartier sur un principe de mixités fonctionnelle et sociale,
- garantir une meilleure ouverture urbaine sur les quartiers alentours,
- conférer au quartier une image plus urbaine, en rapport avec sa proximité du centre-ville,
- assurer le renouvellement et le maintien de l'offre de services de proximité,
- redéfinir le rapport entre les espaces affectés à l'automobile et aux modes doux,
- analyser les usages et développer des espaces publics de qualité supports d'animations,
- valoriser la qualité paysagère du site.

Devant le constat d'une complexité de projet et afin d'affiner les conditions de réalisation de cette opération, la ville a décidé d'engager un programme d'études et d'expertises techniques complémentaires, en vue de désigner un architecte urbaniste en chef, accompagné d'un bureau d'études techniques pour réaliser une étude urbaine (plan de référence, phasage opérationnel ...).

Aussi, par décision du Maire du 19 novembre 2015, la Ville de Montpellier a souhaité confier à la SAAM un mandat d'études signé le 30 novembre 2015 et entré en vigueur le 4 décembre 2017, pour la réalisation des dites études pour une durée de 24 mois. Il faut noter que le 24 mai 2016, l'assemblée générale extraordinaire de la SAAM a adopté une modification des statuts de la société, son objet social ainsi que sa dénomination sociale. La SPLA SAAM est donc devenue une Société Publique Locale (SPL) dénommée Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M).

Au cours de l'année 2016, SA3M a consolidé les éléments techniques du secteur que la Ville et ses partenaires avaient produit préalablement au mandat d'études, une étude phytosanitaire est venue compléter les études techniques. L'année 2016 a vu également le lancement de la consultation pour désigner l'architecte urbaniste en chef chargés d'élaborer le plan de référence du projet de renouvellement urbain du quartier. L'équipe lauréate devrait être désignée fin de l'année 2017.

Le bilan de l'année 2016 fait apparaître une dépense de 43 000€ correspondant à la réalisation d'études techniques dont l'étude phytosanitaire et à la rémunération de la SA3M.

Au 31 décembre 2016, le nouveau bilan financier prévisionnel global du mandat d'études s'établit à 203 000 € TTC en dépenses et en recettes avec une légère augmentation (+ 1000€) correspondant à l'actualisation financière du mandat.

Afin d'assurer le suivi des études confiées à l'équipe lauréate, et de poursuivre le travail de coordination entre les partenaires de l'opération, il est proposé de prolonger la durée du mandat d'études de 2 ans dans le cadre de l'avenant n°1 soit jusqu'au 4 décembre 2019.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2016 de l'opération de mandat d'études du secteur des Hauts de la Croix d'Argent, qui a été établi par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), mandataire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2016 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°1 qui prolonge la durée du mandat de 2 ans ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions de la délibération

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Bilan prévisionnel
- CRAC
- Avenant n°1

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
vendredi 3 novembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme et Aménagement  
durable**

**Présents :**

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Alex LARUE, Patricia MIRALLES.

**Ecole d'Application de l'Infanterie  
Concession d'aménagement Ville/SA3M  
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)  
Approbation de l'avenant n°6**

Monsieur Max LEVITA rapporte :

Dans le cadre de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) et de la réforme de la carte militaire, l'Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI) a fermé ses portes à l'été 2010.

La Ville a décidé de répondre immédiatement en engageant de façon volontariste la transformation de ce site désaffecté pour le remobiliser au service de son développement, de son rayonnement et de la création d'emploi.

Il s'agit là d'une opportunité exceptionnelle de réaménager un site stratégique de 35 hectares au potentiel remarquable situé à proximité du centre-historique, doté d'un important patrimoine militaire et d'un vaste parc, auquel les montpelliérains témoignent un fort attachement. Par sa situation et son échelle, ce site est plus que tout autre, susceptible de devenir un "démonstrateur" de l'urbanisme du 21<sup>ème</sup> siècle en étant aux années 2010 ce qu'Antigone a été aux années 1980, le signal d'un nouvel élan.

En date du 6 avril 2012, la Ville de Montpellier a acquis auprès de l'Etat le foncier de l'ancienne EAI d'une superficie de 356.019 m².

Soucieuse de maîtriser le développement de ce territoire et eu égard à la complexité du projet, la Ville, par délibération en date du 25 juin 2012, a confié à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), l'opération de reconversion de l'E.A.I. sous la forme d'une concession d'aménagement.

Pour une bonne articulation du projet avec son environnement urbain, cette concession d'aménagement porte sur un périmètre opérationnel élargi. Elle prévoit, sur les terrains de l'ancienne EAI, la réalisation de 214.000 m² de surface de plancher dont 35 000 m² d'activités et de commerces, d'un programme d'équipements publics intégrant la réalisation d'un groupe scolaire et d'une crèche ainsi que la création d'un parc d'au moins 20 hectares, des voies nouvelles et de tous les réseaux nécessaires à l'aménagement de la zone. La SA3M acquerra auprès de la Ville une partie de l'ensemble immobilier acquis par celle-ci auprès de l'Etat en reprenant à son compte tous les engagements pris par la Ville suite aux accords passés avec l'Etat.

Par délibération du 25 novembre 2013, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°1 reventilant le montant annuel des versements de la participation de la Ville et intégrant une mission de gestion immobilière.

Par délibération du 11 décembre 2014, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°2 ajustant le programme de l'opération aux objectifs politiques de la nouvelle municipalité (agrandissement du parc de 15 à 20 ha, réduction de l'emprise constructible).

Par délibération du 5 novembre 2015, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°3 pour acter l'évolution de l'échéancier de versement de la participation du concédant, sans évolution du montant global.

Par délibération du 31 mars 2016, le conseil municipal a approuvé un avenant n°4 pour intégrer la réalisation d'un groupe scolaire dans l'opération.

Par délibération du 20 octobre 2016, le conseil municipal a approuvé un avenant n°5 pour intégrer les missions de suivi par l'aménageur des demandes d'implantation commerciales dans les immeubles existants.

L'année 2016 a permis de finaliser les études pré-opérationnelles (schéma de secteur, schéma hydraulique, étude de faisabilité relatif aux équipements publics, définition des surfaces cessibles ...) et les études d'avant-projet. L'aboutissement de ces études permet de préciser les hypothèses de recettes et de dépenses du bilan prévisionnel d'aménagement avec la prise en compte d'une baisse des recettes liées à une diminution de la surface de plancher cessible et à l'augmentation de la part de logement social (de 25 à 30%). Cette baisse des recettes n'a que partiellement été compensée par une diminution des dépenses d'acquisition. Aussi, le bilan présenté intègre une augmentation de la participation de la ville de 2 000 000€ pour s'établir à 38 900 000€ HT et nécessite l'approbation d'un avenant n°6.

Le bilan qui est donc présenté s'établit à 104 030 000€ HT en dépenses et en recettes dont 20 468 000€ HT réalisés en dépenses et 3 025 000€ HT réalisés en recettes au 31 décembre 2016.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2016 établi par la Société d'aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SA3M), concessionnaire de la Ville, joint à la présente délibération ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'établi par la SA3M au 31 décembre 2014, joint à la présente délibération ;

- d'approuver l'avenant n°6 à la concession d'aménagement, joint à la présente délibération ;
- de prendre acte des documents identifiant les acquisitions et cessions effectuées par la SA3M entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2016, joints à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions de la délibération

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 2 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Bilan prévisionnel
- CRAC
- Bilan acquisitions
- Avenant n°6

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du vendredi 3 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Hors Délégation

#### Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Alex LARUE.

## Adoption du procès-verbal du Conseil municipal du 28 septembre 2017

Voir procès-verbal du Conseil municipal du 28 septembre 2017 en pièce annexe.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le :**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- PV du 28 09 2017

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



# Recueil des Actes Administratifs

## Délibérations

**Adoptées en séance du Conseil municipal  
Du 23 novembre 2017**



## Séance ordinaire du jeudi 23 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Hors Délégation

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Clare HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

#### Absents :

Patrick VIGNAL.

## Vœu pour la Catalogne -

### Déposé par le groupe Les Républicains- Centre – Société civile

Monsieur Christian DUMONT rapporte :

« Nous aimerions exprimer notre soutien aux Espagnols et en particulier à la population catalane dont les dirigeants ont tant fait parler d'elle ces dernières semaines.

Ce qui s'est passé le 1<sup>er</sup> octobre 2017 et la situation qui s'en est suivie prouvent que la pression des nationalistes et des indépendantistes est de plus en plus forte en Europe.

Le référendum d'indépendance de la Catalogne est assimilable à un coup d'Etat. Un coup d'Etat car l'initiative de cette consultation populaire en vue d'une déclaration d'indépendance est contraire à la Constitution, garante des institutions espagnoles. Un coup d'Etat car les modalités d'organisation du référendum sont entachées d'irrégularités avec un décompte des voix effectué par les indépendantistes eux-mêmes et des dizaines de villes où le nombre de « oui » est supérieur au nombre d'inscrits sur les listes électorales. Enfin, un coup d'Etat car une minorité d'inscrits s'est déplacée et que ce n'est pas au plus bruyant d'imposer sa loi.

Nous regrettons aussi que certains en France et en Belgique aient pu apporter des moyens matériels et financiers pour mettre en place cette sédition à l'heure où l'union de l'Europe est indispensable pour surmonter les crises financières, sociales et politiques auxquelles le monde fait face par leur obstination, les indépendantistes catalans menacent l'unité espagnole et par voie de fait l'unité de l'Europe.

Aujourd'hui, nous exprimons notre soutien au peuple espagnol et à ses dirigeants, dont font partie les Catalans qui risquent d'être les premiers touchés par les décisions absurdes et dangereuses d'une minorité. Mais nous envoyons également un message d'alerte aux dirigeants européens, pour qu'ils soient les premiers défenseurs d'un projet commun et fédérateur. »

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De se prononcer sur le présent vœu de soutien à l'unité espagnole, déposé par le groupe Les Républicains- Centre- Société civile.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est rejetée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 4 voix

Contre : 50 voix

Abstentions : 4 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 24 novembre 2017**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 23 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Hors Délégation

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sabira BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Clare HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

#### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Patrick VIGNAL.

## Détermination du nombre d'Adjoints au Maire de la Ville de Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

En application des dispositions de l'article L 2122-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, « *le Conseil municipal détermine le nombre des Adjoints au Maire sans que ce nombre puisse excéder 30 % de l'effectif légal du Conseil municipal* ».

Compte tenu de la strate démographique dans laquelle se situe la Ville de Montpellier, cette disposition permet au Conseil municipal de créer au maximum à ce titre 19 postes d'Adjoints au Maire.

Par ailleurs, l'article L 2122-2-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit la possibilité, dans les communes de 80 000 habitants et plus, de créer des postes d'Adjoints au Maire principalement chargés d'un ou plusieurs quartiers, « *sans toutefois que le nombre de ceux-ci puisse excéder 10 % de l'effectif légal du Conseil municipal* ».

Cette disposition permet donc de créer au maximum 6 postes d'Adjoints au Maire supplémentaires, portant le nombre maximal total à 25 Adjoints.

Actuellement, le nombre d'Adjoints au Maire de la Ville de Montpellier est fixé à 22 ; il est proposé de modifier ce nombre en le fixant à 25 Adjoints au Maire, comme le permettent les dispositions législatives précitées.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De fixer à 25 le nombre d'Adjoints au Maire de la Ville de Montpellier, et donc de déclarer vacants trois postes d'Adjoints.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 59 voix

Contre : 3 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 24 novembre 2017**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 23 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Hors Délégation

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Clare HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

#### Absents :

Patrick VIGNAL.

## Election de trois Adjoints au Maire

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Sous réserve de l'approbation de la délibération précédente fixant à 25 le nombre d'Adjoints au Maire de la Ville de Montpellier, trois postes d'Adjoints au Maire sont déclarés vacants.

Conformément aux dispositions de l'article L 2122-10 du Code général des collectivités territoriales, les Adjoints au Maire sont élus au scrutin de liste, en respectant un écart maximal de 1 entre hommes et femmes sur les listes proposées.

Il est donc proposé au Conseil municipal de procéder à l'élection d'une liste de trois Adjoints pour pourvoir les postes de 23<sup>ème</sup>, 24<sup>ème</sup> et 25<sup>ème</sup> Adjoints au Maire de Montpellier

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De procéder à cette élection.

Monsieur le Maire propose la liste suivante : Patrick RIVAS, Sophia AYACHE et Thibault RASSAT (liste 1).

Aucune autre liste n'est proposée.

A la suite d'un vote à bulletin secret, la liste 1 proposée par Monsieur le Maire a obtenu 48 voix (0 contre, 14 blancs et 1 nul).

***Ont été élus :***

- ***Patrick RIVAS (23<sup>ème</sup> Adjoint au Maire)***
- ***Sophia AYACHE (24<sup>ème</sup> Adjointe au Maire)***
- ***Thibault RASSAT (25<sup>ème</sup> Adjoint au Maire)***

À l'issue d'un vote à bulletin secret, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 48 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 15 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 24 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Procès-Verbal d'élection

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
jeudi 23 novembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Hors Délégation**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Clare HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

**Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEF.

## **Rapport de développement durable de la Ville de Montpellier 2017**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

En application de l'article 255 de la loi Grenelle 2 dont les dispositions ont été introduites dans le Code général des collectivités territoriales (CGCT), et en référence à la circulaire du 3 août 2011, relative à la situation en matière de développement durable dans les collectivités territoriales et EPCI de plus de 50.000 habitants, ceux-ci doivent rédiger leur rapport de situation en matière de développement durable, et le présenter à l'assemblée délibérante, préalablement aux débats sur le projet de budget (loi du 12/07/2010) et faire l'objet d'une délibération spécifique.

Consciente des enjeux liés au développement durable, la Ville de Montpellier met en œuvre depuis de nombreuses années des démarches concrètes sur son territoire pour contribuer à son échelle aux nécessaires changements de pratiques et de mentalités.

Les cinq thèmes en transversalité du rapport de développement durable, et les actions mises en place par la Ville dans le cadre de ces cinq thématiques, sont les suivants :

### **1- La lutte contre le changement climatique.**

S'inscrivent dans ce cadre : 30 ans de politique énergétique à Montpellier, alliant sobriété, efficacité énergétique et développement des énergies renouvelables sur son patrimoine. Assurer le confort des usagers au meilleur coût, tel est l'objectif que s'est fixé la Ville de Montpellier par une réflexion sur le coût global des bâtiments, incluant le coût de la construction et les coûts de fonctionnement pendant toute la durée de vie du bâtiment. 64 millions d'euros environ ont ainsi pu être économisés depuis 1986.



En termes de production d'énergies renouvelables, 5 centrales photovoltaïques à l'échelle des bâtiments publics de la Ville de Montpellier, sont en fonctionnement en 2017.

Les économies d'eau engendrées depuis 2007, avoisinent les 1 900 000 €. Les recherches et réparations anticipées des fuites (GTC, relèves manuelles, etc.) : représentent environ 50% des économies.

La Ville de Montpellier, au travers des travaux et actions de maintenance qu'elle mène, continue sa prise en compte du confort d'été dans les écoles (brises soleil sur les façades exposées, toits repeint en blanc,...)

Par ailleurs, les aires piétonnes de la ville de Montpellier représentent plusieurs secteurs dans différents quartiers de la ville (Écusson - Antigone - Celleneuve - Richter - Port Marianne - Odysseum), et créent des zones à déplacement doux très majoritaires.

## **2 - La préservation de la biodiversité et des personnes.**

La ville de Montpellier s'est engagée dans une gestion écologique de ses espaces verts et naturels qui s'articule autour de quatre grands axes : - économiser l'eau, - soutenir la biodiversité locale, - réduire les pollutions et protéger les sols, - former et sensibiliser. En récompense de cette démarche, la Ville de Montpellier s'est vue décerner, en 2017 le label EcoJardin pour quatre de ses parcs. Au total, 10 parcs de la Ville de Montpellier sont aujourd'hui labellisés EcoJardin.

La ville continue de développer le Jardinage participatif et l'agriculture urbaine : Au printemps 2017, deux jardins partagés ont été créés, portant ainsi à 25 le nombre total de jardins partagés présents à l'échelle de la Ville de Montpellier

En 2017 plus d'une trentaine de projets d'aménagement d'espaces verts et naturels (études et/ou travaux) ont été réalisés. L'Eco pâturage a été mis en place sur 2 parcs de la ville : le parc Malbosc et l'Agriparc du Mas Nouguier, pour une surface totale de 20 hectares. La Direction du Parc de Lunaret connaît depuis 2013, une vaste opération de remise aux normes de cet établissement, et le projet de restructuration globale du site est désormais en cours de conception.

Concernant la gestion des risques, la Ville continue de s'orienter vers une culture partagée du risque : Le Plan Communal de Sauvegarde (PCS) a été repensé, modernisé et apporte désormais une approche multirisque. A la manière d'une boîte à outils, l'organisation communale et les actions de sauvegarde sont modulables selon la nature et l'importance de l'événement.

## **3- La cohésion sociale.**

La cohésion sociale en termes d'aménagements, se concrétise par une desserte des quartiers par des transports en communs performants, la mixité fonctionnelle (bureaux, commerces, logements), sociale, culturelle, la qualité environnementale et la performance énergétique des bâtiments.

Dès 2009, la ville procède au montage du volet développement durable des cahiers des charges de ses futures opérations d'urbanisme. Elle élabore un guide « Aura » pour en faire un outil d'aide à la décision, un moyen d'améliorer la qualité environnementale et sociale des opérations de logements, un moyen de s'évaluer mais aussi, le cas échéant, de progresser. 11 Ecoquartiers sont en cours de réalisation.

Mais d'autres outils contribuent à cet objectif : La cohésion sociale c'est aussi vivre dans un espace public urbain, où le maintien de la propreté est une priorité de tous les jours. Les aspects sociaux et culturels, pour un « bien vivre ensemble », sont également à développer pour renforcer la cohésion sociale. La ville, en lien avec le CCAS mais aussi les Maisons pour tous favorisent dans l'ensemble de leurs projets la cohésion sociale, et l'étendent à l'ensemble des publics, respectivement dans leur champ de compétence

## **4- L'épanouissement de tous les êtres humains.**

La Ville de Montpellier développe, en cohérence avec le cadre du Plan Climat Energie Territorial porté par la Métropole, des politiques publiques qui préparent l'émergence de la ville « à haute qualité de vie pour tous ».

Concernant la santé, Montpellier est membre actif du réseau "Villes Santé" OMS, et lutte contre l'habitat indigne, le bruit.

Au sujet de l'éducation, une plateforme métropolitaine, pilotée par l'Ecolothèque existe déjà et présente un réel intérêt pédagogique dans une perspective « d'éducation populaire » au développement durable et au climat.

L'accès à une alimentation de qualité, et la mise en œuvre d'un vaste plan de lutte contre le gaspillage alimentaire autour de 4 axes de travail a été mis en œuvre. La ville développe et améliore aussi la pratique de plus de 50 disciplines sportives accessibles à tous dans les 270 équipements construits et entretenus par la municipalité, avec un programme annuel d'animations.

La lutte contre la précarité énergétique se poursuit également en lien avec le CCAS. Quant au renouvellement urbain, l'enjeu de réparer la ville pour réaliser des économies, se poursuit. Enfin la Ville de Montpellier veille à mener des politiques inclusives et au service de tous, par l'accès aux données environnementales, et le soutien aux initiatives citoyennes sous toutes leurs formes (service jeunesse, service associations, sports, ...).

#### **5- Les modes de production et de consommation responsables.**

La Ville de Montpellier développe, au travers de son programme de dématérialisation une réponse au gaspillage potentiel du papier, de même que dans sa politique d'achats elle invite les fournisseurs à signer la charte « Objectif CO<sup>2</sup> » pour réduire leurs émissions, pour le climat.

Dans sa communication (imprimerie comprise), elle réduit aussi son impact, notamment au travers du format choisi pour ses supports de communication (Montpellier Notre Ville), mais aussi en utilisant du papier recyclé, qui consomme nettement moins de ressources naturelles.

L'imprimerie municipale conserve aussi son label Imprim'Vert®. Pour satisfaire à ce label, la ville s'est notamment engagée à ne pas utiliser de produits étiquetés "toxiques", elle s'engage ainsi aussi à mettre en place une communication spécifique en interne autour d'Imprim'Vert® afin de sensibiliser l'ensemble du personnel. Enfin, au travers de son action extérieure, la ville façonne des échanges constructifs avec ses villes amies, c'est ainsi qu'elle porte fortement l'ambition d'une ville chaque jour plus écoresponsable et actrice de la transition écologique.

#### **Situation de la collectivité au regard des 5 éléments de méthode du développement durable**

L'approche de développement durable permet d'adopter une méthode transversale et d'identifier les interactions et articulations entre politiques publiques. Les Conseils citoyens sont au centre de cette méthode.

Une nouvelle étape de la politique de la ville est engagée pour remettre l'action publique en mouvement dans les quartiers prioritaires, dans un double objectif :

- réduire les écarts de développement entre les quartiers prioritaires et les autres territoires ;
- améliorer les conditions de vie des habitants de ces quartiers.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte du rapport de développement durable 2017, annexé à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 6 voix

Ne prennent pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 24 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 23 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Hors Délégation

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASILVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Clare HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

#### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Thibault RASSAT, Marie-Hélène SANTARELLI, Patrick VIGNAL.

## Rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes - 2017

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'égalité entre les femmes et les hommes constitue depuis 1946 un principe constitutionnel, rappelé pour ce qui concerne la fonction publique par la loi du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.

L'égalité de droits et de statuts entre femmes et hommes est garantie par la loi, toutefois l'égalité réelle reste en cours de construction et les employeurs publics se doivent de faire preuve d'exemplarité dans cette démarche.

Dans ce cadre, comme le prévoient la loi n°2014-783 du 4 août 2014 et le décret n°2015-761 du 24 juin 2015 est présenté au Conseil Municipal un rapport annuel en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

Ce rapport appréhende tout d'abord la collectivité comme employeur au travers d'un rapport de situation comparée, d'un bilan des actions menées et d'orientations d'actions à mener.

Il présente également les politiques menées sur le territoire en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Dans ce cadre, le premier rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes a été présenté au premier trimestre 2016, sur la base des éléments chiffrés de l'année 2015 pour ce qui concerne le rapport de situation comparée au sein de la collectivité. Au regard du calendrier de présentation du budget primitif 2018, l'année 2017 n'étant pas clôturée, les éléments chiffrés restent ceux de la dernière année échue (2016)

**En conséquence il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte du rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes ;
- d'autoriser l'autorité territoriale à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 24 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport Egalité Professionnelle - Ville - BP2018.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 23 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Hors Délégation

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Claire HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

#### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Patrick VIGNAL.

## Débat d'orientations budgétaires 2018

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Selon l'article L2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), un rapport d'orientations budgétaires doit être présenté aux membres du Conseil municipal et être suivi d'un débat, celui-ci faisant l'objet d'un vote dans les deux mois précédant le vote du budget primitif.

Le rapport est annexé à la présente délibération.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte de la tenue du débat d'orientations budgétaires pour l'exercice 2018 ;
- de prendre acte de la communication du rapport d'orientations budgétaires joint à la présente délibération.

Le Conseil municipal prend acte que le rapport a été présenté et que le débat s'est tenu.

Ces dispositions sont mises au vote.

Par conséquent, à l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0

Abstention : 0

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 24 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- DOB 2018 Rapport.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 23 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le vingt trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Hors Délégation

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Claire HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

#### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Patrick VIGNAL.

## Exercice 2017 - Décision Modificative du budget principal de la Ville de Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice 2017, il convient de procéder à des ajustements de crédits en dépenses et en recettes conformément à la nomenclature M14.

La Décision Modificative proposée permettra notamment de diminuer le recours à l'emprunt de 6 184 722 euros.

### 1. Section de fonctionnement

Les ajustements de crédits en fonctionnement s'équilibrent en dépenses et en recettes à 1 412 742 euros.



Ils se décomposent de la façon suivante :

### Recettes de fonctionnement

CHAPITRE	LIBELLE	MONTANT
920	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOC.	112 809.00
921	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	-143 000.00
922	ENSEIGNEMENT – FORMATION	-12 100.00
923	CULTURE	664 250.00
924	SPORT ET JEUNESSE	-96 931.00
925	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	-5 000.00
926	FAMILLE	-123 272.00
928	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	-84 993.00
929	ACTION ECONOMIQUE	9 100.00
932	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS NON AFFECTEES	-375 100.00
933	IMPOTS ET TAXES NON AFFECTEES	1 467 289.00
936	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS	310.00
<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>1 412 742.00</b>

### Dépenses de fonctionnement

CHAPITRE	LIBELLE	MONTANT
920	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOC.	-273 402.00
921	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	-40 000.00
922	ENSEIGNEMENT – FORMATION	1 346 952.00
923	CULTURE	814 000.00
924	SPORT ET JEUNESSE	-304 000.00
925	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	112 360.00
926	FAMILLE	-218 500.00
928	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	-418 500.00
929	ACTION ECONOMIQUE	-67 000.00
931	OPERATIONS FINANCIERES	2 516 933.00
933	IMPOTS ET TAXES NON AFFECTEES	92 000.00
936	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS	-50 000.00
939	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	-2 098 101.00
<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>1 412 742.00</b>

## 2. Section d'investissement

Les ajustements de crédits s'équilibrent en dépenses et en recettes d'investissement à -18 670 887 euros.

Ils permettent de diminuer le recours à l'emprunt de 6 184 722 euros.

Ils se décomposent de la façon suivante :

### Recettes d'investissement

CHAPITRE	LIBELLE	MONTANT
901	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	92 480.00
902	ENSEIGNEMENT – FORMATION	32 000.00
906	FAMILLE	-150 634.00
908	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	586 342.00
910	OPERATIONS PATRIMONIALES	1 792 022.00
911	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	-6 272 722.00
913	TAXES NON AFFECTEES	91 726.00
95	PRODUIT DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	-12 744 000.00
919	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	- 2 098 101.00
<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>		<b>-18 670 887.00</b>

### Dépenses d'investissement

CHAPITRE	LIBELLE	MONTANT
900	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOC.	-1 357 877.00
902	ENSEIGNEMENT – FORMATION	-2 131 775.00
903	CULTURE	-950 000.00
904	SPORT ET JEUNESSE	-398 400.00
906	FAMILLE	-591 000.00
908	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	-14 673 609.00
909	ACTION ECONOMIQUE	-115 000.00
910	OPERATIONS PATRIMONIALES	1 792 022.00
911	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	-300 000.00
913	TAXES NON AFFECTEES	54 752.00
<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>		<b>-18 670 887.00</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'adopter la Décision Modificative au niveau du chapitre budgétaire,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué aux Finances à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix


Contre : 0 voix

Abstentions : 10 voix

Ne prennent pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 24 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- DM 2017.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 23 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Hors Délégation

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASILVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Clère HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

#### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Patrick VIGNAL.

## Conventionnement Centre social de la Maison pour tous Albertine SARRAZIN

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La ville de Montpellier souhaite renforcer l'action sociale sur les quartiers. Dans ce cadre, le conseil municipal a précisé le fonctionnement des Maisons pour Tous par délibération du 29.5.2015 qui renforce la possibilité d'accueil d'activités de proximité ouvertes à tous les publics.

Dans les quartiers prioritaires, cette volonté doit être accentuée par des actions visant à réduire les inégalités et à accompagner les habitants par des dispositifs en direction des enfants, des jeunes et des familles.

Après le quartier Pas du Loup et la Maison pour tous Michel Colucci, c'est désormais le quartier Gély, situé lui aussi dans les territoires de la Politique de la Ville qui a été choisi pour expérimenter cette nouvelle politique sociale de proximité.

La Maison pour Tous Albertine Sarrazin a présenté un projet spécifique précisant la stratégie et les moyens pour répondre aux orientations nécessaires à l'obtention d'un agrément Centre Social délivré par la Caisse d'Allocations Familiales.

Ainsi la MPT Sarrazin développera une méthode de travail participatif avec les usagers et les acteurs de son territoire pour renforcer :

- Sa mission d'accueil, de services et d'écoute en direction des habitants.
- Son intervention dans le domaine du soutien à la parentalité et aux familles.
- Son action en faveur du lien social.

Ce projet a reçu un avis favorable et doit désormais faire l'objet de la signature d'une convention avec la Caisse d'Allocations Familiales pour l'accompagnement de la Maison pour tous et son agrément.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'autoriser Monsieur le Maire ou toute personne ayant délégation pour le faire, à signer tout document relatif au conventionnement de la Maison pour Tous Albertine Sarrazin avec la Caisse d'Allocations Familiales.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 24 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- TABLEAU ANNUEL.pdf

- TABLEAU PONCTUEL.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du  
jeudi 23 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le vingt trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Hors Délégation

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Clère HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

#### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Patrick VIGNAL.

## Création d'un département mutualisé du Développement et de l'Aménagement Durable du Territoire (DDADT) entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la nouvelle gouvernance du bloc communal, la Ville et la Métropole ont placé la coopération et le développement des synergies entre collectivités au cœur de leur projet politique.

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. La création de ces services communs est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales.

Sur ce fondement, par leurs délibérations respectives en date du 31 mars et du 14 avril 2016, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont approuvé l'élargissement du service commun de direction générale des services, créé par convention du 22 décembre 2014, à l'ensemble de l'équipe de direction générale et notamment au poste de Directeur général des services techniques, en charge du département Développement territorial.

Les directions du département Développement territorial collaborent ainsi de plus en plus étroitement sous la conduite de leur directeur mutualisé.

La mutualisation des services de la Ville de Montpellier et de la Métropole est apparue comme une nécessité dans le champ du développement et de l'aménagement durables du territoire, pour plusieurs nécessités convergentes :

- Le transfert de nombreuses compétences communales vers la Métropole (PLU, PCAET, Réserves foncières et droit de préemption, PLUi, PUP, voiries...), qui s'ajoutent à celles acquises de longues dates par l'EPCI (PLH, PDU, Zones d'aménagement économiques et d'intérêt communautaire...), créent de très nombreuses imbrications de missions entre les services concernés, d'autant plus fortes que la Ville conserve des compétences importantes (aménagement des zones non communautaires, délivrance des autorisations d'urbanisme, pouvoirs de police du Maire...)
- La nature même du développement durable exige coordonner étroitement les démarches de programmation, de planification, de développement et d'aménagement au sein de processus intégrés
- Les « doublons » dans les moyens et dans les processus engagés apparaissent comme autant de dysfonctionnements potentiels appelant des dispositifs de coordination lourds à mettre en œuvre
- Dans ce contexte, la bonne gestion du service public et des budgets des deux collectivités entraîne inévitablement une évolution des modes d'organisations

Il est donc proposé d'approfondir cette coopération dans le cadre d'une mutualisation élargie, à travers la création d'un département commun du Développement et de l'Aménagement Durables du Territoire (DDADT) dont l'objectif est de réunir la majorité des leviers essentiels au développement et à l'aménagement durables du territoire, en tirant partie des points forts des deux collectivités et en réunissant leurs forces, mais également de promouvoir les innovations territoriales de manière transversale à l'ensemble des Départements de la Ville et de la Métropole, afin d'enrichir les démarches de projet et d'alimenter les contractualisations à venir, notamment avec l'Europe, l'Etat et la Région.

L'organisation mutualisée proposée repose sur onze directions ou entités :

- Une Direction de la Transition Energétique et Ecologique (DTEE)
- Une Direction du Projet et de la Planification Territoriale (DIPPT)
- Une Direction de l'Habitat et des Parcours Résidentiels (DHAPaR)
- Une Direction de l'Action Foncière et Immobilière (DAFI)
- Une Direction de l'Aménagement et du Renouvellement Urbains (DARU)
- Une Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux (DAST)
- Une Cellule de Gestion
- Une Direction de l'Urbanisme (DUA)
- Une Direction des Innovations, des Politiques Contractuelles et Systèmes d'Information Géographiques (DICO SIG)
- Une entité Mission Cité Intelligente
- Une entité Mission Espaces Publics

Les modalités de cette mutualisation sont consignées dans une convention, en vertu de laquelle les services du département Développement et de l'Aménagement Durables du Territoire sont gérés par la Métropole et placés, en fonction de la mission réalisée, sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Il est convenu que les dépenses mutualisées dans le cadre de chaque convention, qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront remboursées par la Ville de Montpellier à la Métropole selon une clé de répartition des dépenses entre entités à hauteur de 42,24 % pour la Ville et 57.76 % pour la Métropole.

Les Comités techniques de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole ont été saisis, pour avis sur la convention de service commun et la fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis des agents concernés.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la création du service commun du département du Développement et de l'Aménagement Durables du Territoire ;
- dire que les crédits correspondants sont prévus au budget ;
- d'autoriser Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 61 voix

Contre : 2 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 24 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention DADT.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du jeudi 23 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Hors Délégation

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Claire HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

#### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Patrick VIGNAL.

## **Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant à la convention de service commun de Direction de la culture - Modification - Autorisation de signature**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la nouvelle gouvernance du bloc communal, la Ville et la Métropole ont placé la coopération et le développement des synergies entre collectivités au cœur de leur projet politique.

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. La création de ces services communs est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales.

Sur ce fondement et dans cet esprit de coopération, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont déjà mutualisé leur direction générale des services ainsi qu'un certain nombre de directions. Le poste de Directeur de la Culture est ainsi mutualisé depuis le mois de septembre 2015, celui de Directeur Général Adjoint en charge de la Culture et du Sport depuis 2016.

Dans ce contexte, les directions de la Culture de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Culture et du Patrimoine de la Ville de Montpellier collaborent de plus en plus étroitement sous la conduite de leur directeur mutualisé.

Il est proposé d'approfondir cette coopération dans le cadre d'une mutualisation élargie. Celle-ci s'inscrit dans un contexte de transferts et de convergence d'équipements ou de manifestations telles que la Comédie du Livre ou le projet du MOCO et alors que de nouveaux équipements ont intégré le périmètre d'action de la Métropole (Nord Domaine d'Ô).

L'organisation mutualisée proposée repose sur deux services transversaux, directement rattachés au Directeur :

- Un service Administration
- Un service Développement et Rayonnement Culturels

Et huit services ou pôles représentant les filières et politiques culturelles :

- Un pôle Coordination des Lieux d'Art et Musées
- Un service en charge du cinéma, de l'audiovisuel et des industries culturelles et créatives
- Un pôle en charge de la coordination du spectacle vivant
- Un service des Archives
- Un service du patrimoine et de l'archéologie
- Un service des médiathèques et du livre
- Un service en charge de la coordination de l'enseignement artistique initial
- Un pôle en charge de la coordination de la biodiversité et culture scientifique

Les modalités de cette mutualisation sont consignées dans une convention, en vertu de laquelle les services mutualisés sont gérés par la Métropole et placés, en fonction de la mission réalisée, sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Il est convenu que les dépenses mutualisées dans le cadre de chaque convention, qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront remboursées par la Ville de Montpellier à la Métropole selon une clé de répartition des dépenses entre entités à hauteur de 63,65 % pour la Ville et de 36,35 % pour la Métropole.

Les Comités techniques de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole ont été saisis, pour avis sur la convention de service commun et la fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis des agents concernés.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :**

- approuver la signature de l'avenant à la convention de service commun de direction de la Culture ;
- dire que les crédits correspondants sont prévus au budget ;
- autoriser Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier à signer l'avenant et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 24 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention culture.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 23 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le vingt trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Hors Délégation

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Clare HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

#### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Patrick VIGNAL.

## Cœur de Ville en Lumières 2017 - Conventions de mécénat entre la Ville de Montpellier et diverses structures

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération n° 2017/111 en date du 18 mai 2017, le Conseil municipal a validé les principes de l'organisation et du financement de la manifestation « Cœur de Ville en lumières » 2017 par la mise en place du mécénat, préalablement validé par la DDFIP par courrier du 1<sup>er</sup> mars 2017.

Il convient maintenant d'approuver les conventions liant chaque mécène de la manifestation à la Ville de Montpellier, conventions qui encadreront les engagements réciproques de chaque partie.

Il est ici proposé de conventionner avec 7 structures ayant proposé leur mécénat :

NOM DU MECENE	MONTANT
MAC DONALD	10 000 €
VIALLA DOSSA	2 000 €
BOUDARD Luminaires	1 000 €
7 OFFICIEL	1 000 €
Aéroport de Montpellier	5 000 €
CIRRUS PEGASE	3 000 €
GIBERT JOSEPH	2 000 €
<b>TOTAL MECENAT</b>	<b>24 000 €</b>

L'appel de fonds sera effectué dès signature de la convention par émission d'un titre de recettes.  
La convention signée pourra servir de reçu fiscal, mais un document dédié pourra être fourni au mécène sur demande.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la signature des conventions de mécénat relatives à la manifestation « Cœur de Ville en Lumières » 2017 entre la Ville de Montpellier et les 7 structures présentées dans la présente délibération, les mécènes s'engageant à participer au financement de l'opération à hauteur de 24 000€ ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe Déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 24 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CONVENTION.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 23 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Hors Délégation

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Claire HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

#### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Patrick VIGNAL.

## Cœur de Ville en Lumières - Conventions de parrainage entre la Ville de Montpellier et diverses structures

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération n° 2017/173 en date du 22 juin 2017, le Conseil municipal a validé les principes de l'organisation et du financement de la manifestation « Cœur de Ville en Lumières » 2017, ainsi que le règlement de parrainage.

Il convient maintenant d'approuver les conventions liant chaque parrain de la manifestation à la Ville de Montpellier, conventions qui encadreront les engagements réciproques et notamment les contreparties offertes à chaque parrain en fonction du montant de sa participation.

Il est ici proposé de conventionner avec 33 structures ayant proposé leur parrainage :

NOM DU PARRAIN	MONTANT HT
AD VITAM	2 500 €
CREDIT AGRICOLE	5 000 €
Groupe FREY	5 000 €
Pitch Promotion	5 000 €
ENEDIS	5 000 €
VERBATEAM AVOCATS	2 000 €
CABIRON	2 000 €
SUPER U POMPIGNANE	3 000 €
CAP SUD AUDIT ET EXPERTISE	2 000 €
SOCIETE GENERALE	2 000 €
KALIOP	2 000 €
CREPERIE JEAN MOULIN	2 000 €
LOGER SUD IMMOBILIER	2 000 €
RESTAURANT 1789	5 000 €
URBASER	2 000 €
RESTAURANT LES BAINS	2 000 €
BOUYGUES ENERGIES	7 000 €
FDI GROUPE	10 000 €
ORSA EVENTS	10 000 €
ANGELOTTI	10 000 €
HELENIS	10 000 €
NICOLLIN	20 000 €
LES VILLAGES d'OR	20 000 €
CITEOS	12 000 €
VINCI IMMOBILIER	10 000 €
MEDIAFFICHE	2 500 €
LIDL	10 000 €
COMITE MONTPELLIER PLEIN CENTRE	20 000 €
CCI	21 600 €
RFM	COMPETENCES
VINCI AUTOROUTES	40 000 €
JC DECAUX	COMPETENCES
MIDI LIBRE	COMPETENCES
<b>TOTAL PARRAINAGE</b>	<b>251 600 €</b>

Pour les parrainages financiers, l'appel de fonds sera effectué dès signature de la convention par émission d'un titre de recettes.

Pour les parrainages de compétences, techniques ou de communication, ils ont été valorisés afin de déterminer la catégorie de parrainage (intermédiaire et premium). Ils seront mis en œuvre dès le démarrage de la campagne de communication de la Ville.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la signature des conventions de parrainage relatives à la manifestation « Cœur de Ville en Lumières » 2017 entre la Ville de Montpellier et les 33 structures présentées dans la présente délibération, les parrains financiers s'engageant à participer au financement de l'opération à hauteur d'un montant global de 251 600€ HT, les parrains de compétences s'engageant à mettre en œuvre des moyens de communications valorisés à 25 000€ minimum chacun ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe Déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 24 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- VD- CONVENTION parrainage 2017.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du jeudi 23 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Urbanisme et Aménagement durable

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Claire HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

#### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Patrick VIGNAL.

## **Quartier Hôpitaux Facultés -Secteur Hortus Lancement d'une consultation en vue de la définition du projet d'aménagement du secteur Hortus et fixation des primes**

Madame Chantal MARION, rapporte :

Le secteur Hortus est situé au nord de la ville de Montpellier dans le quartier Hôpitaux Facultés. A l'intersection de la rue de l'Hortus et de la route de Mende, ce secteur d'environ 18 ha s'étend depuis la Place Jean Baumel au Sud jusqu'à la rue Arthur Young au Nord.

Ce secteur périphérique se caractérise aujourd'hui par une urbanisation relativement hétérogène et principalement résidentielle en habitat individuel ou collectif. Il accueille également à proximité un groupe scolaire, un lycée, un établissement de santé, ainsi que quelques commerces de proximité.

Dans le cadre de sa politique de réinvestissement des quartiers existants et afin d'accompagner l'arrivée prochaine de la ligne 5 du tramway, la Ville de Montpellier a décidé de lancer un projet d'aménagement dans un périmètre comprenant les abords de la route de Mende, de la rue de l'Hortus, la place Jean Baumel et le long d'une partie de l'avenue Paul Parguel.

Cette étude vise à définir les perspectives d'évolution du secteur et à proposer une programmation urbaine, adaptée à l'échelle du quartier, qui tienne compte du tissu existant et environnant. Ces orientations serviront de cadre pour accompagner de manière cohérente les mutations foncières.

Compte tenu des caractéristiques du marché du logement, la Ville souhaite s'orienter vers une programmation comprenant majoritairement de l'habitat, mais les propositions devront également porter sur d'autres choix de programme permettant de garantir une certaine mixité urbaine.

Elle a identifié plusieurs enjeux et principes d'aménagement :

- Répondre aux besoins en matière d'habitat sur cette partie de la commune, dans le respect des principes de mixité sociale ;
- Réaliser un quartier mixte à dominante d'habitation sous forme de logements collectifs, pouvant accueillir également des commerces ou quelques activités tertiaires ;
- Valoriser les caractéristiques paysagères et topographiques du secteur.
- Intégrer la problématique hydraulique dans le réaménagement global du quartier ;
- Renforcer l'accroche avec les quartiers existants et en liaison avec la centralité à créer ;
- Améliorer l'ambiance urbaine et aménager les espaces publics en privilégiant, dans un contexte paysager la continuité des déplacements doux (piétons et cycles) ;

La Ville souhaite donc désigner un bureau d'études urbaines pour définir un projet urbain sur ce secteur.

La procédure sera conduite au nom et pour le compte de la Ville par la société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) au titre de la convention de mandat d'études entrée en vigueur le 3 août 2017 portant sur l'organisation et le suivi des études de programmation urbaine et d'évaluation à l'échelle du projet.

A l'issue de cette consultation négociée, l'accord-cadre conclu aura pour objet les missions et éléments de missions suivants :

**Afférents à la définition du projet urbain :** Définition du parti d'aménagement : Plan Guide

**Afférents aux tranches opérationnelles particulières et d'ensembles ultérieurs :**

Mise à jour du Plan Guide - Documents et assistance nécessaires à la concertation du projet - Maquette - Dossier réglementaire à intégrer au PLU - Cahier des recommandations urbanistiques, architecturales, paysagères et environnementales - Mission d'architecte-urbaniste en chef, coordonnateur des projets de l'opération d'aménagement.

Sans préjuger des procédures opérationnelles mises en œuvre, ces missions pourront être confiées pour une ou plusieurs tranches opérationnelles.

Les marchés subséquents et bons de commande, ultérieurement passés sur le fondement du de l'accord-cadre, pourront avoir pour objet tout ou partie des missions et éléments de mission susvisés.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'autoriser la SA3M, mandataire, à lancer une consultation négociée, portant sur la définition d'une programmation urbaine du secteur Hortus ;
- De fixer à quatre le nombre de candidats admis, après la phase de sélection, à participer à cette consultation ;

- De fixer le montant de la prime à verser à chacun des candidats admis à déposer une offre à 12 000 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget d'investissement de la Ville de Montpellier, conformément au budget prévisionnel mentionné dans la convention de mandat d'étude Ville / SA3M entrée en vigueur le 3 août 2017 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire et à effectuer les formalités de publicité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 24 novembre 2017**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
jeudi 23 novembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme et Aménagement  
durable**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Claire HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

**Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Patrick VIGNAL.

**ZAC Port Marianne - Parc Marianne  
Agrément de candidature  
Lot 26  
(BOUYGUES Immobilier)**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Conformément aux grandes orientations de la politique urbaine définie par la Ville, la réalisation du quartier Port Marianne – Parc Marianne participe au rééquilibrage géographique de l'espace bâti vers l'est du territoire communal.

Les objectifs de cette opération sont plus particulièrement de :

- permettre la construction de logements collectifs et de commerces et activités tirant parti de leur situation privilégiée vis-à-vis des lignes 1 et 3 de tramway et du parc public Georges Charpak ;
- accueillir des équipements publics importants à l'échelle de toute la ville ;
- affirmer la vocation de centralité à l'échelle de toute l'agglomération des espaces majeurs que constituent la place Ernest Granier, la place Pablo Picasso et l'avenue Raymond Dugrand.

La concession d'aménagement, signée entre la Ville et la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) le 14 septembre 2005, approuvée par la délibération du Conseil municipal du 25 juillet 2005, prévoit, dans son article 12 alinéa 2, l'agrément par la Ville des candidatures des attributaires sur proposition de la SERM.

En vertu de cet article, la candidature suivante est soumise à l'agrément du Conseil municipal : elle concerne la réalisation d'un ensemble immobilier collectif de 294 logements au total (dont 41 sociaux et 98 en résidence étudiante) et de 429 m<sup>2</sup> de locaux d'activités tertiaires, sur le lot 26 de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne, situé avenue du Mondial 98.

Pour ce faire, le projet immobilier nécessite d'acquérir la parcelle SK4p propriété de la SERM, constituant une partie du lot 26 de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne, le reste du lot ayant été acquis par le constructeur directement auprès d'un propriétaire privé, et faisant l'objet d'une convention de participation signée le 14 juin 2017.

La SERM propose, conformément à la concession d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature de BOUYGUES Immobilier, en vue de l'échange de la parcelle SK4p permettant la réalisation du programme d'ensemble décrit ci-avant (en contrepartie d'un terrain de 3 062 m<sup>2</sup> propriété de BOUYGUES Immobilier, à destination de voiries et construction, ledit échange étant réalisé sans soulte).

- Dénomination du candidat : BOUYGUES Immobilier, qui a partiellement transféré son permis de construire à SOGEPROM

- Localisation : Section SK N° 4p, à l'angle de la rue de la Cavallade et de l'avenue du Mondial 98,

- Surface de la parcelle : 1 265 m<sup>2</sup> (emprise partielle du lot 26 de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne),

- Nature du projet d'ensemble : Programme immobilier de 294 logements et 429 m<sup>2</sup> de locaux tertiaires correspondant à la totalité du lot 26,

- SDP envisagée sur la parcelle SK4p : 3 173 m<sup>2</sup> SDP,

- SDP maximale autorisée sur la parcelle SK4p : 3 425m<sup>2</sup> SDP maximale,

La SERM précise que la candidature de la société BOUYGUES Immobilier prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville.

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- d'approuver la candidature de la société BOUYGUES Immobilier, en vue de l'échange foncier sans soulte (à intervenir entre la SERM et BOUYGUES Immobilier) de la parcelle SK4p, afin de contribuer à la réalisation d'environ 294 logements collectifs et 429 m<sup>2</sup> de locaux tertiaires sur le lot 26 de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne, la SERM se rendant propriétaire en contrepartie de 3 062 m<sup>2</sup> de terrain, à destination de voiries et construction,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 24 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Présentation

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
jeudi 23 novembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme et Aménagement  
durable**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Claire HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

**Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Patrick VIGNAL.

**Quartier Centre  
Mise en vente de locaux situés 6 rue Maguelone  
Parcelle cadastrée HM 0036**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier s'est rendu propriétaire de locaux situés dans l'immeuble dénommé le Capoulié en deux temps, les 29 janvier 1982 et 13 juillet 2007, par acte notarié. Ainsi la Ville de Montpellier possède la quasi-totalité du rez-de-chaussée, avec les entresols, excepté une partie occupée par un distributeur de billets appartenant à la BNP.

Ces locaux ont accueilli des services de la Ville de Montpellier, notamment l'office du Tourisme, un temps, puis la maison de la Prévention et l'Espace Jeunesse.

Ils sont désaffectés pour partie, la maison de la Prévention ayant quitté les lieux fin 2016, l'espace Jeunesse, quant à lui, déménagera courant 2018.

Depuis l'ordonnance 2017-562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques, le déclassement du bien peut être prononcé avant sa désaffectation qui se fera a posteriori. L'acte de déclassement, la délibération du conseil Municipal, doit prévoir le délai d'intervention de la désaffectation qui est limité à 3 ans.



Du fait de ce redéploiement des services la Ville de Montpellier n'aura plus l'utilité de ce bien et compte tenu de la valeur patrimoniale, de la qualité de l'emplacement d'un point de vue commercial, des objectifs de redynamisation du centre-ville, il est proposé de vendre ce bien. Le choix d'une affectation adaptée relève, au-delà d'une volonté de préservation de la mémoire de ce lieu emblématique, de la renaissance d'une vocation qui dynamisera son environnement urbain.

Dans cet objectif, il est envisagé de procéder à une mise en vente publique soumise à l'avis de la commission consultative communale des cessions immobilières, conformément au règlement des cessions, adopté par le conseil municipal, dans le cadre d'une consultation organisée en deux phases :

- une première phase de dépôt de candidatures à l'issue de laquelle jusqu'à dix acquéreurs potentiels seront sélectionnés ;
- une deuxième phase d'analyse de l'intérêt et de la faisabilité des projets sélectionnés intégrant des négociations avec les candidats présélectionnés à l'issue de la première phase.

La mise en vente de ce bien s'inscrit dans une procédure de mise en concurrence, organisée par la Ville de Montpellier selon les modalités suivantes pour la première phase :

- insertion d'un avis de publicité dans la presse locale et sur le site internet de la Ville de Montpellier
- transmission d'un courrier d'information à la chambre régionale des notaires,
- remise d'un cahier des charges de cession aux demandeurs intéressés fixant les conditions de sélection des candidatures et des offres.

En phase de candidatures, les projets seront sélectionnés sur la base des critères d'analyse suivants :

- Intérêt et qualité du concept commercial proposé et synergie avec les actions de la Ville (4 points).
- Qualité des partenaires et acquéreur proposés sur la base des références fournies (expériences et qualité dans le domaine de la rénovation et l'aménagement commercial) (4 points).
- Approche de la conception du projet, de ses fonctionnalités et références de l'équipe architecturale (2 points).

A l'issue de cette première phase de consultation, la commission consultative communale des cessions immobilières établira un classement des candidatures au regard des critères de sélection définis et retiendra jusqu'à dix candidats admis à présenter un projet complet et une proposition de prix de cession.

La 2<sup>ème</sup> phase de consultation conduira à la sélection d'un acquéreur sur la base des critères suivants :

- Qualité du concept et du projet commercial détaillé proposé, avec confirmation des partenaires commerciaux retenus permettant de démontrer le caractère valorisant du projet pour la Ville (6 points).
- Qualité et fiabilité technique du projet proposé au regard du caractère patrimonial de l'immeuble (6 points).
- Solidité financière et garanties apportées, y compris calendrier opérationnel projeté (3 points)
- Prix proposé, le prix plancher étant un prix minimal de recevabilité du dossier (5 points).

Le prix – plancher fixé est celui proposé par l'évaluation de France Domaine.

La commission consultative communale des cessions immobilières établira un classement et sélectionnera les candidatures puis proposera, sur avis consultatif, un acquéreur au regard des critères de sélection définis. Le Conseil municipal délibèrera pour le choix de l'acquéreur final.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de décider de la mise en vente des locaux de la Ville situés 6 rue Maguelone dans la copropriété du Ca-poulié ;
- de dire que lesdits locaux feront l'objet d'un déclassement du domaine public après désaffectation dans les conditions fixées par l'ordonnance du 19 avril 2017 ;



- d'autoriser le lancement de la consultation en vue de sa mise en vente telle que décrite précédemment ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 24 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Estimation SF CAPOULIE.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 23 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Urbanisme et Aménagement durable

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Claire HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

#### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Patrick VIGNAL.

## MONTPELLIER GRAND COEUR

### Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités

### Attribution de subventions

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre des aides à la requalification des devantures des locaux d'activités du cœur marchand de la Ville de Montpellier, des subventions sont attribuées à des entreprises (commerce, artisanat ou autre) pour les inciter à restaurer leur devanture. Les restaurations, réalisées dans le respect et la valorisation du patrimoine dans lequel elles s'insèrent, participent au renforcement de l'attractivité économique du cœur marchand de Montpellier.

Ces campagnes ont été instaurées par les délibérations du 29 mai 2012 n°2012/284, du 17 juin 2013 n°2013/237 et renforcées par la délibération du 2015/151 du 07 mai 2015 élargissant le périmètre, modifiant les taux de subventionnement ainsi que le règlement attributif.

Par délibération n° V2017/207, cette action communale a été prolongée de 4 ans, à savoir 50 % de subventionnement de juin 2017 à juin 2019, puis 25 % jusqu'en juin 2021, les autres éléments du dispositif restent inchangés.

La subvention de la Ville de Montpellier s'élève à 50 % du montant hors taxe des travaux et des honoraires de maîtrise d'œuvre, hors subventions spécifiques pour les travaux d'intérêt architectural (TIA) et/ou pour les personnes à mobilité réduite (PMR).

Le règlement permet l'attribution d'un acompte de 50 % de la subvention allouée, le solde étant versé après conformité de la totalité des travaux.

Après validation des travaux réalisés par l'équipe chargée du dispositif de la mission Grand Cœur et de la Chambre de commerce et d'industrie de Montpellier, associée à l'instruction des dossiers et à l'animation de cette action, la subvention suivante est attribuable :

**SARL AROMA, « AROMA »**

Gérant : Mme Mélody CASTIELLO

39 rue Saint Guilhem

Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés :

3 458,34 € de subvention travaux

**Montant de la subvention : 1 729,17 €**

Conformément au règlement attributif des subventions en vigueur au moment du dépôt de ce dossier, le versement de cette subvention est réalisé après visite de conformité des travaux.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser le paiement de cette subvention pour un montant total de 1 729,17 € correspondant à la re-qualification de la devanture du local commercial listé ci-dessus ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de la Ville (CRB : 28500 - Chapitre 908) ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 24 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 23 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Démocratie participative et Maisons pour tous

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Claire HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

#### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Patrick VIGNAL.

## Mise à disposition des salles des Maisons pour tous à titre gratuit

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Le Conseil Municipal du 29 Septembre 2015 a validé le projet des Maisons pour tous qui implique aussi l'occupation du domaine public des salles dans les Maisons pour tous par ces associations.

Il est demandé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de

cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous et à la vie du quartier.

Pour cette saison 2017/2018, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 8 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 1985 €

Les associations concernées sont :

**MPT LAGRANGE** : Les'arts mêlés : 245€, 3MTKD : 455€, Comité des sports adaptés de l'Hérault : 245€

**MPT ESCOUTAIRE** : Cité citoyenne : 270€, Axents : 300€

**MPT CURIE** : Codes 34 48 : 140€

**MPT CHAMSON** : Info net services : 165€

**MPT VOLTAIRE** : GEM Rabelais : 165€

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 24 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 6160€

Les associations concernées sont :

**MPT CHOPIN** : Agem : 55€

**MPT ESCOUTAIRE** : Compagnie théâtrale Francophone : 110€, Cité citoyenne : 550€

**MPT LAGRANGE** : Lez'arts mêlés : 220€, Cook doodle do : 110€, Cesam : 330€, Zadig productions : 990€, Acord Production : 660€, Secours populaire : 220€

**MPT SAND** : Comité de quartier : 55€

**MPT MERCOURI** : Anim'frimousse : 110€

**MPT VOLTAIRE** : Rando loisirs : 110€, Surdi 34 : 55€

**MPT CURIE** : Comité de quartier : 330€, Club de football AS Celleneuve : 220€, Gymnastique volontaire celleneuve : 55€, Oaqadi : 220€

**MPT CHAMSON** : Autre Théâtre : 220€

**MPT CAMUS** : Comité de quartier Tastavin : 220€, Musika : 440€, RC Lemasson : 330€, AVF : 110€, Oudlers Montpelliérains : 220€, Comité de quartier Croix d'argent : 220€

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 17 décembre 2015.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver la signature des conventions avec ces associations selon le cadre défini dans le projet d'orientation des Maisons pour tous voté lors du Conseil municipal du 29 septembre 2015 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 24 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Tableau ponctuel

- Tableau annuel

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 23 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Réussite éducative

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Claire HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

#### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Patrick VIGNAL.

## Attributions de subventions - Participation des associations aux temps d'activités périscolaires - Ajustements pour l'année scolaire 2017-2018

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibérations du 18 Mai, du 22 juin, du 20 juillet et du 28 Septembre 2017 le conseil municipal avait voté l'attribution de subventions pour 148 projets associatifs visant à l'organisation d'activités périscolaires pendant l'année scolaire 2017-2018.

Afin de faire face aux besoins d'activités des écoles dans un contexte d'accroissement du nombre d'enfants accueillis pendant les Temps d'Activités Périscolaires (TAP), il est proposé d'augmenter le nombre de projets réalisés par les associations, en attribuant de nouvelles subventions comme suit :

Code	Nom structure	Titre projet	Montant
789	CD UFOLEP 34	Parcours de loisirs périscolaires	7 500
1469	Les Francas de l'Hérault	Animathèque	15 000
4144	MUC Vacances	Loisirs périscolaires	75 400
4586	Vacances Evasion	Activités éducatives en temps périscolaire	37 700

432	AD PEP	TAP et temps méridiens	22 600
<b>TOTAL</b>			158 200

Au total, ces projets permettront d'organiser 2436 séances d'activités périscolaires, ce qui correspond à 21 interventions supplémentaires par jour, jusqu'à la fin de l'année scolaire 2017-2018, réparties dans les écoles de la ville.

Les crédits seront prélevés sur la ligne 24419, nature 6574, fonction 922.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De décider des affectations de subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions,
- De prélever les sommes nécessaires au premier versement sur les crédits inscrits au budget 2016 sur la ligne 24419, nature 6574, chapitre 922,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 24 novembre 2017**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
jeudi 23 novembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Réussite éducative**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Claire HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

**Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Patrick VIGNAL.

**Convention de partenariat pour la mise à disposition d'un Environnement  
Numérique de Travail (ENT) avec l'Académie de Montpellier 2017-2021**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier s'est engagée dans la mise en œuvre d'une politique numérique en direction des écoles, consciente des enjeux pour la réussite des élèves.

Dans son rapport de 2016, l'Institut Montaigne a estimé que l'apport du numérique dès la maternelle fait chuter l'échec scolaire de 50 %.

Le déploiement de ces équipements se fait en collaboration étroite avec les services de l'Académie de Montpellier, afin de garantir que leur mise en œuvre donne lieu à un usage effectif dans les classes.

L'Académie de Montpellier a mis en place, depuis 2013, un Environnement Numérique de Travail (ENT) 1<sup>er</sup> degré et propose aux communes une convention de partenariat pour la mise à disposition de cette solution applicative.

Les Environnements Numériques de Travail ont pour objet de fournir à tous les acteurs du système éducatif (élèves, enseignants, parents,) un accès simple et unifié à un ensemble d'outils, de contenus pédagogiques et de services : agenda partagé, messagerie, cahier de texte, ressources pédagogiques.

La convention définit le cadre général de mise en œuvre de l'ENT-Ecole et ses modalités d'organisation. Elle prendra effet au moment de la signature et s'achèvera au 31 octobre 2021.

Le financement de l'ENT-Ecole est assuré par l'engagement de l'Académie et par la participation des communes, à hauteur de 50 euros TTC par école et par année scolaire.

Pour l'année scolaire 2017-2018, première année scolaire d'adhésion, 114 écoles de la Ville sont inscrites à l'ENT-Ecoles pour un montant correspondant à 5 700 € TTC (114 écoles x 50 € TTC).

La liste des écoles inscrites figure à l'annexe 1 de la convention.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les termes de la nouvelle convention de partenariat 2017-2021 ci-jointe, qui prévoient les modalités de financement;
- de prélever le montant de la dépense, soit 5 700 €, sur le budget de la Ville, chapitre 922 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou toute personne ayant reçu délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 24 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention 2017-2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 23 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Réussite éducative

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDÉS, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Claire HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

#### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Patrick VIGNAL.

## Convention de partenariat avec l'ONISEP et participation financière pour le jeu-concours l'Avenir s' imagine. 14ème édition

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'Onisep Montpellier organise depuis 14 ans un jeu concours L'Avenir s' imagine qui a pour objectif de sensibiliser les enfants à l'orientation, l'égalité professionnelle et changer leur représentation professionnelle pour que leurs choix soient les plus ouverts possibles. Du CM2 à la Terminale, ce jeu favorise une découverte transversale des métiers en lien avec des disciplines (français, sciences et technologies, art, audiovisuel, théâtre...). Une démarche qui invite les élèves à imaginer autrement leur avenir.

La 14<sup>e</sup> édition du jeu en ligne se déroule du 3 octobre 2017 au 30 avril 2018.

Considérant l'intérêt de la démarche auprès des jeunes et le relais apporté par le Conseil Municipal des Enfants auprès des autres élèves, la Ville souhaite continuer de s'associer à cette opération, aux côtés des autres partenaires :

- la Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire (MLDS) ;
- le réseau régional des Chambres de Métiers et de l'Artisanat Occitanie Pyrénées / Méditerranée (CRMA) ;
- la Direction Régionale aux Droits des Femmes et à l'Egalité Occitanie Pyrénées / Méditerranée

(DRDFE) ;

- la région Occitanie Pyrénées / Méditerranée ;
- la Mutuelle Des Etudiants (LMDE) ;
- la Direction Territoriale de Canopéacadémies de Montpellier et de Toulouse.

A travers cette convention, la Ville de Montpellier s'engage à :

- participer à l'élaboration des questions-réponses et commentaires du concours ;
- diffuser l'information le plus largement possible ;
- établir un lien sur le jeu à partir de son site internet : [www.montpellier.fr](http://www.montpellier.fr)
- mettre à disposition ses supports pour la campagne d'affichage ;
- financer cette opération pour un montant global de 2 500€ TTC.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les termes de la convention de partenariat qui prévoient les modalités de financement ;
- de participer à cette opération à hauteur de 2 500 € TTC et de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2018 - chapitre 932;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou toute personne ayant reçu délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 24 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Akte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du  
jeudi 23 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### **Jeunesse et Sports**

#### **Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Claire HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

#### **Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Patrick VIGNAL.

## **Aménagement d'un plateau sportif Parc Malbosc Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite dans le cadre de sa politique sportive de proximité, aménager un terrain multisports dans le parc Malbosc, proche du terrain de pétanque existant et du groupe scolaire François Miterrand.

Ce projet porté par le Conseil de quartier Hôpitaux Facultés est un équipement de type multisports de 12 m x 24 m constitué d'une zone clôturée destinée à la pratique des jeux de ballons.

Cet espace s'insère dans l'aménagement du parc Malbosc.

Ainsi, pour mener à bien cette opération, il est nécessaire de déposer un dossier de déclaration préalable de travaux.

Le montant des travaux s'élève à 100 000 € TTC, et comprendront notamment la gestion des eaux pluviales et la remise en état du site.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'aménagement du plateau sportif dans le parc Malbosc ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer et déposer la déclaration préalable des travaux par les services compétents ;
- De dire que la dépense est inscrite au budget 2017, chapitre 908 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

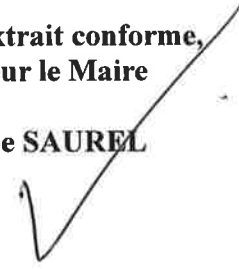
Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 24 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 23 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Jeunesse et Sports

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Clare HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

#### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Patrick VIGNAL.

## Réalisation d'un plateau sportif dans la ZAC des Grisettes Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite dans le cadre de sa politique sportive de proximité, aménager un terrain multisports dans la nouvelle ZAC des Grisettes, sur l'Agriparc du Mas Nouguier et proche de l'Ecole Beethoven.

Ce projet porté par le Conseil de quartier Croix d'Argent est un équipement de type multisports de 12 m x 24 m constitué d'une zone clôturée destinée à la pratique des jeux de ballons.

Cet espace s'insère dans l'aménagement d'un parking végétalisé et d'un accès piétons sécurisé.

Ainsi, pour mener à bien cette opération, il est nécessaire de déposer un dossier de déclaration préalable de travaux.

Le montant des travaux s'élève à 90 000 € TTC.



En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'aménagement du plateau sportif dans la ZAC des Grisettes ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer et déposer la déclaration préalable des travaux par les services compétents ;
- De dire que la dépense est inscrite au budget 2017, chapitre 908 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 24 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du jeudi 23 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Ecologie urbaine

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Clare HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

#### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Patrick VIGNAL.

## PARC ZOOLOGIQUE DE LUNARET

### Adhésion à l'association Lewa Wildlife Conservancy pour l'exercice 2018

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Directive européenne 1999/22/CE du 29 mars 1999 appelée « Directive zoo » transposée dans l'Arrêté ministériel du 25 mars 2004, chapitre 6, article 53, rappelle la nécessité pour les parcs zoologiques de jouer convenablement leur rôle en matière de conservation des espèces menacées, de sensibilisation du public et de recherche scientifique.

Ainsi, les zoos sont encouragés non seulement à participer aux programmes d'élevage en captivité d'espèces menacées mais aussi à soutenir concrètement, scientifiquement et financièrement les projets de protection des espèces menacées dans leur habitat naturel au sein de leur pays d'origine ; on parle alors de conservation « in situ ».

La ville n'étant pas en mesure d'organiser et de financer ce type de projets en son nom propre, l'intermédiaire d'associations expérimentées et reconnues en la matière est une bonne alternative.

L'adhésion à l'association Lewa Wildlife Conservancy est par ailleurs une reconnaissance de la qualité et de l'implication du Parc de Lunaret dans sa mission de conservation et de recherche scientifique.

C'est pourquoi, il est proposé d'adhérer à l'association Lewa Wildlife Conservancy (<http://www.lewa.org/>) afin d'étendre le champ d'action et la notoriété du Parc de Lunaret.

Association Lewa Wildlife Conservancy

Créée en 1995 au Kenya, Lewa Wildlife Conservancy est une organisation non-gouvernementale internationalement reconnue dans ses démarches de conservation de faune (rhinocéros, zèbres de Grévy, éléphants, etc) et de leurs milieux de vie : protection et gestion des espèces animales menacées mais aussi initiation et soutien des programmes communautaires de conservation, de développement et d'éducation auprès des communautés locales. Cette ONG leur offre la possibilité de maintenir leur mode de vie traditionnel dans un contexte moderne et durable grâce à des initiatives progressives de pâturage et de foresterie. Pour les familles vivant sur ses frontières, Lewa Wildlife Conservancy offre de meilleurs moyens de subsistance grâce à ses programmes d'éducation des adultes et de microcrédit, à des projets d'eau gérés par la communauté et à l'accès aux soins de santé dans ses quatre cliniques. Pour des milliers d'enfants dans les écoles locales, Lewa Wildlife Conservancy ouvre des portes à un avenir avec plus de choix que les générations précédentes.

Le projet de conservation des zèbres de Grévy géré par Lewa Wildlife Conservancy en partenariat avec Marwell Wildlife, The Grevy's Zebra Trust et le Zoo d'Al Ain, représente quelques 300 zèbres, soit environ 11% de la population sauvage mondiale restante en Afrique de l'Est de cette espèce emblématique, la plus grande parmi les zèbres des plaines. La conservation de cette sous-population est critique car seule survivante en zone protégée.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'adhérer à l'association Lewa Wildlife Conservancy ;
- De désigner Monsieur le Maire en qualité de représentant de la Ville de Montpellier au sein de cette association avec la faculté de se faire représenter par un Adjoint délégué ;
- D'accepter le versement de cotisations à cette association pour un montant total de 1500€ ;
- D'imputer cette dépense sur le budget de la Ville –Direction Parc de Lunaret- chapitre 933.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 24 novembre 2017**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
jeudi 23 novembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Culture**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Clare HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

**Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Patrick VIGNAL.

**Convention de partenariat  
Projeté - Architecture et Cinéma -  
Entre la Direction  
Régionale des Affaires Culturelles Occitanie  
L'École Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier,  
L'Ordre Régional des Architectes Occitanie,  
La Maison de l'Architecture Languedoc-Roussillon,  
La Ville de Montpellier**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Créé à l'initiative de la Maison de l'Architecture (MaLR) à l'automne 2011 « projeté – architecture et cinéma » est un cycle de conférences et projections dédiées aux liens entre architecture et cinéma. L'opération se déroule au Cinéma municipal Nestor Burma ainsi qu'à l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier.

Ce cycle a été reconduit chaque année compte tenu de la qualité de la programmation et du succès rencontré. Les partenaires souhaitent renouveler cette expérience autour d'une septième saison qui explorerait cette fois-ci le thème des « voisins ». Montrer au public montpelliérain la nature du lien qui rapproche la matière même de la conception du projet architectural et du projet cinématographique, faire émerger les corrélations

étroites entre architecture et cinéma et éveiller au regard des praticiens vis-à-vis de l'autre discipline sont des objectifs artistiques qui viennent compléter la volonté de proposer des rendez-vous accessibles à tous les publics : citoyens, étudiants, professionnels, amateurs.

Cette année le cycle est donc composé de trois rencontres faisant place à des discussions entre professionnels et publics et des projections de films au Cinéma municipal Nestor Burma et à l'ENSAM. Il est précédé par une séance d'ouverture en plein-air.

Un tarif spécifique de 3,50 € s'appliquera aux séances se déroulant au cinéma Nestor Burma.

« Projeté architecture et Cinéma 2017-2018 » réunit par convention la Ville de Montpellier, la Direction Régionale des Affaires Culturelles, la Maison de l'Architecture du Languedoc-Roussillon, l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier, ainsi que l'Ordre régional des Architectes Occitanie.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver le principe de ce partenariat et le principe de la manifestation « *projeté architecture & cinéma*—cycle 2017-2018 »;
- d'approuver la convention de partenariat pluripartite annexée à la présente délibération ;
- d'inscrire le tarif de 3,50 € pour les séances « *projeté architecture et cinéma* » dans la grille des tarifs municipaux pour l'année 2018 ;
- d'autoriser Monsieur Le Maire, ou Madame l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

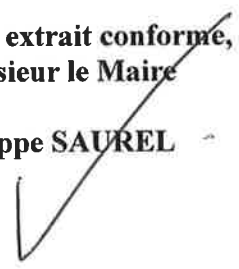
Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 24 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de partenariat

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
jeudi 23 novembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Claire HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

**Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Patrick VIGNAL.

**Actualisation des représentations dans les organismes extérieurs - Désignations de  
nouveaux représentants de la Ville de Montpellier**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Il est proposé d'actualiser la liste des représentations dans l'organisme extérieur suivant :

- Université de Montpellier - Conseil d'UFR de la Fac des Sciences Pharmaceutiques et Biologiques

Compte-tenu de la modification des statuts de l'Office du Tourisme et des Congrès de Montpellier Méditerranée Métropole, Montpellier Méditerranée Métropole s'est substituée à la Ville de Montpellier pour sa représentation au sein du Conseil d'administration. La présente délibération annule donc les représentations des élus de la Ville de Montpellier dans cette instance, et notamment les dispositions de la délibération n° V2017/331.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De procéder à cette désignation ;
- D'annuler l'élection des représentants de la Ville de Montpellier au sein de l'Office du Tourisme et des Congrès de Montpellier Méditerranée Métropole.

***Ont été élues : Mesdames Séverine SCUDIER (titulaire) et Maud BODKIN (suppléante)***

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 24 novembre 2017**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du jeudi 23 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

### **Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Clare HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

### **Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Patrick VIGNAL.

## **Transmission électronique des documents budgétaires au contrôle de légalité Autorisation de signer l'avenant n° 2 à la convention de télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité ou à une obligation de transmission au représentant de l'Etat**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération n° 2009/283 du Conseil municipal du 22 juin 2009, la Ville de Montpellier et la Préfecture de l'Hérault ont conclu une convention de télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité.

Un avenant n° 1 à cette convention avait été conclu dans le cadre du changement de tiers de télétransmission agréé exploitant le dispositif homologué de transmission des actes de la collectivité soumis au contrôle de légalité.

L'article 107 III de la loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République prévoit que :

*« Dans un délai de cinq ans suivant la promulgation de la présente loi, les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de plus de 50 000 habitants transmettent au représentant de l'Etat leurs documents budgétaires par voie numérique, selon des modalités fixées par décret. »*

Le décret n° 2016-475 du 15 avril 2016, codifié à l'article D1612-15-1 du CGCT, relatif aux modalités de transmission par voie électronique des documents budgétaires explicite cette obligation.

Afin de prendre en compte les évolutions législatives, le présent avenant n° 2 s'inscrit dans cette démarche de dématérialisation des documents budgétaires en permettant une télétransmission sécurisée et rapide desdits documents en Préfecture.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer l'avenant n° 2 à la convention de télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 24 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant n° 2

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
jeudi 23 novembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Clare HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

**Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Patrick VIGNAL.

**Admission en non valeur  
Exercice 2017**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Madame la Trésorière Municipale a transmis à l'ordonnateur l'état des titres qui s'avèrent irrécouvrables. La Ville, après analyse, donne suite à cette demande pour un montant total de :

- 958 429.13 € acceptés en non-valeur (la liste des titres est annexée à la présente délibération). Il s'agit des titres correspondant aux exercices de 1999 à 2013.
- 6 734.09 € acceptés en créances éteintes (la liste des titres est annexée à la présente délibération). Il s'agit des titres correspondant aux exercices 2011 à 2016.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- De donner suite à la proposition de la Trésorière Municipale pour un montant de 958 429.13 € pour les admissions en non-valeur et de 6 734.09 € pour les créances éteintes, dont les listes sont jointes à la présente délibération et le montant prévu au budget 2017 au chapitre 931.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 0 voix

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publiée le : 24 novembre 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Non valeur
- Créances éteintes

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 23 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le vingt trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Finances, Administration générale, Affaires juridiques, Patrimoine

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Clare HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

#### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Alex LARUE, Patrick VIGNAL.

## Attributions de subventions - Exercice 2017

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

#### o Dans le cadre de la thématique **SOCIAL**:

##### - SOLIDARITE

Code	Structure	Type	Montant
4279	J'OSE LIRE ET CLAIR DE PLUME	Fonctionnement	1 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21497, nature 6574, chapitre 925

##### - HANDICAP

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
697	APSH 34 - ASSOCIATION	Projet	CAP EMPLOI-	2 200 €

	POUR PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP		SALON HANDIJOB 2017	
705	ASSOCIATION GENERALE DES SOURDS DE MONTPELLIER	Projet	CONFERENCE A THEME DIVERS : ACCESSIBILITE, HANDICAPS, SENSIBILISATION, SANTE, LOIS...	600 €
1936	ROULE NATURE	Fonctionnement		750 €
5974	CAP'A CITE	Fonctionnement		2 000 €
	ASSOCIATION REGIONALE DES ESAT DU LANGUEDOC ROUSSILON	Projet	STRATEGIE DE COMMUNICATION DE L'ARESAT-LR	500 €
	INFORMATION ET RECHERCHE SUR LA RETINITE PIGMENTAIRE IRRP	Projet	MARCHE NATIONALE POUR LA VUE	500 €
<b>TOTAL</b>				<b>6 550 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédit 21496, nature 6574, chapitre 925

o Dans le cadre de la thématique **SANTE**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
233	MA VIE	Projet	TRICYCLE	1 500 €
233	MA VIE	Projet	MARCHE MEDITERRANEENNE	1 500 €
2577	COMITE FRANCE PARKINSON DE L'HERAULT	Projet	THEÂTRE	1 000 €
5627	ASSOCIATION TOM	Projet	MONTPELLIER SAUVE DES VIES	11 250 €
<b>TOTAL</b>				<b>15 250 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédit 17563, nature 6574, chapitre 925

o Dans le cadre de la thématique **REUSSITE EDUCATIVE** :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
551	OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE DE L'HERAULT	Projet	CLASSES ROUSSES	26 637 €
1110	ASSOCIATION ODETTE LOUISE	Projet	BOITE A LIRE ET LECTURES CONTEES	750 €
4967	ZIGZAGS ARBATZ ET COMPAGNIE	Projet	LA BRIGADE D'INTERVENTIONS	1 400 €

			POETIQUES (BIP) DES ENFANTS	
<b>TOTAL</b>				<b>28 787 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédit 1495, nature 6574, chapitre 922

o Dans le cadre de la thématique **JEUNESSE & SPORTS**:

- **SPORTS**

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
950	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE UNIVERSITE CLUB NATATION	Projet	CHAMPIONNAT DE France DE NATATION	25 000 €
4619	MINI BOLIDE MONTPELLIERAIN	Fonctionnement		500 €
<b>TOTAL</b>				<b>25 500 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédit 25722, nature 6574, chapitre 924

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 77 087 €;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 24 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention fonctionnement type
- Convention projet type
- Lettre d'engagement type

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 23 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le vingt trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Clare HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Alex LARUE, Patrick VIGNAL.

## Garantie d'emprunt - Ville de Montpellier/SA3M - Opération Renouvellement Urbain LA POMPIGNANE 700 K€ La Banque Postale - Exercice 2017

Monsieur Max LEVITA rapporte :

Dans le cadre de l'opération Renouvellement Urbain du quartier la Pompignane, confiée par la Ville de Montpellier à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole, la SA3M souhaite réaliser un emprunt de 700 000 € pour financer le portage financier de cette opération importante pour le développement de la Ville de Montpellier.

Aussi la SA3M a obtenu auprès de la banque postale, l'emprunt suivant :

- o Montant : 700 000 €
- o Durée totale : 7 ans et 1 mois
- o Périodicité des échéances : Trimestrielle
- o Taux : 0,59%
- o Amortissement personnalisé
- o Garantie de la Ville de Montpellier : 80%
- o Indemnité actuarielle en cas de remboursement anticipé
- o Objet du prêt : Financement du réaménagement du quartier de la Pompignane

La garantie de la Ville est proposée à hauteur de 80 % des montants contractés. Cette garantie est accordée

pour la durée totale du prêt à hauteur de 560 000 €.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Banque Postale, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Le Conseil municipal s'engage pendant toute la durée du Contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'accorder le cautionnement solidaire de la Ville à hauteur de 80 % de l'emprunt que la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) va contracter auprès de la Banque postale à hauteur de 560 000 € de garantie, aux conditions précisées ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 59 voix

Contre : 2 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL.**



**Publiée le : 24 novembre 2017**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du jeudi 23 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

### **Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Clare HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

### **Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Patricia MIRALLES, Patrick VIGNAL.

## **Autorisation d'une création de filiale par la société TaM pour la gestion de la Délégation de Service public relative au stationnement sur voirie**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération n° V2017/313 du 03 novembre 2017, la Ville de Montpellier a choisi la société TaM pour l'exploitation de la délégation de service public du stationnement sur voirie à compter du 01 janvier 2018.

En outre, afin de faciliter le contrôle, notamment financier, de la Ville sur son délégataire, le contrat de délégation de service public impose la création par le délégataire d'une société dédiée dont l'objet social sera exclusivement réservé à l'exécution du contrat.

TaM étant une société d'économie mixte, la création d'une filiale est soumise à l'accord de ses principaux actionnaires, dont la Ville qui détient 9,11% du capital.

Il est donc proposé d'autoriser TaM à créer la filiale demandée et de mandater expressément à cet effet l'administrateur de la Ville au sein de ses instances dirigeantes.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser la création par TaM d'une filiale dédiée à l'exploitation de la DSP stationnement sur voirie et de

mandater expressément l'administrateur de TaM à cet effet ;

- d'approuver le projet de statuts de la société dédiée annexé à cette délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 8 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 24 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projets statuts

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
jeudi 23 novembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Clare HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

**Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Patricia MIRALLES, Patrick VIGNAL.

## **Mise à disposition de salles à tarif réduit ou gratuit**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier met à disposition chaque année des salles municipales pour un grand nombre d'associations. Le Conseil municipal du 15 décembre 2016 a validé lors de sa séance une grille tarifaire pour la mise à disposition de celles-ci, et il lui appartient de se prononcer au cas par cas sur les aspects financiers liés à ces occupations.

La délibération du 15 décembre 2016 prévoit :

- La gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire (sous réserve de justification de partenariat avec des associations caritatives ou humanitaires) et pour les structures locales des organisations syndicales représentatives de la collectivité.
- Un demi-tarif pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et entraînant des recettes.
- Un forfait de base pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et les établissements publics ou assimilés n'entraînant pas des recettes.

Il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur la gratuité ou le tarif réduit pour les associations, structures ou demandeurs privés dans le cadre de la délibération du 15 décembre 2016 ou hors de ce cadre.

Cette occupation à titre gratuit ou à tarif réduit constitue toutefois une redevance en nature, qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes du bénéficiaire que dans le budget de la Ville.

A cet effet, le tableau ci-après indique le nom du demandeur, la salle, la date de mise à disposition et le montant valorisable de cette mise à disposition pour 106 structures, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 266 893,50 €.

Date	Ressource	Organisme	Tarif de la salle	Tarif appliqué	Valorisation
25/08/2017	SALLE PETRARQUE	Chemin des Cimes	610,00	30,50	579,50
26/08/2017	Salle Jules PAGEZY	Chemin des Cimes	1630,00	51,00	1579,00
09/09/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Greenpeace France	450,00	30,50	419,50
14/09/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Le Barricade	315,00	30,50	284,50
15/09/2017	Salle Jules PAGEZY	IPESAA	1630,00	51,00	1579,00
15/09/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	UFC Que Choisir	450,00	30,50	419,50
16/09/2017	SALON DU BELVEDERE	association LOLA PRODUCT	315,00	157,50	157,50
19/09/2017	Salle Jules PAGEZY	Kiosc - Unis-Cité	1630,00	51,00	1579,00
23/09/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	SCIC Autour.com	450,00	30,50	419,50
26/09 et du 2/10 /17 au 23/05/2018 soit 135 jours	SALLE PETRARQUE	Université du Tiers Temps	82350,00	4117,50	78232,50
28/09/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Les Amis du Monde Diplomatique	315,00	30,50	284,50
30/09/2017	Salle Jules PAGEZY	Institut Confucius	1630,00	51,00	1579,00
03/10/2017	SALLE PETRARQUE	Carbone 14	610,00	30,50	579,50
03/10/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Rencontres Marx	315,00	30,50	284,50
04/10/2017	SALON DU BELVEDERE	JEUNE CHAMBRE ECONOMIQUE DE MONTPELLIER	315,00	30,50	284,50
06/10/2017	SALLE PETRARQUE	Impulsion	610,00	305,00	305,00
07/10/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Association "Petits et Grands"	450,00	225,00	225,00
07/10/2017	Salle Jules PAGEZY	DMF34	1630,00	51,00	1579,00
09/10/2017	SALON DU BELVEDERE	Les Amis du Monde Diplomatique	315,00	30,50	284,50
10/10/2017	CENTRE RABELAIS	CHU DE MONTPELLIER	1325,00	662,50	662,50
12/10/2017	SALON DU BELVEDERE	Secours Catholique	315,00	0,00	315,00
13/10/2017	SALLE PETRARQUE	Association Jazz à Tous les étages	610,00	30,50	579,50
14/10/2017	SALLE PETRARQUE	Association montpelliéraine pour un judaïsme humaniste et laïque	610,00	30,50	579,50
14/10/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Cercle Occitan de Montpellier	450,00	225,00	225,00
14/10/2017	SALLE DES RENCONTRES	Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés	2750,00	51,00	2699,00
15/10/2017	Salle Jules PAGEZY	Information recherche rétinite pigmentaire	2000,00	0,00	2000,00
16/10/2017	CENTRE RABELAIS	Association KAINA	1325,00	51,00	1274,00
17/10/2017; 23/01 et 14/02/2018	Salle Guillaume de Nogaret	Happy Planet Days	945,00	472,50	472,50
17/10/2017	SALLE DES RENCONTRES	Société d'Entraide des Membres de la Légion d'Honneur	2750,00	51,00	2699,00
19/10/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Association Franco-Colombienne Montpellier 2	315,00	30,50	284,50
19/10/2017	SALLE PETRARQUE	ISADORA	610,00	30,50	579,50
20/10/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Association Franco-Colombienne Montpellier 2	450,00	30,50	419,50
21/10/2017	SALON DU BELVEDERE	Association des Sénégalais de l'Hérault	315,00	30,50	284,50
21/10/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Association Nationale le Refuge Délégation Montpellier	450,00	30,50	419,50
27/10/2017	SALLE PETRARQUE	Casa Amadis Asso Culturelle de Langue Portugaise de Montpellier	610,00	30,50	579,50
06/11/2017; 05/03 et 14/05/2018	SALLE PETRARQUE	Association des Officiers de Réserve de la Marine Nationale	1830,00	91,50	1738,50
06/11/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Etoile Solidaire	450,00	30,50	419,50
21/09, 12/10, 09/11, 07/12/2017, 11/01, 08/02, 08/03, 12/04, 03/05, 07/06/2018	SALLE PETRARQUE	SOCIETE DES POETES FRANCAIS	6100,00	305,00	5795,00

09/11/2017	SALON DU BELVEDERE	SOLIDARITE HOMEOPATHIE	315,00	0,00	315,00
09/11/2017	Salle Jules PAGEZY	Théâvida	1630,00	51,00	1579,00
06/10, 09/11, 15/12/2017, 12/01, 09/02, 09/03, 13/04, 3/05, 04/05/2018	CENTRE RABELAIS	Université du Tiers Temps	11925,00	459,00	11466,00
10/11/2017	Salle Jules PAGEZY	Salon de l'Ecologie	1630,00	51,00	1579,00
11/11/2017	Salle Jules PAGEZY	Association Des Z'aides	1630,00	0,00	1630,00
12/11/2017	SALLE PETRARQUE	Association pour le Développement des Soins Palliatifs	1220,00	61,00	1159,00
14/11/2017	Salle Guillaume de Nogaret	ADMR Montpellier Est	315,00	30,50	284,50
14/11/2017	SALON DU BELVEDERE	Collectif Handicap	315,00	30,50	284,50
15/11/2017	SALLE PETRARQUE	Association Condorcet pour l'innovation Manager	610,00	30,50	579,50
15/11/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Compagnie des Experts près de la Cour Administrative d'Appel de Marseille	315,00	30,50	284,50
16/11/2017	SALLE PETRARQUE	Réseau 34 Addictologie	610,00	30,50	579,50
17/11/2017	Salle Jules PAGEZY	DIS-LALIE	1630,00	51,00	1579,00
17/11 et 08/12/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Le Clos de la Fontaine	900,00	61,00	839,00
18/11/2017	SALON DU BELVEDERE	Association Corée'graphie	315,00	30,50	284,50
18/11/2017	Salle Jules PAGEZY	Eglise Protestante Malgache en France	1630,00	51,00	1579,00
18/11/2017	SALLE DES RENCONTRES	Ladles Circle Montpellier	2750,00	0,00	2750,00
20/11/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	BGE	450,00	30,50	419,50
21/11/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Agence régionale de la santé	450,00	30,50	419,50
21/11/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Institut Carnot Chimie Balard Cirimat	315,00	30,50	284,50
22/11/2017	SALLE PETRARQUE	AVF Montpellier (Accueil des Villes Françaises Montpellier)	610,00	30,50	579,50
22/11/2017, 06/02, 10/04, 05/06/2018	Salle Guillaume de Nogaret	Famille Santé Prévention	1260,00	630,00	630,00
23 et 27/11; 07 et 14/12/2017; 04, 11 et 18/01; 01, 08, 15 et 19/02; 05, 12, 15, 22 et 29/03; 5 et 12/04/2018	CENTRE RABELAIS	CINE CLUB JEAN VIGO	28530,00	14265,00	14265,00
23/11/2017	Salle Jules PAGEZY	En Mouvence	1630,00	51,00	1579,00
23/11/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Mouvement Français pour le Planning Familial	315,00	30,50	284,50
23/11/2017	SALLE PETRARQUE	UNAFAM 34	610,00	30,50	579,50
24/11/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Collège National des Experts Architectes Français	315,00	157,50	157,50
24/11/2017	SALLE DES RENCONTRES	Gendarmerie de Montpellier	3260,00	0,00	3260,00
24/11/2017	SALLE PETRARQUE	SOS PREMA	610,00	0,00	610,00
24/11/2017	CENTRE RABELAIS	COMPAGNIE DU CAPITAINE	1325,00	662,50	662,50
25/11/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Association Amicale du Liban	315,00	157,50	157,50
25/11/2017	SALON DU BELVEDERE	Association MALAKURDA	315,00	157,50	157,50
25/11/2017	Salle Jules PAGEZY	Identités et Partage	1630,00	815,00	815,00
28/11/2017	SALLE PETRARQUE	AGROPOLIS INTERNATIONAL	610,00	30,50	579,50
28/11/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Les Amis du Monde Diplomatique	450,00	30,50	419,50
29/11/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Maison des Tiers Mondes Solidarité Internationale	450,00	0,00	450,00
08 et 22/08/2017	SALLE PETRARQUE	A portée d'Arts	1220,00	61,00	1159,00
06, 07 et 08/10/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Papot Croix	1240,00	493,00	747,00
07 et 08/10/2017	CENTRE RABELAIS	Association So Bollywood	3325,00	764,50	2560,50
08 et 09 /09/2017	Salle Jules PAGEZY	Sérénipité et Spiritualité	3260,00	102,00	3158,00
08,09 et 10/11/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Société chimique de France-division Chimie du Solide	945,00	91,50	853,50
09, 10, 11 et 12/10/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre	1260,00	122,00	1138,00
11,12 et 13/10/2017	SALLE DES RENCONTRES	CNIPSY 2017	9270,00	153,00	9117,00
12, 13, 14, 15, 18/09/2017	SALLE PETRARQUE	Association Montpelliéraine Universitaire Culture et Sport	3050,00	152,50	2897,50
13, 14, 15/10/2017	Salle Guillaume de Nogaret	A terre d'aïles	1240,00	493,00	747,00
14 et 15/11/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Etablissement Français du Sang	900,00	0,00	900,00
14 et 30/11/2017	SALLE PETRARQUE	Maison de Heidelberg	1220,00	61,00	1159,00
16 et 17/09/2017	Salle Jules PAGEZY	Secours Populaire Français Montpellier	3260,00	0,00	3260,00
16 et 17/11/2017	CENTRE RABELAIS	Académie des Sciences et des Lettres de Montpellier	2650,00	102,00	2548,00
17, 18 et 19/11/2017	SALLE PETRARQUE	Association SQUEEZE	2440,00	396,50	2043,50



17, 18 et 19/11/2017	Salle Guillaume de Nogaret	FIERTE MONTPELLIER TIGNES PRIDE	1240,00	122,00	1118,00
18 et 19/10/2017	Salle Jules PAGEZY	Comider Comité pour le Développement de l'Economie Régionale	3260,00	102,00	3158,00
20 au 28/10/2017	CENTRE RABELAIS	Festival International du Cinéma Méditerranéen de Montpellier	12600,00	6300,00	6300,00
19, 20 et 21/09/2017	CENTRE RABELAIS	AFPEN	3975,00	153,00	3822,00
20 et 21/10/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Université Paul Valéry	630,00	315,00	315,00
20, 21 et 22/10/2017	Salle Jules PAGEZY	Rotaract Club de Montpellier	5260,00	0,00	5260,00
20, 29 et 30/09/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Communauté Juive Libérale de Montpellier	315,00	30,50	284,50
21 et 22/09/2017	SALLE DES RENCONTRES	AFPEN	6520,00	1681,00	4839,00
21 et 30/11/2017	CENTRE RABELAIS	Maison des Tiers Mondes Solidarité Internationale	2650,00	0,00	2650,00
22, 23 et 24/09/2017	Salle Jules PAGEZY	La Nouvelle Guinguette	5260,00	917,00	4343,00
23 et 24/09/2017	CENTRE RABELAIS	Collège des humanités	3325,00	1662,50	1662,50
23 et 31/10; 29/11/2017	SALLE PETRARQUE	INSTITUT MAIMONIDE	1830,00	91,50	1738,50
26/09 et 13/10/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	INSET	900,00	61,00	839,00
27, 28, 29/10/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Secours Populaire Français (Antenne Pompignane)	945,00	0,00	945,00
27, 28, 29, 30/09 et 1er/10/2017	SALLE PETRARQUE	Festival international du Film de voyage et d'aventure de Montpellier	3660,00	183,00	3477,00
27/08; 01/10; 05/11; 03/12/2017; 14/01; 04/02; 04/03; 08/04; 06/05; 16 et 17/06/2018	Salle Jules PAGEZY	MONTPELLIER POKER	21630,00	1071,00	20559,00
28, 29, 30/09 et 1er/10/2017	CENTRE RABELAIS	Festival international du Film de voyage et d'aventure de Montpellier	5975,00	3688,50	2286,50
du 04 au 11/09/2017	SALLE PETRARQUE	Cellanova.Org	5490,00	1098,00	4392,00
du 13, 14 et 15 /09/2017	SALON DU BELVEDERE	Université Paul Valéry	945,00	91,50	853,50
			<b>313110,00</b>	<b>46216,50</b>	<b>266893,50</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:**

- D'approuver le tableau précisant les structures bénéficiaires de mise à disposition de salles municipales à titre gratuit ou à tarif réduit ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 45 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 24 novembre 2017**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
jeudi 23 novembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Clare HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

**Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Patricia MIRALLES, Patrick VIGNAL.

**Mise à disposition d'un local associatif situé 111 rue Camille Desmoulins à  
Montpellier - Autorisation de signer la convention d'occupation du domaine privé  
- Approbation du loyer minoré**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, la Ville de Montpellier souhaite poursuivre son action auprès des acteurs associatifs de la Ville en signant une convention à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2017 jusqu'au 31 décembre 2018 avec l'association « Pour toutes ».

Cette association très impliquée dans le quartier, propose aux femmes de la Cité Paul Valéry diverses activités, ateliers (couture, cuisine..) et sorties culturelles.

Au vu de l'intérêt communal attaché à cette structure, un loyer minoré lui sera proposé. Ce loyer minoré constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association concernée :

Nom de l'association	Adresse	Valeur locative annuelle	Montant du loyer minoré	Montant subvention
Pour toutes	111 rue Camille Desmoulins	9 680, 00 €	35, 00 €	9 645, 00 €

**En conséquence, il est donc proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la convention de location jointe en annexe ;
- D'approuver le loyer minoré proposé à l'association « Pour toutes » et de porter au compte administratif de la Ville et de l'association le montant de l'aide en nature pour la somme de 9 645 euros ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 24 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du jeudi 23 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le vingt trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Clare HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Patricia MIRALLES, Patrick VIGNAL.

## Mise à disposition d'un local associatif situé 27 rue Jean Paul Biscay à Montpellier - Autorisation de signer la convention d'occupation du domaine privé - Approbation du loyer minoré

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, la Ville de Montpellier souhaite poursuivre son action auprès des acteurs associatifs de la Ville en signant une convention à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2017 jusqu'au 31 décembre 2018 avec le comité associatif de la Rauze Sayssset.

Au vu de l'intérêt communal attaché à cette structure, un loyer minoré lui sera proposé. Ce loyer minoré constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association concernée :

Nom de l'association	Adresse	Valeur locative annuelle	Montant du loyer minoré	Montant subvention
Comité associatif de la Rauze Sayssset	27 rue Jean-Pierre Biscay 34070 Montpellier	9 900, 00 €	35, 00 €	9 865, 00 €

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la convention de location jointe en annexe ;
- D'approuver le loyer minoré proposé au « Comité Associatif de la Rauze Sayssset » et de porter au compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association le montant de l'aide en nature pour la somme de 9 865 euros ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 24 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
jeudi 23 novembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Clare HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

**Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Patricia MIRALLES, Patrick VIGNAL.

**Avenant n°1 concernant la délibération n°V2017-142 du 18 mai 2017 relative à la  
mise en place d'une convention constitutive de  
groupement de commandes permanent entre Montpellier Méditerranée  
Métropole et la Ville de Montpellier - Prestations de communication**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La direction de la communication est mutualisée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole depuis le 1er mars 2017 dans un souci d'économies et pour permettre une réalisation optimale des missions de la Direction.

Dans ce cadre, a été constitué entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier un groupement de commandes permanent régi par les dispositions de l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23/07/2015.

Considérant qu'il y a lieu de lancer une nouvelle consultation non listée dans la convention de groupement de commandes permanent concernant la fabrication, la pose et la dépose de supports de communication, il est proposé de conclure un avenant à la convention initiale.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser la signature de l'avenant à la convention de groupement de commandes permanent de la direction de la communication concernant l'ajout d'une nouvelle consultation pour le pavoisement.
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la ville Montpellier, chapitres 930, 933, 936 et 937.
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer cet avenant et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 24 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- avenant n° 1 convention groupementcommandes permanent.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
jeudi 23 novembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Clare HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

**Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Patricia MIRALLES, Patrick VIGNAL.

**Convention de groupement de commandes publiques entre la Ville de Montpellier,  
le CCAS de la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ayant  
pour coordonnateur la Ville de Montpellier**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La volonté de rationaliser les achats, et surtout de pouvoir réaliser des économies d'échelle enjoignent les collectivités, dans la mesure du possible, à se regrouper dans le cadre de groupement de commandes. Dans cette perspective, permanente, de recherche de sources d'économie le droit des marchés publics permet le regroupement des entités publiques afin d'effectuer des achats performants sur divers secteurs de l'économie.

Le souhait, en l'espèce, de la Ville de Montpellier, du CCAS et de Montpellier Méditerranée Métropole se traduit par la volonté de mettre en place un groupement de commandes dans le cadre de la passation de deux marchés d'assistance à maîtrise d'ouvrage : « Mise en œuvre d'un schéma directeur informatique » et « Mise en œuvre d'une politique générale de sécurité des systèmes d'information ».

La présente convention a pour objet de créer, entre la Ville de Montpellier, le CCAS de la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, un groupement de commandes régi par les dispositions de l'article 28 de l'Ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, groupement relatif à la passation de deux marchés d'assistance à maîtrise d'ouvrage : « Mise en œuvre d'un schéma directeur informatique » et « Mise en œuvre d'une politique générale de sécurité des systèmes d'information ».

», au terme de deux procédures de consultation distinctes mais lancées en commun pour le compte des membres du groupement.

La convention prend effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement jusqu'à la date d'expiration de chaque marché, périodes de reconductions éventuelles comprises.

La Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement. Chaque collectivité sera en charge de la bonne exécution des marchés pour ce qui la concerne.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre Communal d'Action Sociale ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer la convention de groupement de commandes et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 24 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
jeudi 23 novembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Clare HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

**Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Patricia MIRALLES, Patrick VIGNAL.

**Délibération relative à l'abrogation de la convention générale de groupement de  
commandes relatif aux équipements et prestations informatiques entre la Ville de  
Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre Communal  
d'Action Sociale**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération n° 2017 / 58 en date du 23 février 2017 la Ville de Montpellier a approuvé une Convention générale de groupement de commandes relatif aux équipements et prestations informatiques entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre Communal d'Action Sociale. Dans ce cadre, la Ville de Montpellier a été désignée coordonnateur de ce groupement.

Cependant, ce groupement de commandes, par son caractère trop généraliste, ne permet pas, d'une part, à ses membres de s'associer, au cas par cas, en fonction de la nature de l'achat et de l'opportunité de se grouper, et d'autre part, à Montpellier Méditerranée Métropole de porter, en tant que coordonnateur, un ou plusieurs groupements d'achat de matériel ou de prestations informatiques avec d'autres communes membres de la Métropole.

Il est donc nécessaire que l'ensemble des membres du groupement d'achat s'engage à acter, selon les formes propres au fonctionnement de leur institution (délibération ou décision) qu'il convient de mettre un terme à ce groupement généraliste.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'abroger la convention générale de groupement de commandes relatif aux équipements et prestations informatiques entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre Communal d'Action Sociale approuvée par délibération du Conseil Municipal n° 2017 / 58 du 23 février 2017 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 24 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du jeudi 23 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Ressources humaines

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Clare HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

#### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Patricia MIRALLES, Patrick VIGNAL.

## Mise à disposition d'un agent de catégorie A de Montpellier Méditerranée Métropole auprès du Département Urbanisme et Aménagement de la Ville de Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Afin d'apporter un soutien sur les projets d'architecture en lien avec la Direction de l'Urbanisme Opérationnel, il est proposé la mise à disposition à 100 % d'un agent de catégorie A, relevant du cadre d'emplois des Ingénieurs territoriaux, par Montpellier Méditerranée Métropole auprès du Département Urbanisme et Aménagement de la Ville de Montpellier.

Dans le cadre de ses missions, l'agent mis à disposition sera chargé d'apporter une expertise dans l'instruction des dossiers en cours et un conseil auprès des différents partenaires internes et externes sur les projets d'architecture en cours de montage dans le respect de la réglementation.

La mise à disposition sera effective à compter 1<sup>er</sup> novembre 2017 pour une durée de deux mois, soit jusqu'au 31 décembre 2017.

Conformément à l'article 2 du décret 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux, la mise à disposi-

tion s'effectue à titre onéreux. La Ville de Montpellier rembourse à Montpellier Méditerranée Métropole la rémunération de l'agent mis à disposition, ainsi que les cotisations et contributions afférentes.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la mise à disposition de cet agent de catégorie A de Montpellier Méditerranée Métropole auprès du Département Urbanisme et Aménagement de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser le prélèvement de la dépense correspondante sur le budget de la Ville, tous chapitres ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de mise à disposition entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 24 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du  
jeudi 23 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le vingt trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Ressources humaines**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Clère HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

**Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Patricia MIRALLES, Patrick VIGNAL.

## Modification du tableau des effectifs

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

**I) Modification du tableau des effectifs :**

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier pour tenir compte des besoins de la collectivité :

**Créations de postes :**

Filière Administrative :

Adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe : Création de trois postes

Adjoint administratif principal de 1<sup>ère</sup> classe: Création d'un poste

Rédacteur : création d'un poste

Rédacteur principal de 1<sup>ère</sup> classe : création d'un poste

Attaché principal : création d'un poste

Attaché hors classe : création d'un poste

Filière Technique :

Adjoint technique principal de 2ème classe : création de neuf postes  
Adjoint technique principal de 1ère classe : création de trois postes  
Agent de maîtrise : création de deux postes  
Agent de maîtrise principal : création de quatre postes  
Technicien principal de 2ème classe : création d'un poste  
Technicien principal de 1ère classe : création d'un poste  
Ingénieur : création d'un poste

Filière Animation :

Adjoint d'animation principal de 2ème classe : création d'un poste  
Animateur : création d'un poste

Filière Culturelle :

Adjoint du patrimoine principal de 1ère classe : création d'un poste

Filière Médico-sociale :

ATSEM principal de 1ère classe : création de trois postes  
Auxiliaire de puériculture principal de 1ère classe : création de neuf postes

Filière Sécurité :

Brigadier-chef principal : création de six postes  
Chef de service de PM de 2ème classe : création d'un poste

**Suppressions de postes : sous réserve de l'avis du Comité Technique du 23 Novembre 2017**

Filière Administrative :

Adjoint administratif : suppression de deux postes dont une dans le cadre de la mutualisation d'un poste au sein du service de l'assemblée

Filière Technique :

Adjoint technique : suppression de deux postes  
Technicien principal de 2ème classe : suppression d'un poste

Filière Animation :

Adjoint d'animation : suppression d'un poste

**II) Ouverture de poste à un agent contractuel :**

Un poste d'Attaché est vacant sur des fonctions de Responsable du Service Démocratie de Proximité.

Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3-2° de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent contractuel par référence au cadre d'emplois des

Attachés Territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.  
Niveau de rémunération : de l'IB 434 à l'IB 1022."

**En conséquence, sous réserve de l'avis du Comité Technique, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver les modifications proposées au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier, et l'ouverture du poste susvisé au recrutement d'un agent contractuel.**

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 24 novembre 2017**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du  
jeudi 23 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

#### **Ressources humaines**

##### **Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

##### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Claire HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

##### **Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Patricia MIRALLES, Patrick VIGNAL.

## **Modification des modalités d'indemnisation des astreintes et interventions pour les filières hors filière technique**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération en date 17 décembre 2015 ont été fixées les conditions d'exercice et modalités de paiement et de compensation des astreintes.

En application de l'arrêté du 3 novembre 2015 fixant les taux des indemnités et les modalités de compensation des astreintes et des interventions des personnels affectés au ministère de l'intérieur et au regard de l'évolution réglementaire des modalités d'indemnisation des astreintes et des interventions pour les filières autre que la filière technique, il est proposé les modifications suivantes.

### **INDEMNITE D'ASTREINTES**

Pour les filières, hors filière technique, les montants de l'indemnité d'astreinte sont modifiés comme suit :

Période d'astreinte	Montant de l'astreinte	Compensation en jour
Semaine complète	148.48 €	1.5
Du lundi matin au vendredi soir	45.00 €	0.5
Une nuit de semaine	10.05 €	2 heures
Week-end (du vendredi soir au lundi matin)	109.28 €	1
samedi	34.85 €	0.5
Dimanche ou jour férié	43.38 €	0.5

La rémunération et la compensation en temps des astreintes restent exclusives l'une de l'autre.

La majoration de 50 % lorsque l'agent est prévenu de sa mise en astreinte pour une période donnée moins de 15 jours francs avant le début de la période est toujours en vigueur.

#### **INDEMNITE D'INTERVENTION ET REPOS COMPENSATEUR**

L'intervention correspond à un travail effectif (y compris la durée du déplacement aller et retour sur le lieu de travail) accompli par un agent pendant une période d'astreinte.

Pour les filières hors filière technique les montants de l'indemnité d'intervention et à défaut, les compensations en majoration horaire, sont fixés comme suit :

Période d'intervention	Indemnité Horaire	Compensation heures majorées de
Jour de semaine	16 €	10%
Nuit (entre 22 heures et 7 heures)	24 €	25%
Samedi (entre 7 heures et 22 heures)	20 €	10%
Dimanche et jour férié	32 €	25%

La rémunération et la compensation en temps des interventions restent exclusives l'une de l'autre.

Les modalités d'indemnisation des astreintes et des interventions de la filière technique fixées par délibération municipale du 17 décembre 2015 restent inchangées.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'adopter les modifications décrites ci-dessus à la délibération du Conseil Municipal du 17 décembre 2015 ;
- De prévoir l'inscription au budget du personnel des dépenses correspondantes.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL



**Publiée le : 24 novembre 2017**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
jeudi 23 novembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Clare HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

**Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Patricia MIRALLES, Patrick VIGNAL.

**SERM Société d'Equipeement de la Région de Montpellier - Rapport des  
administrateurs - Exercice 2016**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

**1. STATUTS ET COMPOSITION DE LA SOCIETE**

Au 31/12/2016, le capital social est réparti entre les actionnaires comme suit :

Actionnaires	Capital	%	Nbre d'actions	Nb admin
Ville de Montpellier	2 439 024 €	41.38%	152 439	5
Montpellier Méditerranée Métropole	1 627 504 €	27.61%	101 719	3
Département de l'Hérault	66 000 €	1.12%	4 125	1
Ville de Palavas	28 032 €	0.48%	1 752	1
<b>TOTAL PUBLICS</b>	<b>4 160 560 €</b>	<b>70.59%</b>	<b>260 035</b>	<b>10</b>
Groupe Caisse des dépôts et consignations	1 067 968 €	18.12%	66 748	1
Caisse d'épargne et de Prévoyance du Languedoc Roussillon	476 656 €	8.08%	29 791	1

Dexia Crédit Local	100 000 €	1.70%	6 250	1
Caisse fédéral de Crédit mutuel méditerranéen	38 400 €	0.65%	2 400	-
Chambre de commerce et d'industrie de Montpellier	32 992 €	0.56%	2 062	1
Crédit Lyonnais de développement économique	16 000 €	0.27%	1 000	-
Somimon Mercadis	1 424 €	0.02%	89	-
<b>TOTAL PRIVES</b>	<b>1 733 440 €</b>	<b>29.41%</b>	<b>108 340</b>	<b>4</b>
<b>TOTAL GLOBAL</b>	<b>5 894 000 €</b>	<b>100.00%</b>	<b>368 375</b>	<b>14</b>

Le capital social est réparti entre deux groupes d'actionnaires :

- Les collectivités locales (Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, Département de l'Hérault, Commune de Palavas,)
- Le groupe Caisse des Dépôts et Consignations et les autres types d'actionnaires (Caisse d'Epargne, Chambre de Commerce et d'Industrie, Crédit Lyonnais de développement économique, Caisse Fédérale de Crédit Mutuel Méditerranéen, Dexia Crédit Local, GCE SEM groupe Caisse d'Epargne, Somimon Mercadis).

La Ville de Montpellier détient 41,38% du capital social. Sa participation au Capital s'élève à 152 439 actions.

## 2. COMPTES ANNUELS

En K€ HT	2015	2016	Variation
Produits d'exploitation	124 443	121 070	-2,71%
<i>dont CA</i>	90 903	79 632	-12,40%
Charges d'exploitation	125 128	120 491	-3,71%
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>-684</b>	<b>580</b>	<b>184,80%</b>
Produits financiers	304	314	3,29%
Charges financières	1 272	1 197	-5,90%
<b>Résultat financier</b>	<b>-968</b>	<b>-882</b>	<b>8,88%</b>
Produits exceptionnels	1 869	2 433	30,18%
Charges exceptionnelles	69	471	582,61%
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>1 800</b>	<b>1 962</b>	<b>9,00%</b>
Impôts sur bénéfice / participations	-28	759	2810,71%
<b>Résultat net</b>	<b>120</b>	<b>900</b>	<b>650,00%</b>

### a) Chiffre d'affaires et compte de résultat

Le chiffre d'affaires comptable de l'exercice 2016 termine à 79 632 K€ contre 90 903 K€ à fin 2015 soit une diminution de 12,4%.

La valeur nette de production, quant à elle, s'élève à -12 604 K€ contre -14 924 K€ à fin 2015. La production nette totale de la société atteint ainsi 67 028 K€ contre 75 979 K€ à fin 2015.

Les produits de fonctionnement sont stables et totalisent 10 619 K€ contre 10 964 K€ en 2015. Les produits de la concession d'exploitation du Réseau Montpellierain de Chaud et de Froid baissent de 3,6% à 14 513 K€ contre 15 058 K€ à fin 2015.

Le résultat net avant épargne salariale (directe et quote-part GIE) et impôts sur les sociétés s'élève à 1 653

K€ contre 148 K€ pour l'exercice 2015.

La composition de ce résultat se répartit entre :

- Le fonctionnement / aménagement à hauteur de 448 K€ contre -656 K€ à fin 2015,
- Le Département Energie à hauteur de 1 205 K€ contre 804 K€ à fin 2015.

Le résultat net après IS et épargne salariale termine à 900 K€ contre 120 K€ à fin 2015.

Un crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) a été comptabilisé dans les comptes 2016 pour un montant de 71 K€. Par ailleurs la SERM bénéficie du CICE calculé au titre du GIE SERM SA3M à hauteur de la proportion de ses droits dans le GIE (soit 50%). A défaut d'avoir supporté les charges de personnel correspondants, la SERM a comptabilisé en diminution de son impôt le CICE issu du GIE pour un montant de 23 K€.

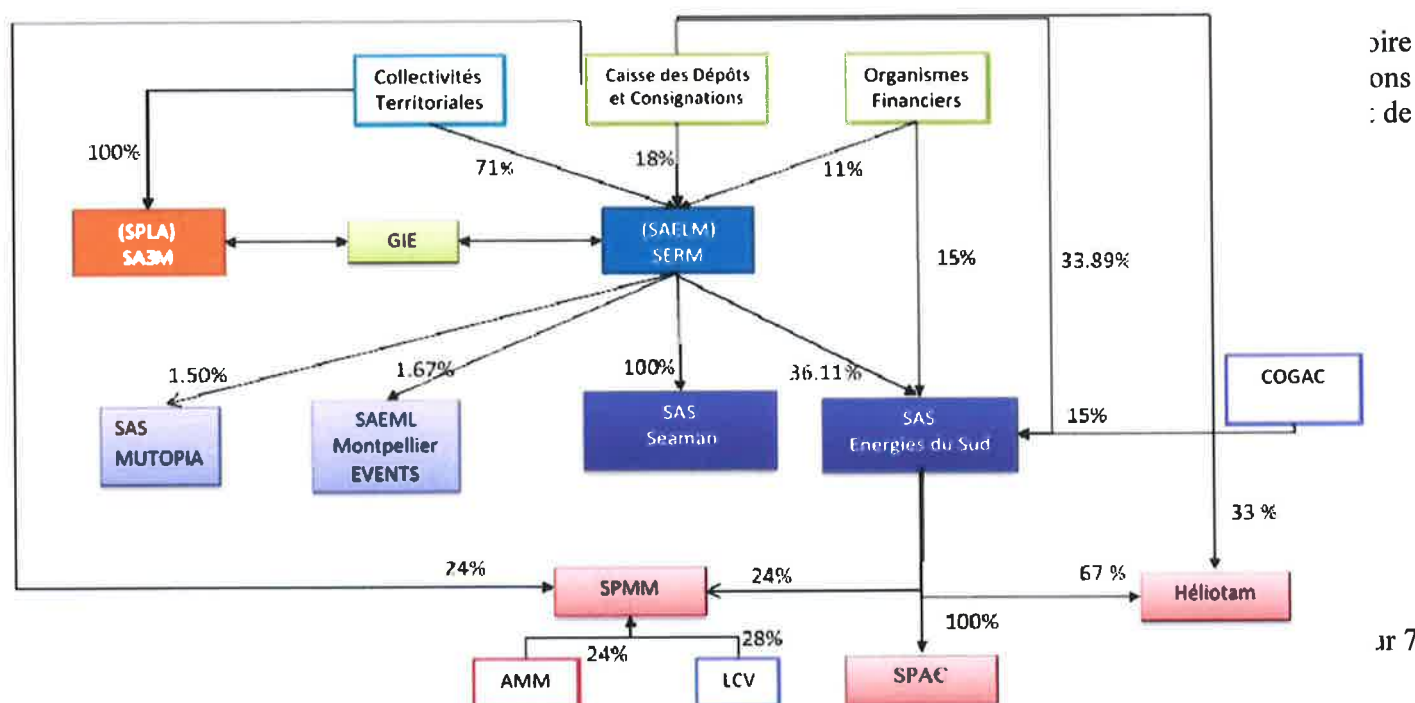
## b) Bilan

Le total bilan enregistre une diminution de -5 632 K€ s'établissant à 291 518 K€ contre 297 150 K€ à fin 2015 constituée par :

- Une augmentation de 2 566 K€ de l'actif immobilisé, qui s'explique notamment par :
  - Une hausse de 2 665 K€ des immobilisations corporelles, répartis entre 5 275 K€ de constructions et -2 560 K€ d'immobilisations en cours ;
  - Une baisse de 1 678 416 € d'immobilisations financières (aucun dividende n'est remonté de la SCI Odysseum I en 2015 contre 844 790 € en 2014)
- Une diminution de 8 198 K€ de l'actif circulant, qui s'explique notamment par :
  - -16 633 K€ sur l'encours de production,
  - +5 637 K€ sur les créances (dont avances de trésorerie auprès des collectivités),
  - +2 034 K€ sur les placements et disponibilités.

Dans le même temps, la société a accompagné l'investissement tant en concession qu'en DSP par une mobilisation d'emprunts à hauteur de 25 237 K€. Néanmoins, la politique de désendettement s'est poursuivie puisque 40 375 K€ d'emprunts ont été remboursés.

## c) Capitaux propres



- *MONTPELLIER EVENTS*

L'activité de Montpellier Events a fait l'objet d'une délibération au Conseil Municipal du 28 septembre 2017.

- *SAS SEAMAN (Aquarium Mare Nostrum)*

Chiffre d'affaires : Le chiffre d'affaires 2016 de la société est en progression à 4 314 K€ contre 3 938 K€ à fin 2015.

Résultat : Le résultat net après IS est bénéficiaire à hauteur de 157 K€ à fin 2016 contre 98 K€ à fin 2015 et se répartit comme suit :

- 338 K€ de résultat d'exploitation
- 385 € de résultat financier
- 131 K€ de résultat exceptionnel.

Capitaux propres : Les capitaux propres de SEAMAN atteignent 632 K€ contre 475 K€ à fin 2015, dont un capital social de 300 000 €.

Bilan : Le bilan atteint 1 778 K€ à fin 2016 contre 2 657 K€ à fin 2015.

- *SAS ENERGIES DU SUD*

Filiale de la SERM pour le développement des énergies renouvelables créée le 28 février 2008.

Chiffre d'affaires : Le chiffre d'affaires de la filiale Energies du Sud atteint 1 322 K€ en 2016 contre 1 951 K€ en 2015.

Résultat : Le résultat net après IS de l'exercice 2016 termine à 71 K€ contre 74 K€ à fin 2015.

Capitaux propres : Le total du capital de 3 600 K€ est entièrement versé.

Compte tenu du résultat de l'exercice 2016, les capitaux propres s'élèvent à 4 180 K€ contre 4 167 K€ à fin 2015.

**Bilan :** Le total bilan 2015 s'élève à 8 241 K€ contre 8 780 K€ à fin 2015. Ce bilan comprend notamment :

- Un actif immobilisé de 2 137 K€,
- 2 547 K€ de redevances de loyers de concession domaniale qui sont réparties, pour une partie correspondant à la valeur des onduleurs sur une durée de 8 ans et pour le solde sur la durée des contrats d'achats d'électricité soit 20 ans.

Au passif, trois emprunts sont inscrits pour un capital restant dû total de 3 267 K€, soit 422 K€ de remboursement sur l'exercice 2016.

**Participation dans Héliotam :** Depuis le 29 juin 2016 (cession de 26 664 actions par QUADRAN), Energie du Sud détient 66,67% de la SAS Héliotam créée pour la construction et l'exploitation des centrales photovoltaïques des parkings de la TAM sur Castelnau le lez et Saint Jean de Vedas.

Cette participation a été donnée en nantissement au Crédit Agricole pour garantir un emprunt de la SAS HELIOTAM finançant la création des ombrières de parking.

De plus, pour soutenir la phase d'investissement d'HELIOTAM, les actionnaires ont versé fin 2011 une avance d'associé. A fin 2016, l'avance d'associé versée par Energie du Sud s'élève à 490 K€.

**Participation dans SPM :** Le 3 février 2012, Energie du Sud a créé la SAS Société Photovoltaïque Montpellier Méditerranée, filiale à 100% au capital de 1 000 €, pour répondre à un appel d'offres pour les ombrières sur les parkings de l'aéroport.

La Commission de Régulation de l'Energie (CRE) a retenu ce projet en mars 2014 et le 13 octobre 2014, le capital a été porté à 181 241 € et ouvert à trois nouveaux actionnaires.

A fin 2016, le capital se répartit donc entre :

- La Société Aéroport Montpellier Méditerranée (24%)
- La Caisse des Dépôts et Consignations (24%),
- La Compagnie du Vent (28%),
- Energie du Sud (24%).

A fin 2016, l'avance d'associé versée par Energie du Sud s'élève à 261 K€.

- *SAS HELIOTAM*

Les centrales photovoltaïques des ombrières de parkings de la TAM sont en service depuis novembre 2011.

**Chiffre d'affaires :** Le chiffre d'affaires 2016 termine à 798 K€ en légère augmentation de +3,1% par rapport à 2015 (774 K€).

**Résultat :** Le résultat courant avant IS 2016 s'élève à 131 K€, en nette progression par rapport à 2015 (104 K€).

Des amortissements dérogatoires ont été passés pour 110 K€ contre 160 K€ en 2015.

Déduction faite des amortissements dérogatoire, le résultat net 2016 est bénéficiaire à hauteur de 37 K€ contre une perte de 51 K€ en 2015.

**Capitaux propres :** Le capital de 100 000 € est entièrement versé.

Compte tenu du résultat de l'exercice et des amortissements dérogatoires, les capitaux propres s'élèvent à 444 K€ à fin 2016 contre 313 K€ l'année précédente.

**Bilan :** Le total du bilan s'élève à 5 054 K€ fin 2016 (contre 5 296 K€ fin 2015) dont 4 377 K€ d'actif immobilisé.

Un prêt permettant le financement des installations a été contractualisé avec le Crédit Agricole pour un montant maximum de 5 100 000 €. Au 31 décembre 2016, le capital définitivement mobilisé s'élève à 4 830 000 € et le capital restant dû à 3 697 K€.

Le reste du financement est assuré par les avances d'associés en compte courant pour un montant de 735 259

€ portant intérêt à 4,50 % (inchangé par rapport à 2015).

- *SOCIETE PHOTOVOLTAÏQUE MONTPELLIER MEDITERRANEE (SPMM)*

Chiffre d'affaires : Le chiffre d'affaires 2016 s'élève à 987 K€ contre 524 K€ fin 2015. L'année 2016 constitue la première année pleine d'exploitation.

Résultat : Le résultat net de l'exercice 2016 termine en bénéfice à hauteur de 87 K€ contre un résultat 2015 déficitaire de 82 K€.

Capitaux propres : Le capital social de 181 241 € est entièrement versé.

Bilan : Le total bilan s'élève à 9 655 K€ réparti entre :

- 7 770 K€ d'actif immobilisé,
- 1 885 K€ d'actif circulant.

- *GIE SERM/SA3M*

Constitué fin 2011, pour une exploitation dès janvier 2012, le Groupement d'Intérêt Economique (GIE) SERM SA3M met à disposition de ses membres (la SERM et la SA3M) ses moyens et compétences afin de leur permettre de mener, dans le cadre législatif en vigueur, toute action d'aménagement, de développement local et d'exploitation de services publics.

Depuis le 1er janvier 2013, les personnels des fonctions support (juridique, marchés, foncier, communication, RH, informatique et finances) sont salariés du GIE SERM-SA3M.

Les charges du GIE sont intégralement refacturées à ses membres, sur la base de :

- La saisie du temps passé pour les charges de personnel (outil mis en place dès janvier 2012),
- Les équivalents temps pleins pour les autres charges.

#### **4. EXERCICE 2017 ET PERSPECTIVES D'AVENIR**

Les orientations pour l'année 2017 arrêtées au Conseil d'Administration du 21 mars 2017 ont été basées sur la prévision que la SERM réalise un chiffre d'opérations en concessions d'aménagement de 54,9 M€, qui représentent 95% de la section aménagement.

Les faits marquants sur les opérations développées et poursuivies en 2017 sont les suivants :

##### **a) Secteur logement**

La SERM prévoit de commercialiser des charges foncières équivalentes à 1 087 logements en 2017 (dont 590 sur les opérations communales).

##### **b) Secteur économique**

Les cessions de terrains économiques devraient s'élever à 4,4 ha sur 2017, contre 1,2 ha en 2016. Ces cessions concerneront principalement Garosud et Eureka.

L'activité tertiaire, quant à elle, vise la commercialisation de 28 776 m<sup>2</sup> de SDP dans la lignée de 2016 (27 872 m<sup>2</sup>).

L'activité gestion immobilière se maintient.

Concernant l'activité Energie :

- La DSP du Réseau Montpelliérain de Chaud et de Froid (qui s'achève en 2030), va mettre en œuvre son plan quinquennal acté par avenant en janvier 2017,
- La filiale Energie du Sud poursuit son développement. EDS a créé avec des partenaires, deux filiales actives :

- HELIOTAM qui exploite les ombrières photovoltaïques de deux parkings TAM,

- SPMM qui exploite les ombrières photovoltaïques de l'Aéroport Montpellier Méditerranée.

La SAS SEAMAN, filiale à 100% de la SERM, qui avait pour objet unique l'exploitation de l'Aquarium Mare Nostrum dans le cadre d'une délégation de service public qui s'est achevée le 1<sup>er</sup> janvier 2017 va être dissoute, n'étant pas titulaire de la nouvelle DSP.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de prendre acte de ce rapport 2016.**

Le Conseil municipal prend acte.

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 24 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

**- Rapport des administrateurs 2016**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
jeudi 23 novembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Clare HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

**Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Patricia MIRALLES, Patrick VIGNAL.

## **SA3M Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole - Rapport des administrateurs - Exercice 2016**

Monsieur Max LEVITA, rapporte :

### **I. STATUTS ET COMPOSITION DE LA SOCIETE**

Au 31/12/2016, le capital social est réparti entre les actionnaires comme suit :

Actionnaires	Capital	%	Nbre d'actions	Nb admin
<b>Membres du Conseil d'Administration</b>				
Montpellier Méditerranée Métropole	899 000 €	50.79%	8 990	9
<b>Ville de Montpellier</b>	<b>400 000 €</b>	<b>22.60%</b>	<b>4 000</b>	<b>4</b>
Région Occitanie Pyrénées-Méditerranée	178 000 €	10.06%	1 780	2
Ville de Castelnau Le Lez	20 000 €	1.13%	200	1
Ville de Lattes	30 000 €	1.69%	300	1
<b>17 Communes de l'Assemblée Spéciale</b>				
Ville de Baillargues	15 000 €	0.85%	150	1



Ville de Castries	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Clapiers	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Cournonsec	12 000 €	0.68%	120	1
Ville de Cournonterral	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Grabels	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Jacou	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Juvignac	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Lavérune	12 000 €	0.68%	120	1
Ville de Le Crès	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Pérols	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Prades Le Lez	12 000 €	0.68%	120	1
Ville de St Jean de Vedas	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de St Georges d'Orques	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Sussargues	12 000 €	0.68%	120	1
Ville de Vendargues	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Villeneuve les Maguelone	15 000 €	0.85%	150	1
<b>Total</b>	<b>1 770 000 €</b>	<b>100.00%</b>	<b>17 700</b>	<b>34</b>

La Ville de Montpellier détient 22,60% du capital social. Sa participation au capital s'élève à 4 000 actions de 100€, soit 400 000 €.

## II. PERSONNEL

L'effectif moyen sur 2016 est de 7 personnes. A cela se rajoutent 15 ETP mis à disposition (opérationnels SERM travaillant à temps partiel pour la SAAM). Le Directeur Général est mis à disposition par le groupement d'employeurs émanant de la SCET.

## III. COMPTES ANNUELS

En K€	2015	2016	Variation
Produits d'exploitation	38 792	41 970	
<i>dont CA</i>	10 789	15 276	
Charges d'exploitation	38 125	40 417	
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>667</b>	<b>1 553</b>	<b>132,83%</b>
Produits financiers	20,2	23,3	
Charges financières	0,5	0,2	
<b>Résultat financier</b>	<b>19,7</b>	<b>23,1</b>	<b>17,26%</b>
Produits exceptionnels	0	0	
Charges exceptionnelles	0	356	
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>0</b>	<b>-356</b>	<b>N/A</b>
<b>Résultat avant IS</b>	<b>687</b>	<b>1 220</b>	<b>77,58%</b>
Participation des salariés	7,8	151	
Impôts sur bénéfice	-19,9	237	
<b>Résultat net</b>	<b>699,2</b>	<b>831,3</b>	<b>18,89%</b>

### COMPTE DE RESULTAT

Le chiffre d'affaires généré sur l'exercice 2016 atteint 15 276 K€ contre 10 789 K€ à fin 2015, ce qui représente une hausse de plus de 41%. La production stockée termine en 2016 à 21 201 K€ contre 23 774 K€ à fin 2015 avec notamment des acquisitions importantes sur Restanque, Nouveau Grand Cœur et Clapiers.

Ainsi les produits d'exploitation s'élèvent en 2016 à 41 970 K€ contre 38 792 K€ en 2015, soit une évolution de +8,2%.

### EVOLUTION DU BILAN

Le total bilan s'élève à 116 571 K€ sur l'exercice 2016 contre 89 301 K€ à la clôture 2015, soit une évolution de +30,5% € qui s'explique en partie par :

- +21 201 K€ sur l'encours de production (dont des acquisitions de 5,5 M€ sur Restanque),
- +2 607 K€ sur les disponibilités.

Il est à noter que les investissements nécessaires sur les concessions d'aménagement ont été financés par un recours à l'emprunt de 23 613 K€. Dans le même temps, 2 873 K€ d'emprunts ont été remboursés.

### RESULTAT

Le résultat net atteint 831 K€ en 2016 contre 699 K€ en 2015, soit une évolution de +18,9%.

### CAPITAUX PROPRES

Par le fait de l'incorporation des résultats, les capitaux propres s'élèvent à 2 275 K€ à fin 2016 pour un capital social de 1 770 000 €.

A fin 2016, le capital social est donc totalement reconstitué.

## **IV. PERSPECTIVES ET DEVELOPPEMENTS**

Pour l'année 2017, les prévisions budgétaires présentées au Conseil d'Administration du 24 mars 2017 prévoient un chiffre opérations de 59,9 M€ (contre 38,9 M€ à fin 2015) dont plus de 75% en concessions d'aménagement.

En 2017, les cessions démarrent avec la commercialisation de :

- 990 logements dont plus de 50% en logement social ;
- Plus d'un hectare et demi de terrain d'activité,
- Près de 5 000 m<sup>2</sup> SPD de tertiaire.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de prendre acte de ce rapport 2016.**

Le Conseil municipal prend acte.

Monsieur Philippe SAUREL ne participe pas au débat.

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 24 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

**- Rapport des administrateurs 2016**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
jeudi 23 novembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Claire HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

**Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Patricia MIRALLES, Patrick VIGNAL.

## **MONTPELLIER EVENTS - Rapport des administrateurs - Exercice 2016**

Monsieur Max LEVITA, rapporte :

### **1. STATUTS ET COMPOSITION DE LA SOCIÉTÉ**

Le capital social est réparti entre les collectivités locales et les actionnaires privés.

Au 31 décembre 2016, il s'élève à 36 869 K€, réparti en 226 189 actions de 163 € chacune. La Ville détient 9,3% du capital social. Sa participation au capital s'élève donc à 3 423 K€ pour 21 002 actions.

Actionnaires	Capital	%	Nbre d'actions	Nb admin
Région Occitanie <i>Pyrénées-Méditerranée</i>	13 880 102 €	37.65%	85 154	6
Montpellier Méditerranée Métropole	13 104 059 €	35.54%	80 393	6
<b>Ville de Montpellier</b>	<b>3 423 326 €</b>	<b>9.29%</b>	<b>21 002</b>	<b>2</b>
Département de l'Hérault	424 289 €	1.15%	2 603	1
Ville de Pérols	163 €	0.00%	1	-
<b>TOTAL PUBLICS</b>	<b>30 831 939 €</b>	<b>83.63%</b>	<b>189 153</b>	<b>15</b>
Crédit Mutuel Méditerranéen	1 114 105 €	3.02%	6 835	-
Caisse des Dépôts et Consignations	1 025 922 €	2.78%	6 294	1

Caisse d'Epargne du Languedoc Roussillon	921 439 €	2.50%	5 653	1
Comité de la foire	757 950 €	2.06%	4 650	1
Park and Suites Appart'City Arena	749 963 €	2.03%	4 601	1
Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine	616 955 €	1.67%	3 785	1
Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier	374 248 €	1.02%	2 296	1
SAS Financière de participation BPS (Banque populaire du Sud)	250 694 €	0.68%	1 538	1
SAS La Citadelle (groupe Cassiopea)	130 074 €	0.35%	798	-
SAS Odyseum (groupe Cassiopea)	69 927 €	0.19%	429	-
Chambre d'Agriculture de l'Hérault	8 150 €	0.02%	50	-
Chambre des Métiers de l'Hérault	3 260 €	0.01%	20	-
UMIH 34	2 445 €	0.01%	15	-
Les Chevaliers du CEP	2 282 €	0.01%	14	-
Autres privés (5)	9 454 €	0.03%	58	-
<b>TOTAL PRIVES</b>	<b>6 036 868 €</b>	<b>17.07%</b>	<b>37 036</b>	<b>7</b>
<b>TOTAL</b>	<b>36 868 807 €</b>	<b>100.00%</b>	<b>226 189</b>	<b>22</b>

Lors de la séance du 07 mars 2016, M. Philippe SAUREL a été élu Président du conseil d'administration de la société.

## 2. ACTIVITES

On constate en 2016 une activité en recul par rapport à 2015, que ce soit en nombre de manifestations (437 en 2016 contre 462 en 2015) ou en nombre de journées participants (1 214 986 en 2016 contre 1 440 124 en 2015). A noter que l'année 2015 a été marquée par des événements emblématiques: le festival I love techno Europe, les championnats d'Europe de basket et de gymnastique, le congrès des HLM ou encore le concert des enfoirés.

A noter que les 4 sites gérés par Montpellier Events n'ont pas enregistré la même évolution en terme d'activité :

Site	Variation Journées participants	Variation Nombre de sessions
<b>CORUM</b>	-5%	-5%
<b>ZENITH</b>	+10%	+11%
<b>PARC EXPO</b>	-16%	-16%
<b>ARENA</b>	-37%	-12%

Le bilan des activités réalisées en 2016 se répartit ainsi sur les quatre sites:

MANIFESTATIONS PAR SITE	Nbre Sessions	Nbre Participants	Journées participants
<b>CORUM</b>			
Manifestations économiques	74	82 247	163 629
Manifestations culturelles	175	200 973	206 368
	<b>249</b>	<b>283 220</b>	<b>369 997</b>
<b>ZENITH</b>			
Manifestations économiques	1	100	100
Manifestations culturelles	68	164 548	166 428
	<b>69</b>	<b>164 648</b>	<b>166 528</b>
<b>PARC EXPO</b>			
Manifestations économiques	50	406 659	420 399
Manifestations culturelles	11	21 150	23 150
	<b>61</b>	<b>427 809</b>	<b>443 549</b>
<b>ARENA</b>			
Manifestations économiques	2	2 050	2 050
Manifestations culturelles/sport	56	232 002	232 862
	<b>58</b>	<b>234 052</b>	<b>234 912</b>
<b>TOTAL</b>	<b>437</b>	<b>1 109 729</b>	<b>1 214 986</b>

Les manifestations de l'exercice 2016 se répartissent ainsi : 57% ont été réalisées au sein du Corum, 15,8% eu sein du Zénith, 14% au sein de parc des expositions et 13,3% dans l'Arena.

MANIFESTATIONS PAR MARCHE	Nbre Sessions	Nbre Participants	Journées participants
<b>POLE SALONS</b>			
Salons MONTPELLIER EVENTS	5	149 581	149 581
	<b>5</b>	<b>149 581</b>	<b>149 581</b>
<b>POLE MICE</b>			
Congrès & Institutionnels	111	155 434	239 276
Salons et concours	53	305 895	319 055
Corporate	41	17 460	23 555
Sport	31	95 904	98 064
	<b>236</b>	<b>574 693</b>	<b>679 950</b>
<b>POLE SPECTACLE</b>			
Spectacles	87	299 997	299 997
	<b>87</b>	<b>299 997</b>	<b>299 997</b>
<b>CULTURE</b>			
Concerts et spectacle Culture	109	85 458	85 458
	<b>109</b>	<b>85 458</b>	<b>85 458</b>
<b>TOTAL</b>	<b>437</b>	<b>1 109 729</b>	<b>1 214 986</b>

Le comparatif par marché donne les variations suivantes en 2016 par rapport à l'exercice 2015 :

- Pôle ou marché des salons organisés : recul de 10% du nombre de journées participants par rapport à 2015
- Pôle ou marché du MICE (Meeting Industrie, Congrès & Events) regroupant :
  - les congrès : +9% en nombre de participants, +7% de sessions
  - le corporate (conventions d'entreprises) : -80% de participants avec 27% de sessions en moins
  - les salons accueillis : -10% de journées participants et -15% de sessions



- le sport : -40% du nombre de journées participants par rapport à 2015, essentiellement due à l'absence de grande manifestation sportive.
- Pôle ou marché des spectacles qui désigne tous les concerts et spectacles: -11% de journées participants avec 6% de sessions en moins. Cette baisse est surtout liée à l'activité de l'Arena, celle du Zénith ayant progressé de 10%.
- Pôle Culture, regroupant L'orchestre Opéra de Montpellier, le festival de radio France et Montpellier Danse : +3% de journées participants avec 6% de sessions supplémentaires.

### 3. PERSONNEL

Au 31/12/2016 les effectifs de la société sont de 121 salariés dont 4 personnes en CDD et 1 mandataire social. Le montant de la masse salariale pour l'exercice 2016 s'élève à 5 388 K€ contre 5 306 K€ en 2015.

Le nouveau directeur général, M. Cédric FIOLET, a pris ses fonctions le 1<sup>er</sup> mars 2016.

### 4. COMPTES ANNUELS

#### a) Compte de résultat

COMPTES ANNUELS	2015	2016	Variations
Produits d'exploitation	30 679 123 €	27 869 777 €	-9,16%
<i>dont CA</i>	29 763 436 €	27 243 760 €	-8,47%
Charges d'exploitation	30 502 638 €	29 050 563 €	-4,76%
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>176 484 €</b>	<b>- 1 180 786 €</b>	<b>-769,06%</b>
Produits financiers	10 706 €	10 276 €	-4,02%
Charges financières	979 209 €	866 693 €	-11,49%
<b>Résultat financier</b>	<b>-968 503 €</b>	<b>-856 417 €</b>	<b>11,57%</b>
Produits exceptionnels	544 818 €	615 492 €	12,97%
Charges exceptionnelles	482 898 €	798 727 €	65,40%
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>61 919 €</b>	<b>-183 235 €</b>	<b>-395,93%</b>
Impôts sur bénéfice	-6 000 €	0 €	+100%
<b>Résultat net</b>	<b>- 724 099 €</b>	<b>- 2 220 439 €</b>	<b>-206,65%</b>

Le chiffre d'affaires 2016 s'établit à 27 244 K€ contre 29 763 K€ pour l'exercice 2015, soit une baisse de 8,5%. Il est réparti de la manière suivante : 43,35% pour le Corum, 5,76% pour le Zénith, 30,99% pour le parc des expositions et 19,90% pour l'Arena.

Cette diminution du chiffre d'affaires s'explique par les évolutions suivantes :

- +2% pour le parc des expositions soutenu par le marché du MICE
- -10% sur le parc des expositions lié à l'alternance du salon SITEVI (une année sur 2) et à la baisse du chiffre de la foire internationale
- -29,6% pour l'ARENA qui a accueilli en 2015 de nombreux événements exceptionnels et dont la fin du contrat de naming est intervenue en 2016
- +13,6% pour le ZENITH

#### • Résultat d'exploitation

Le total des produits d'exploitation s'élève à 27 870 K€ sur l'exercice 2016, soit une baisse de -9,16% par rapport à 2015.

Le total des charges d'exploitation diminue également de -4,76% entre 2015 et 2016. Il s'élève à 29 051

K€ en 2016 contre 30 503 K€ pour l'exercice 2015. Cette baisse est principalement due à la diminution des achats et charges externes en lien avec la baisse d'activités, ainsi qu'à la maîtrise des charges de personnel qui diminue de 0,8%.

A noter que les redevances versées dans le cadre de délégations de service public s'élèvent à 2 064 K€ soit 1 723 K€ pour la Métropole et 341 K€ pour la Région.

La baisse des charges étant plus faible que celle des produits d'exploitation, il est noté que le résultat d'exploitation 2016 est négatif à hauteur de -1 181 K€ contre un excédent de 176 K€ en 2015.

- Résultat financier et résultat courant

Le résultat financier de l'exercice 2016 est négatif, il s'établit à -856 K€ (contre -968 K€ en 2015). Il est précisé que la variation est due à la baisse des taux dont ont profité les contrats d'emprunts à taux variables. Le résultat courant 2016 s'établit à -2 037 K€ contre -792 K€ en 2015.

- Résultat net

Après l'intégration du résultat exceptionnel négatif à hauteur de -183 K€, le résultat net s'élève à -2 220 K€ en 2016 contre un résultat de -724 K€ à la clôture de l'exercice 2015.

b) Bilan

- A l'actif du bilan

Le total du bilan est en baisse en 2016 par rapport à l'exercice, s'établissant au 31 décembre à 70 571 K€ contre 73 803 K€ à fin 2015. On peut noter les variations suivantes :

- Diminution de l'actif immobilisé qui est passé de 64 833 K€ à 60 916 K€
- Augmentation de l'actif circulant qui est passé de 8 969 K€ à 9 654 K€, évolution principalement due à l'augmentation des créances clients à hauteur de 1 120 K€

- Au passif du bilan

Les capitaux propres ont diminué passant de 27 258 K€ en 2015 à 25 037 K€ à la clôture de l'exercice 2016, après affectation du résultat déficitaire.

On note également l'augmentation des provisions pour risques et charges à hauteur de 43% soit +478 K€. A l'inverse, on observe la diminution des dettes qui passent de 45 453 K€ en 2015 à 43 964 K€ en 2016 soit -3,3%, variation due principalement à :

- la baisse des emprunts auprès des établissements de crédits : -8,3% soit -2 643 K€
- la hausse des dettes fournisseurs : +35,5% soit 1 856 K€ supplémentaires
- la diminution des dettes fiscales et sociales : -7,3% soit -217 K€

Suite au cumul des résultats déficitaires enregistrés dans la société, les capitaux propres sont inférieurs au capital social initial qui s'élève à 36 868 807 €. Ainsi, il est proposé qu'une provision pour dépréciation des titres de participation de Montpellier Events soit enregistrée dans les comptes de la Ville à hauteur de 1711663 €, correspondant à 50% du capital détenu par la Ville.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte du rapport annuel de l'administrateur de la SAEML MONTPELLIER EVENTS au titre de l'exercice 2016;
- d'approuver la provision pour dépréciation des titres de participation de Montpellier Events à hauteur de 1 711 663 euros sur un total de 3 423 326 € détenus par la Ville dans la société ;
- d'inscrire au budget 2017 les crédits nécessaires aux chapitre 931



- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil municipal prend acte.

Mesdames Stéphanie JANNIN et Michèle DRAY-FITOUSSI et Messieurs Philippe SAUREL et Bernard TRAVIER ne participent pas au débat.

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 24 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport des administrateurs 2016

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du  
jeudi 23 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le vingt trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Clare HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

**Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Patricia MIRALLES, Patrick VIGNAL.

**Mise en accessibilité des Etablissements Recevant du Publics (ERP)  
du patrimoine immobilier communal  
Mandat de Maîtrise d'ouvrage déléguée Ville/SA3M  
Compte Rendu Annuel à la Collectivité (exercice 2016)  
Avenant n°1**

Monsieur Max LEVITA, rapporte :

Dans le cadre de la loi n°2005-102 du 11 février 2005, relative à l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, créant obligation aux gestionnaires d'ERP, de mettre en accessibilité leurs bâtiments, la Ville de Montpellier par délibération du Conseil Municipal du 29 septembre 2015, approuvait la mise en œuvre de l'Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'ap), validé par la Préfecture le 31 décembre 2015.

En s'inscrivant dans ce dispositif dérogatoire en application de l'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014, la Ville a ainsi pu bénéficier de la possibilité de mettre ses bâtiments en conformité par le biais d'une programmation pluriannuelle de réalisation des travaux.

Dans cet objectif, le Maire de la Ville de Montpellier, par décision n°2016/0238 du 23 août 2016, et conformément aux dispositions de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985, a décidé de confier à la Société d'Aménagement Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), le soin de faire réaliser ces travaux en son nom et pour son compte, et de lui conférer à cet effet le pouvoir de le représenter pour l'accomplissement des actes juridiques relevant des attributions du maître de l'ouvrage, dans le cadre d'un mandat de maîtrise d'ouvrage entré en vigueur à la notification le 3 octobre 2016.

Cette opération porte sur une période allant de 2017 à 2024 et concerne 238 ERP. Le montant global des travaux s'élève à 14,9 M€ H.T..

Au cours de l'année 2016, la SA3M a lancé les consultations pour désigner les prestataires en charge de réaliser les études du programme de travaux 2017 en cours.

Le bilan de l'année 2016 fait apparaître une dépense de 126 000 € HT correspondant aux frais liés au lancement des consultations et à la rémunération du mandataire.

Au 31 décembre 2016, le nouveau bilan financier prévisionnel global du mandat s'établit à 24 228 000 € HT avec une légère augmentation de 1 000 € HT correspondant aux frais financiers du mandat.

Afin d'éviter la génération de frais financiers plus importants, il est proposé dans le cadre de l'avenant n°1 au mandat susmentionné, de porter le montant des avances à 850 000 €, réparti comme suit :

- 200 000 € fin 2017,
- 500 000 € en 2019,
- 150 000 € en 2022.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2016 de l'opération de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la mise en accessibilité du patrimoine immobilier communal, qui a été établi par la SA3M, mandataire de la Ville ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2016 ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°1 qui prévoit une augmentation des avances afin d'éviter la génération de frais financiers importants ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions de la délibération

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 24 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant n°1
- CRAC situation au 31.12.2016
- CRAC Bilan détails
- CRAC Bilan synthèse

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
jeudi 23 novembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Clare HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

**Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Patricia MIRALLES, Patrick VIGNAL.

**Réalisation des travaux liés à la pérennité de l'ancienne Mairie - ZAC Pagezy  
Mandat Ville/SA3M  
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)**

Monsieur Max LEVITA, rapporte :

En 2011, les services de la Ville de Montpellier ont déménagé de l'Hôtel de Ville situé ZAC Pagézy au Nou-  
vel Hôtel de Ville, situé ZAC des Consuls de Mer. Aussi les plateaux de bureaux ont été proposés à la loca-  
tion pouvant ainsi répondre à une demande d'entreprises recherchant un loyer modéré.

Ainsi, une Autorisation d'Occupation Temporaire a été signée entre la Ville et la Métropole de Montpellier  
relative à la location de 4 niveaux de bureaux en vue de l'implantation du Préfigurateur French Tech sur ces  
surfaces. Cette Autorisation d'Occupation Temporaire a fait l'objet d'une décision du Maire n° 2016/0028,  
en date du 29 janvier 2016.

Par ailleurs, dans l'objectif de poursuivre les locations de plateaux, il a été nécessaire de procéder à la réali-  
sation de travaux en vue d'assurer la pérennité du bâtiment. Ces travaux consistent notamment à :

- La reprise du réseau de chaleur et de froid ;
- La réalisation des travaux nécessaires sur la partie plomberie, CVC, désenfumage ;
- La rénovation des ascenseurs ;
- La mise en conformité incendie.

Compte tenu de la complexité de l'opération, le Maire de la Ville a décidé, par décision n°2016/0041 du 15 février 2016, et conformément aux dispositions de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985, de confier à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) le soin de faire réaliser ces travaux en son nom et pour son compte, et de lui conférer à cet effet, le pouvoir de le représenter pour l'accomplissement des actes juridiques relevant des attributions du maître de l'ouvrage, dans le cadre d'un mandat de réalisation entré en vigueur à la notification le 11 avril 2016.

De plus, ce mandat comporte également la réalisation de travaux d'aménagement des plateaux pour les locaux de la Mission Grand Coeur. Toutefois, ce dernier point du programme ne pourra aboutir, car il induisait le déplacement de l'Office du Tourisme qui n'a pu se réaliser. En lieu et place, l'Espace Jeunesse viendra s'implanter, les travaux et études seront effectués dans le cadre du mandat.

Au cours de l'année 2016, la SA3M a lancé les études pour la réhabilitation du réseau de chaleur et de froid ainsi que pour l'Espace Jeunesse et fait réaliser le diagnostic ascenseur.

Le bilan de l'année 2016 fait apparaître une dépense de 31 000 € H.T. correspondant à ces études et à la rémunération du mandataire.

Au 31 décembre 2016, le nouveau bilan financier prévisionnel global du mandat s'établit à 811 666 € H.T. avec une légère évolution de 16 000 € H.T. correspondant à une augmentation de la part des études et diagnostics préalables.

**Après examen, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2016 de l'opération de mandat pour la réalisation des travaux, qui a été établi par la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), mandataire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2016 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions de la délibération

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 24 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CRAC Situation au 31.12.2016
- CRAC bilan synthèse
- CRAC bilan détails

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
jeudi 23 novembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Clarc HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

**Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Patricia MIRALLES, Patrick VIGNAL.

**Archives Municipales: aménagement des Archives de la Ville de Montpellier  
Mandat Ville/SA3M  
Compte-rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)**

Madame Sonia KERANGUEVEN, rapporte :

Par délibération du 25 mars 2013, la Ville de Montpellier a fait l'acquisition de l'ancien bâtiment des Archives départementales de l'Hérault, situé avenue de Castelnau à Montpellier, pour y installer les Archives municipales.

Par délibération du 23 juillet 2015, la Ville de Montpellier a approuvé le projet de réhabilitation du bâtiment, son programme et son enveloppe financière prévisionnelle ; par la même délibération, la Ville a autorisé la signature d'une convention de mandat avec la SAAM, devenue SA3M, pour la réalisation des travaux d'aménagement correspondants, pour un montant de 4 131 842 € HT (hors rémunération du mandataire), soit 5 200 000 € TTC.

Par délibération du 20 octobre 2016, la Ville a approuvé l'avenant n°1 au mandat, avec pour objet le versement d'une avance complémentaire de 700 000 €, portant ainsi le montant total de l'avance à 800 000 €.



Par délibération du 26 janvier 2017, la Ville a approuvé l'avenant n°2 au mandat, avec pour objets l'autorisation de lancer une nouvelle procédure concurrentielle avec négociation de maîtrise d'œuvre, la prolongation de la durée prévisionnelle de la convention de mandat, la modification du programme, la modification du montant provisoire des dépenses à engager et la modification du montant de la rémunération du mandataire et de ses modalités de règlement.

Le bilan du CRAC 2016 est ainsi inchangé par rapport au bilan annexé à la convention de mandat modifié par l'avenant n°2 et arrêté à 7 015 K€ TTC.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De prendre acte du compte-rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2016 établi par la SA3M, mandataire de la Ville pour l'aménagement des Archives municipales ;
- D'approuver le bilan prévisionnel du mandat de l'opération précitée tel qu'établi par la SA3M au 31 décembre 2016 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions de la délibération

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 24 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CRAC 2016

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
jeudi 23 novembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Hors Délégation**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Claire HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

**Absents :**

Patrick VIGNAL.

**Adoption du procès-verbal du Conseil Municipal du 03 novembre 2017.**

Voir le procès-verbal du Conseil municipal du 03 novembre 2017 en pièce annexe.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 3 voix

Ne prennent pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le :**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

**- Procès-verbal**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

# **Recueil des Actes Administratifs**

## **Décisions**

**Rapportées en séance du Conseil municipal  
Du 3 novembre 2017**



**Direction Aménagement Programmation**  
Service Renouvellement Urbain

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**ZAC du Coteau**  
**Concours - Choix d'un urbaniste**

-  
**Approbation d'un accord cadre d'architecte-  
urbaniste coordonnateur**  
**Désignation de l'équipe attributaire**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n° 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 portant code des marchés publics ;
- Vu la délibération n° 2011/478 du Conseil municipal en date du 3 octobre 2011 approuvant le dossier de création de la zone d'aménagement concerté du Coteau ;
- Vu les délégations permanentes accordées à Monsieur le Maire par le Conseil municipal et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu la décision n° 2015/0177 en date du 29 mai 2015 confiant à la SAAM un mandat d'études pour la ZAC du Coteau ;
- Vu la délibération n° 2015/505 du Conseil municipal du 17 décembre 2015, approuvant le lancement d'un concours en vue du choix d'un urbaniste pour la conception et le suivi de la zone d'aménagement concerté du Coteau ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2077/T/R du 25 février 2016, désignant Madame Stéphanie JANNIN, Adjointe déléguée à l'urbanisme, comme représentante de Monsieur le Maire en tant que Présidente du jury ;
- Vu l'arrêté n° 2016/1607/T/R du 20 mai 2016 désignant les membres du jury et leurs représentants ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2501/T/R du 30 juin 2016 arrêtant la liste des candidats autorisés à remettre une prestation ;
- Vu l'arrêté n° 2016-5035/T/R du 27 décembre 2016 arrêtant la désignation du lauréat ;

**Considérant :**

- Que par décision n° 2015/0177 du 29 mai 2015, un mandat d'études préalables sur le secteur du Coteau a été confié à la SAAM, aux droits de laquelle a été substituée la SA3M ;
- Que par délibération n° 2015/505 du 17 décembre 2015, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé le lancement d'un concours d'urbaniste pour la ZAC du Coteau ;
- Qu'une procédure de concours restreint a été lancée par la SAAM, conformément à l'article 70 du décret n° 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 portant code des marchés publics, en vue de la désignation d'un urbaniste titulaire d'un accord-cadre à marchés subséquents pour une durée de 10 ans ;
- Que, par arrêté n° 2016/2501/T/R du 30 juin 2016, le représentant du pouvoir adjudicateur a, après avis du jury, arrêté la liste des candidats autorisés à remettre une prestation ;
- Que les critères d'évaluation des prestations, d'égale importance, étaient les suivants :
  - Pertinence (ou qualité) du projet en réponse aux objectifs en matière urbanistique, architecturale et paysagère (forme urbaine innovante et traitement paysager prédominant notamment) ;
  - Pertinence (ou qualité) du projet en réponse aux exigences fonctionnelles (principes de localisation des équipements publics et/ou localisation des voies de déplacement doux notamment) ;
  - Pertinence (ou qualité) du projet en réponse aux exigences en matière d'insertion dans le site (valorisation de l'existant : paysage et vues lointaines, connexion avec les quartiers contigus notamment les quartiers Malbosc, Pierres Vives, Alco, Mosson) ;
  - Pertinence (ou qualité) du projet en réponse aux objectifs en matière de prise en compte de l'environnement dans une démarche de développement durable et de lien avec la nature dans le cadre d'une réflexion sur la ville de demain ;
  - Pertinence du principe de réalisation du projet (sectorisation par tranches notamment) en réponse aux contraintes économiques de l'opération ;
- Que, par arrêté n° 2016-5035/T/R du 27 décembre 2016, le représentant du pouvoir adjudicateur a, après avis du jury sur l'examen et le classement des prestations fondés sur les critères indiqués dans le règlement de concours, désigné le groupement d'entreprises DEVILLERS & ASSOCIES / IMAGINE Architectes / LES ENR / ALPHAVILLE / ARTELIA, lauréat du concours ;
- Que le groupement d'entreprises lauréat a ensuite été invité à négocier en vue de l'élaboration d'un accord-cadre sans minimum ni maximum.

#### **Décide en conséquence :**

**Article 1 :** d'autoriser la signature de l'accord-cadre d'architecte-urbaniste-coordonnateur pour l'aménagement urbain et paysager de la ZAC du Coteau à Montpellier avec le groupement d'entreprises DEVILLERS & ASSOCIES / IMAGINE Architectes / LES ENR / ALPHAVILLE / ARTELIA.

**Article 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Ville, chapitre 2031.

**Article 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

## Décision n° VD/2017/091

**Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27/09/2017  
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publiée le : 27/09/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Sports et Jeunesse**  
Service Sports

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Fête des sports - Parc Montcalm  
Dimanche 25 juin 2017  
Conventions de prêt de matériel**

**Ligue de karaté LR/Ville de Montpellier**

**Association Ecole de Judo Montpellier Agglo/Ville  
de Montpellier**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;

**Considérant :**

- Que pour l'organisation de la Fête des Sports, le dimanche 25 juin 2017 au Parc Montcalm, il est nécessaire de mettre en œuvre des matériels spécifiques pour les pratiques sportives présentées ;
- Que la Ligue de Karaté Languedoc-Roussillon, propriétaire des plaques puzzle, accepte de les mettre à la disposition de la Ville de Montpellier ;
- Que l'association Ecole de Judo Montpellier Agglo, propriétaire des tatamis, accepte de les mettre à la disposition de la Ville de Montpellier ;
- Que la Ville de Montpellier prendra en charge le transport ;

**Décide en conséquence :**

- De passer une convention de prêt de matériel à titre gracieux avec la ligue de karaté Languedoc-Roussillon pour le dimanche 25 juin 2017 ;
- De passer une convention de prêt de matériel à titre gracieux avec l'association Ecole de Judo Montpellier Agglo à titre gracieux pour le dimanche 25 juin 2017 ;



- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire

Montpellier, le 29/09/2017  
Monsieur le Maire  
Philippe SAUREL

Publiée le : 04/10/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Sports et Jeunesse**  
Service Sports

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

## **MARCHE PUBLIC**

**' - Contrat de prestations de service -  
Clubs de haut niveau  
SASP Montpellier Hérault Rugby Club  
Championnat de France et ERCC  
- Saison 2017 / 2018 '**

**N° 7A1647**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

### **Considérant :**

- qu'il y a lieu d'acquiescer des prestations, de type communication (panneautique), dans le cadre d'une démarche de promotion du sport en général et du Rugby en particulier, pour les rencontres du championnat de France et ERCC, organisées à Montpellier pour la saison 2017 – 2018.
- qu'une procédure a été lancée à la suite d'une consultation faite auprès de la SASP Montpellier Hérault Rugby Club, seul prestataire habilité, conformément à l'article 27 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics;
- qu'après analyse, il a été décidé d'attribuer le marché n°7A1647 à la SASP Montpellier Hérault Rugby Club, domiciliée au Stade Yves du manoir – 500 Avenue de Vannières - 34 070 Montpellier, seul prestataire habilité, pour l'ensemble des services à exécuter.

### **Décide en conséquence :**

**Décision n° VD/2017/204**

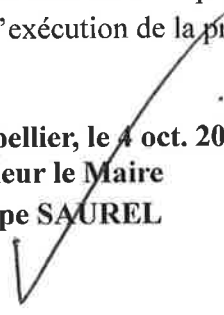
**Article 1 :** d'attribuer le marché « Contrat de prestations de Service – Clubs de Haut Niveau SASP Montpellier Hérault Rugby Club – Championnat de France et ERCC – Saison 2017 / 2018 », à la SASP Montpellier Hérault Rugby Club, pour un montant de 16 000 € H.T ;

**Article 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de la Ville, nature 6188 fonction 9240 ;

**Article 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l(es) entreprise(s) retenue(s) ;

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 4 oct. 2017  
Monsieur le Maire  
Philippe SAUREL



**Publiée le : 6 oct. 2017**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20170101-10448-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 06/10/17 - Réception en Préfecture : 06/10/17

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Sports et Jeunesse**  
**Service Sports**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

## **MARCHE PUBLIC**

**' - Contrat de prestations de service -**  
**Clubs de haut niveau**  
**SASP Montpellier Hérault Sport Club**  
**Championnat de football**  
**- Saison 2017 / 2018 -**

**N° 7A1648**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

### **Considérant :**

- qu'il y a lieu d'acquérir des prestations, de type communication (panneautique), dans le cadre d'une démarche de promotion du sport en général et du football en particulier, pour les rencontres du championnat de France, organisées à Montpellier pour la saison 2017 – 2018.
- qu'une procédure a été lancée à la suite d'une consultation faite auprès de la SASP Montpellier Hérault Sport Club, seul prestataire habilité, conformément à l'article 27 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics;
- qu'après analyse, il a été décidé d'attribuer le marché n°7A1648 à la SASP Montpellier Hérault Sport Club, domiciliée au Domaine de Grammont - Avenue Albert Einstein - CS 79041 - 34 967 Montpellier cedex 2, seul prestataire habilité, pour l'ensemble des services à exécuter.

### **Décide en conséquence :**

**Décision n° VD/2017/206**

**Article 1 :** d'attribuer le marché « Contrat de prestations de Service – Clubs de Haut Niveau SASP Montpellier Hérault Sport Club – Championnat de Football – Saison 2017 / 2018 », à la SASP Montpellier Hérault Sport Club, pour un montant de 15 000 € H.T ;

**Article 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de la Ville, nature 6188 fonction 9240 ;

**Article 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l(es) entreprise(s) retenue(s) ;

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06/10/2017  
Monsieur le Maire  
Philippe SAUREL

Publiée le : 06/10/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Architecture et Immobilier**  
**Service Moyens Généraux**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision modificative à la décision n° 2016/0186**  
**Places de stationnement au parking du Polygone**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;

**Considérant :**

- Que la Ville de Montpellier a besoin de places de parking compte tenu de l'augmentation des effectifs de Police Municipale en poste sur l'ancien Hôtel de ville et le démantèlement du parking P4 « PAGEZY » ;
- Que la Société des Parkings du Polygone met à disposition de la Ville de Montpellier, 120 places de parking ;

**Décide en conséquence :**

- De passer avec la Société des Parkings du Polygone de Montpellier, un contrat de location pour 120 places de parking, du 1<sup>er</sup> janvier 2017 au 31 décembre 2017 renouvelable par tacite reconduction ;
- Que cette location est consentie moyennant un loyer mensuel de 80 euros par mois pour une place de parking. La redevance est forfaitaire et sera révisable chaque année au 1<sup>er</sup> Janvier en fonction de la variation de l'indice de référence publié par l'INSEE des loyers commerciaux (I.L.C.). L'indice de base est celui du trimestre équivalent de l'année précédant l'indexation annuelle ;
- Que le contrat de location sera annexé à la présente décision ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire ;

Montpellier, le 22/09/2017  
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publiée le : 26/09/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Architecture et Immobilier**  
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Accord-cadre pour l'exploitation et la  
maintenance multi technique du bâtiment  
"Ancien Hôtel de Ville - Mairie A et sa salle  
polyvalente" - Marché subséquent n° 1**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté n° A-2017/122 portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Adjoint délégué aux Finances ;
- Vu la décision n° 2016/0363 du 28 octobre 2016 relative au mandat de gestion technique de l'ancienne Mairie A et de la salle Pagezy conclu avec SA3M ;
- Vu la décision n° VD/2017/108 autorisant la signature de l'accord-cadre pour l'exploitation et la maintenance multi technique de l'ancienne Mairie A et de sa salle polyvalente ;

**Considérant :**

- Que par décision n° 2016/0363 du 28 octobre 2016, un mandat de gestion technique de l'ancienne Mairie A et de sa salle polyvalente a été conclu avec SA3M ;
- Qu'à la suite d'une procédure d'appel d'offres ouvert lancée par SA3M, un accord-cadre pour l'exploitation et la maintenance multi technique de l'ancienne Mairie A et de sa salle polyvalente a été signé avec l'entreprise EUROGEM - 174 route de Baillargues, 34130 MAUGUIO ;
- Qu'il est nécessaire d'assurer la maintenance préventive et corrective de l'ancienne Mairie A et de sa salle polyvalente ;
- Que dans les conditions de l'accord-cadre, un marché subséquent n° 1 a été lancé pour une durée d'un an à compter de sa notification. Il pourra être reconduit 3 fois un an dans la limite de la validité de l'accord-cadre ;

**Décide en conséquence :**



**Article 1** : D'autoriser la signature du marché subséquent n° 1 relatif à la maintenance préventive et corrective de l'ancienne Mairie A et de sa salle polyvalente avec l'entreprise EUROGEM (située désormais 503 rue du Roucagnier – 34400 LUNEL-VIEL), pour un montant annuel de 47 860 € HT.

**Article 2** : D'autoriser SA3M à signer ce marché subséquent n° 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**Article 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26/09/2017  
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA

Publiée le : 26/09/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Contentieux**  
**Commune de MONTPELLIER c/ SCI AUPHIE**  
**(RS)**  
**Recours en annulation et en suspension contre**  
**l'arrêté n° PC 34172 16V0271**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que par un arrêté du 26/04/2017, Monsieur le Maire a accordé un permis de construire à la SCI DOM, en vue de procéder à l'aménagement d'une salle de sport, 13 bis boulevard des Arceaux ;
- Que la SCI AUPHIE a formé deux recours auprès du Tribunal Administratif de Montpellier en dates des 01/08/17 et 24/08/2017. Le premier visant à annuler la décision, référencé n°1703780, et le second visant à obtenir sa suspension, référencé n°1704078.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 920 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 25/09/2017**  
**Monsieur le Premier Adjoint**

**Max LEVITA**

**Publiée le : 26/09/2017**  
**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Contentieux**  
**Commune de MONTPELLIER c/ M. et Mme**  
**Gilbert et Maryse SPORTOUCH**  
**Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de**  
**permis de construire n° PC 34172 16V0263**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que par un arrêté du 23/03/2017, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à la SNC COGEDIM LANGUEDOC ROUSSILLON, visant à procéder à la construction de logements collectifs, 1799 rue Gaston Bachelard et 116 rue Perce-Neige ;
- Que M. et Mme Gilbert et Maryse SPORTOUCH ont déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 04/08/17 sous le n° 1703878-1.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 920 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 25/09/2017  
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA



Publiée le : 26/09/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Contentieux**  
**Commune de MONTPELLIER c/ EMPRIN**  
**Jacques**  
**Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de**  
**permis de construire n° PC 34172 16V0264**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que par un arrêté du 06/02/2017, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à la SCI ARRAS, visant à procéder au changement de destination d'une partie d'entrepôt en habitation, 21 cours Gambetta ;
- Que M. EMPRIN Jacques a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 04/08/2017 sous le n° 1703877-1.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 920 ;

## Décision n° VD/2017/241

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 25/09/2017  
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA



Publiée le : 26/09/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Contentieux**  
**Monsieur et Madame SCOTTO D'AMILLO**  
**Recours contre la décision de refus de dérogation**  
**à la carte scolaire pour leur fille**  
**Décision de défendre**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que le Maire a refusé le 13/07/2017 la dérogation à la carte scolaire demandée par les époux SCOTTO D'AMILLO, et que ceux-ci contestent cette décision (RS n°1704146-5 et REP n°1704134-5) ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans ce dossier.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau-Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 920 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 25/09/2017  
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA

Publiée le : 26/09/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Contentieux**  
**Madame Daniela STOJAN-ZEGMOUTI**  
**Saisine du Conseil des Prud'hommes pour le**  
**paiement de 3 mois de salaires**  
**Décision de défendre**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que Madame STOJAN-ZEGMOUTI a fait l'objet d'une interruption de son contrat d'assistance maternelle du fait de son retrait d'agrément;
- Qu'elle réclame devant le Conseil des Prud'hommes le paiement des salaires de mai à juillet 2017 (instance R 17/00165)
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 920 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 25/09/2016  
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA

Publiée le : 26/09/2016

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Contentieux**  
**Madame Sylvie BALAGUER**  
**Recours contre la décision du 08 février 2017**  
**refusant la reconnaissance en maladie**  
**professionnelle**  
**Décision de défendre**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que Madame BALAGUER conteste (instance n°1702499-1) la décision du 08 février 2017 refusant la reconnaissance d'une maladie professionnelle;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 920 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 25/09/2017

Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA

Publiée le : 26/09/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Urbanisme Opérationnel**  
**Service Foncier Opérationnel**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**DROIT DE PREEMPTION URBAIN**  
**Propriété des Cts DORMEAU TEISSIER**  
**190 et 298 rue George Auric**  
**Exercice du droit de préemption**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
  - Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de la Métropole, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme ;
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé;
- Vu la délibération du conseil municipal du 30 mars 2009 approuvant la création de la zone d'aménagement concerté de la Restanque ;
- Vu la délibération du conseil municipal du 25 juin 2012 approuvant la désignation de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM, devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole, soit SA3M) comme titulaire de la concession d'aménagement de la zone d'aménagement concerté de la Restanque ;
- Vu l'estimation des services fiscaux du 13 septembre 2017.

**Considérant :**

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- que par décision du 4 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur une partie du territoire communal ;
- que le 03 août 2017, les consorts DORMEAU TEISSIER ont déposé une déclaration d'intention d'aliéner un ensemble immobilier à usage commercial et d'habitation, situé 190 et 298 rue Georges Auric, propriété cadastrée section OK 10, au prix de 500 000 € (cinq cents mille euros) ;
- que la partie commerciale de ce bien est louée au titre d'un bail précaire expirant le 28 février 2018 ;
- que la propriété des consorts DORMEAU TEISSIER est comprise dans un secteur où le droit de préemption urbain a été délégué à la Ville ;
- qu'il paraît opportun pour la Ville de Montpellier d'exercer le droit de préemption sur ce bien compris dans la zone d'aménagement concerté de la Restanque qui prévoit la réalisation d'une opération de renouvellement urbain de grande envergure sur ce quartier contigu avec le centre-ville, par la transformation de la zone industrielle des Près d'Arènes en un quartier de ville aux multiples usages (habitat, activités, commerces, équipements publics et privés). Ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de permettre le renouvellement urbain.

#### Décide en conséquence :

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété des consorts DORMEAU TEISSIER, située 190 et 298 rue Georges Auric, cadastrée section OK 10, au prix de 500 000 € (cinq cents mille euros);
- que la SA3M interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de concessionnaire de la ZAC de la Restanque et en qualité de tiers-payeur, le bien lui étant par la suite cédé gratuitement en exécution de la préemption;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le 27 SEP. 2017  
 Monsieur le Maire  
 Philippe SAUREL

Publiée le : 28/09/2017  
 Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire  
 Envoi en Préfecture :  
 Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Sports et Jeunesse**  
**Service Sports**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

## **Marché Public**

### **' - Contrat de Prestations de Services - Club de Haut Niveau SAS Montpellier Handball Championnat de France et d'Europe Saison 2017 / 2018 '**

**N° 7C0014**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

#### **Considérant :**

- qu'il y a lieu d'acquérir des prestations, de type communication (naming, publicité équipement professionnel et panneautique), et achats de places (VIP, Présidentielles et places en tribune) dans le cadre d'une démarche de promotion du sport en général et du Handball en particulier, pour les rencontres du championnat de France et d'Europe, organisées à Montpellier pour la saison 2017 – 2018.  
Les prestations (VIP, Présidentielles et places en tribune) bénéficieront à des invités institutionnels, des membres du tissu associatif, des partenaires ainsi que des élus et collaborateurs de la collectivité ;
- qu'une procédure a été lancée à la suite d'une consultation faite auprès de la SAS Montpellier Handball, seul prestataire habilité, conformément à l'article 27 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- qu'après analyse, il a été décidé d'attribuer le marché n° 7C0014 à la SAS Montpellier Handball, domiciliée au Centre Jean-Paul Lacombe – 1000 Avenue du Val de Montferrand - 34 090 Montpellier, seul prestataire habilité, pour l'ensemble des services à exécuter.

**Décide en conséquence :**

**Article 1** : d'attribuer le marché « Contrat de prestations de Service – Clubs de Haut Niveau Montpellier Handball – Championnat de France et d'Europe – Saison 2017 / 2018 », à la SAS Montpellier Handball, pour un montant de 123 461.80 € H.T ;

**Article 2** : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de la Ville, chapitre 924 ;

**Article 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l(es) entreprise(s) retenue(s).

**Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19/10/2017  
Monsieur le Maire  
Philippe SAUREL

Publiée le : 20/10/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Paysage et Biodiversité**  
**Service Gestion des Ressources**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

## **Convention de livraison d'eau brute non potable entre BRL Exploitation et la Ville de Montpellier**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

**Considérant :**

- Que la Ville de Montpellier couvre une partie de ses besoins en eau brute non potable pour l'arrosage de ses espaces verts ;
- Que BRL Exploitation, concessionnaire de la région Occitanie, bénéficie d'une exclusivité d'exploitation du Réseau Hydraulique régional et qu'elle est seule apte à pouvoir assurer la prestation ;
- Qu'une convention a été établie conformément à l'article 30 I alinéa 3 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

**Décide en conséquence :**

- D'approuver les termes de la convention de livraison d'eau brute non potable avec BRL Exploitation, sise 1105 avenue Pierre Mendès France - BP 94001 – 30001 NIMES cedex 5 ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017, chapitre 928 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 27/09/2017**  
**Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le :** 27/09/2017

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire  
 Envoi en Préfecture :  
 Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture**  
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Marché public n°7C0009**  
**Direction artistique et production de la**  
**programmation artistique de la ZAT 2018**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Sonia KERANGUEVEN ;

**Considérant :**

- Que la Ville organise au printemps 2018 la douzième édition de la manifestation ZAT et qu'il convient d'organiser la direction artistique et la production de la programmation artistique de la manifestation ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 28 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de 12 mois ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants la valeur technique (60%) et le prix (40%) ;
- Qu'après analyse, l'entreprise Lieux Publics, 255 avenue des Aygalades, 13015 Marseille présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

**Décide en conséquence :**

**Article 1** : D'attribuer le marché de direction artistique et production de la programmation artistique de la ZAT 2018 à l'entreprise Lieux Publics, pour un montant de 155 828.00 euros HT ;

**Article 2** : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, chapitre 933 ;

**Article 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02/10/2017  
Madame l'Adjointe au Maire  
Sonia KERANGUEVEN



Publiée le : 04/10/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

